

**SENAT DE BELGIQUE****BELGISCHE SENAAT**

SESSION DE 1983-1984

21 JUIN 1984

**Projet de loi relatif à la protection et au bien-être  
des animaux**

**RAPPORT**  
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE  
L'AGRICULTURE ET  
DES CLASSES MOYENNES  
PAR M. VAN NEVEL

**SOMMAIRE**

	Pages
I. Exposé introductif du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et aux Affaires européennes . . . . .	2
II. Discussion générale . . . . .	6
III. Discussion des articles . . . . .	11
IV. Texte adopté par la Commission . . . . .	50
V. Annexe . . . . .	65

ZITTING 1983-1984

21 JUNI 1984

**Ontwerp van wet betreffende de bescherming  
en het welzijn der dieren**

**VERSLAG**  
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
LANDBOUW EN DE MIDDENSTAND  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER VAN NEVEL

**INHOUD**

	Bladz.
I. Inleiding van de Staatssecretaris voor Landbouw en Europees Zaken . . . . .	2
II. Algemene besprekking . . . . .	6
III. Artikelsegewijze besprekking . . . . .	11
IV. Tekst aangenomen door de Commissie . . . . .	50
V. Bijlage . . . . .	65

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Sondag, président; Bens, Capoen, Coen, Dalem, Debusscher, De Cooman, Decoster, Demuyter, Deworme, Eicher, Gevenois, Knuts, Lagae, Marmenout, Matthys, Mouton, Smeers, Van den Broeck, Vermeiren et Van Nevel, rapporteur.

Membres suppléants : MM. Deconinck, De Seranno, François, J. Gillet, Vandenhaute et Vanhaverbeke.

**R. A 12722***Voir :***Document du Sénat :**

469 (1982-1983) : N° 1 : Projet de loi.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Sondag, voorzitter; Bens, Capoen, Coen, Dalem, Debusscher, De Cooman, Decoster, Demuyter, Deworme, Elcher, Gevenois, Knuts, Lagae, Marmenout, Matthys, Mouton, Smeers, Van den Broeck, Vermeiren en Van Nevel, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Deconinck, De Seranno, François, J. Gillet, Vandenhaute en Vanhaverbeke.

**R. A 12722***Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

469 (1982-1983) : N° 1 : Ontwerp van wet.

## I. EXPOSE INTRODUCTIF DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE ET AUX AFFAIRES EUROPEENNES

Ce jour, où votre Commission entame la discussion du projet de loi, est sans doute très important pour tous ceux qui, dans notre société, s'intéressent à la protection des animaux.

Ces milieux aspirent depuis des années à une nouvelle législation, estimant que la loi en vigueur ne répond plus aux conditions actuelles dans lesquelles vivent les animaux. Une partie importante de la population est sensibilisée aux problèmes de la protection des animaux et y est pour le moins encouragée par les médias. Vous n'ignorez pas que cette sensibilité peut dégénérer en sensiblerie.

Il est dès lors indiqué que la nouvelle loi apporte les améliorations qui s'imposent, mais il est évident qu'il faut garder un juste milieu afin d'éviter des excès de droit et de fait.

Le but du présent projet de loi est, d'une part, de protéger les animaux contre les actes de cruauté de l'homme et, d'autre part, de favoriser leur bien-être par un traitement répondant à leurs besoins. Ce deuxième objectif est une nouveauté dans notre droit.

### Aperçu historique

Le Code pénal, notamment en ses articles 538, 540, 541, 559 et 563, réprime le fait d'empoisonner, de tuer ou de blesser gravement des animaux. Ces articles figurent au titre IX « Crimes et délits contre les propriétés ». L'échelle des pénalités varie suivant le lieu où l'infraction est commise. Le caractère spécial de ces articles fait qu'il n'y a pas de conflit entre le Code pénal et la loi actuelle sur la protection des animaux. Le projet ne prévoit pas leur modification ou leur abrogation, pour les mêmes raisons.

La loi du 22 mars 1929 a été la première à introduire dans le droit belge une protection spécifique pour les animaux.

Le but de cette loi est la pénalisation des actes de cruauté et des mauvais traitements excessifs. Outre ce principe général, repris d'ailleurs à l'article 1<sup>er</sup> du projet, elle mentionne certaines infractions, telles que la détention d'oiseaux chanteurs aveuglés, l'imposition à un animal d'un travail dépassant ses forces, l'organisation de combats d'animaux pour lesquels le délit existe dès qu'il y a commencement d'exécution. Le Roi reçoit la mission de réglementer le transport et l'abattage des animaux de trait et de monture. Les expériences de vivisection sont réservées aux laboratoires universitaires et à ceux y assimilés.

Le Gouvernement déposa le 13 avril 1965 un nouveau projet de loi qui, fondamentalement modifié par la Commission du Sénat le 4 mai 1969, est devenu la loi du 2 juillet 1975.

Au regard de la loi de 1929, on note que les délits de cruauté sont mieux définis, toutes les peines sont correction-

## I. INLEIDING VAN DE STAATSSEKRETARIS VOOR LANDBOUW EN EUROPESE ZAKEN

Het is zonder twijfel vandaag, waarop uw commissie de besprekking van het voor ons liggend ontwerp aanvangt, een bijzondere dag voor hen die begaan zijn met de bescherming van de dieren in onze samenleving.

Sedert jaren streven deze middens naar een nieuwe wetgeving, omdat zij van oordeel zijn dat de huidige wet niet meer beantwoordt aan de moderne toestanden van het leven der dieren. Een belangrijk deel van de bevolking is gevoelig voor de problemen van de bescherming en wordt hierin niet het minst door de media aangemoedigd. Dat die gevoeligheid soms zeer emotioneel kan worden, is u eveneens bekend.

Het is dan ook aangewezen dat de nieuwe wet de verbeteringen aanbrengt die zich opdringen maar dat daarbij de gulden middenweg wordt gevuld om overdrijvingen in rechte en in feite te voorkomen.

Het doel van het voorgelegde ontwerp van wet is enerzijds de dieren tegen menselijke daden van wredeheid te beschermen en anderzijds hun welzijn te bevorderen door in hun behoeften te voorzien. Die tweede doelstelling is nieuw in ons recht.

### Historisch overzicht

In het Strafwetboek, namelijk in de artikelen 538, 540, 541, 559 en 563 wordt het vergiftigen, doden of zware letsets toebrengen aan dieren gestraft. Die artikelen komen voor onder titel IX van misdrijven tegen de eigendom. De strafmaat verschilt al naargelang van de plaats waar het misdrijf plaatsheeft. Wegens hun bijzondere aard is er tussen die artikelen en die van de bestaande wet op de dierenbescherming geen tegenstrijdigheid. Om dezelfde reden worden zij door het ontwerp van wet niet gewijzigd of opgeheven.

Voor het eerst in het Belgisch recht werd met de wet van 22 maart 1929 een specifieke dierenbescherming ingevoerd.

Doel van die wet is de bestraffing van daden van wredeheid en buitensporige mishandelingen. Buiten die algemene regel — die in feite in artikel 1 van het huidige ontwerp is opgenomen — vermeldt de wet uitdrukkelijk enkele strafbare feiten zoals het houden van blindgemaakte zangvogels, het dier boven zijn krachten doen werken, het inrichten van dierengevechten waarvan overigens de straf geldt vanaf het begin van de uitvoering. De Koning krijgt opdracht het vervoer en de slachting van trek- en rijdieren te regelen. Vivisectieproeven tenslotte mogen enkel in universitaire en daarmee gelijkgestelde laboratoria worden uitgevoerd.

Op 13 april 1965 legde de Regering een nieuw wetsontwerp neer dat grondig gewijzigd door de Commissie van de Senaat op 4 mei 1969, tenslotte de wet wordt van 2 juli 1975.

Ten aanzien van de wet van 1929 worden de strafbare feiten van wredeheid scherper omschreven, alle straffen wor-

nalisées et de nouveaux délits sont prévus, par exemple les expériences de vivisection en dehors des laboratoires agréés.

La *ratio legis* des lois de 1929 et de 1975 est la même.

Dès le vote de la loi de 1975, des voix se sont élevées pour réclamer une législation plus étendue.

Aussi les Ministres de l'Agriculture précédents ont-ils estimé utile de confier l'étude des problèmes relatifs à la protection des animaux à un groupe de travail composé de trois parlementaires, de fonctionnaires des Ministères de la Justice et de l'Agriculture et de délégués des sociétés protectrices des animaux les plus représentatives. Le rapport final de ce groupe de travail, déposé en 1977, constitue en grande partie le fondement du projet de loi.

On peut se poser la question de savoir si la nouvelle législation est bien indispensable.

Dans notre pays, la production animale représente les deux tiers de l'activité agricole. Cela démontre la part prépondérante occupée par l'animal dans l'agriculture.

Bien que la productivité soit prioritaire et recherchée dans les productions animales (production de lait, viande, œufs, etc.), contrairement à ce que certains croient, elle n'est pas entièrement incompatible avec le « bien-être des animaux ».

A côté des animaux dits de production, tels que bovins, porcs, volailles et autres, s'est produite au cours des dernières décennies, à la faveur de l'essor économique et social qu'a connu notre pays dans les années 60, une augmentation importante du nombre des animaux dits de compagnie qui — comme leur nom l'indique — sont devenus de plus en plus les amis et compagnons de l'homme. On songe ici aux chiens et chats, mais aussi aux chevaux, qui sont passés de plus en plus de la première catégorie à la seconde, ainsi qu'à certains animaux exotiques élevés dans les parcs de collectionneurs privés ou par des particuliers.

Enfin, une importante évolution s'est manifestée au cours des dernières années dans tout le secteur animal, aussi bien celui de la production que celui de l'agrément.

Il s'agit, dans le premier cas, d'une concentration du nombre des animaux élevés dans des exploitations de plus en plus spécialisées, et, dans le second, d'une augmentation du nombre des animaux détenus par l'homme. C'est ainsi qu'on peut estimer aujourd'hui que dans notre pays vivent 1 000 000 de chiens et autant de chats.

Le souci de résERVER à l'animal la place qui lui revient dans la société a pour résultat que l'accent exclusif mis par la législation actuelle sur la répression et la prévention des actes de cruauté, doit être complété par une législation relative au

den correctioneel waar vroeger politiestraffen waren voorzien en nieuwe strafbare feiten ingevoerd, bijvoorbeeld de bestrafning van de vivisectieproeven buiten de erkende laboratoria.

De *ratio legis* is in de wetten van 1929 en van 1975 gelijk.

Op het ogenblik dat de wet van 1975 aangenomen werd in het Parlement gingen reeds stemmen op ten gunste van een meer omvattende wetgeving.

De vorige Ministers van Landbouw hebben het dan ook nuttig geacht de problemen rond de bescherming te laten onderzoeken door een werkgroep bestaande uit drie parlementsleden, uit ambtenaren van de Ministeries van Justitie en van Landbouw en uit afgevaardigden van de meest representatieve verenigingen voor dierenbescherming. Het eindverslag van de werkgroep, neergelegd in 1977, vormt grotendeels de grondslag voor het wetsontwerp.

De vraag kan worden gesteld of de nieuwe wetgeving wel noodzakelijk is.

In ons land neemt de dierlijke produktie twee derde in van de totale landbouwactiviteit. Het dier speelt steeds een overwegende rol in de landbouw.

Hoewel het aspekt « produktiviteit » op de eerste plaats komt en in de dierlijke produkties ook wordt nagestreefd (produktie van melk, vlees, eieren, enz.) is, in tegenstelling tot wat sommigen geloven, dit niet volkomen onverenigbaar met het aspekt « welzijn van de dieren ».

Naast zgn. « produktiedieren » als runderen, varkens, pluimvee e.a., heeft zich de laatste decennia, in het licht van de ekonomiesche en sociale groei die ons land sedert de jaren 60 gekend heeft, een belangrijke toename van het aantal « gezelschapsdieren » voorgedaan. Zoals blijkt uit de benaming zijn deze dieren meer en meer goede vrienden en gezellen van de mens geworden. Men kan hier denken aan honden en katten, maar ook aan paarden die hoe langer hoe meer van de eerste kategorie naar de tweede verhuisd zijn, evenals aan sommige exotische dieren die in parken van private verzamelaars of door partikulieren worden gehouden.

Tenslotte heeft zich tijdens de laatste jaren in de ganse dierlijke sektor een belangrijke ontwikkeling voorgedaan, zowel bij de « produktiedieren » als bij de « gezelschapsdieren ».

Bij de eerste gaat het om een concentratie van het aantal dieren die in steeds meer gespecialiseerde bedrijven gehouden worden, in het tweede geval om de toename van het aantal gehouden dieren. Naar schatting worden er vandaag in ons land 1 000 000 honden en evenveel katten gehouden.

De bezorgdheid om aan het dier de plaats voor te behouden die het in de samenleving toekomt, brengt mede dat de uitsluitende klemtuon die in de huidige wetgeving ligt op het bestrijden en voorkomen van wredeheden, aangevuld wordt

bien-être des animaux. Lorsqu'on veut élever et tenir des animaux, il faut penser à leurs besoins physiologiques et autres et veiller à les satisfaire.

Le projet tient aussi compte des réglementations internationales toujours plus nombreuses en matière de protection des animaux, et plus particulièrement des diverses conventions européennes, telles que celle signée à Paris le 13 décembre 1968 relative au transport international des animaux et celle signée à Strasbourg le 10 mars 1976 et le 10 mai 1979 ayant trait aux conditions d'élevage et d'abattage des animaux.

Voilà pour ce qui concerne l'historique de la législation et la nécessité d'une nouvelle loi.

Le Secrétaire d'Etat tient à insister sur quelques principes repris dans celle-ci.

1. Le champ d'application de la loi est limité aux animaux qui se trouvent sous la garde de l'homme. Ce principe qui « constitue le critère ou le seuil d'application du projet de loi » ne figure plus expressément dans le projet, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, « la loi étant principalement une loi pénale ».

L'application de ce principe « sous la garde de l'homme » a pour conséquence que le projet de loi ne vise pas la protection des espèces animales. La conservation et la protection de la faune indigène est l'objet de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, qui ressortit à la compétence des Régions, tandis que la conservation et la protection de la faune exotique est l'objet de la législation sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, législation qui a la Convention de Washington comme point de départ, et qui relève de la compétence du Ministre de l'Agriculture.

En vertu du principe énoncé, la loi n'est pas non plus d'application aux animaux sauvages, auxquels s'appliquent les lois sur la chasse, la tenderie et la pêche, qui relèvent également de la compétence des Régions (loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>).

## *2. La détention d'animaux*

Cette problématique fait l'objet de la Convention européenne de Strasbourg sur la protection des animaux dans les élevages. Cette convention est entrée en vigueur le 10 septembre 1978 et constitue la base du chapitre II qui impose notamment au détenteur d'animaux de traiter convenablement ceux qu'il a sous sa garde, en tenant compte de leurs besoins physiologiques et éthologiques. De plus, l'exploitation d'établissements où sont détenus ou commercialisés des animaux est soumise à agrément. Celle-ci sera liée au respect

met een wetgeving op het welzijn van de dieren. Wanneer men dieren wil kweken en houden, moet men rekening houden met de eigen fysiologische en andere behoeften van de dieren en de middelen ter hand stellen om dit te verwezenlijken.

Vandaar dat het wetsontwerp ook rekening houdt met de steeds toenemende internationale regelingen voor de dierenbescherming en in het bijzonder met de verschillende Europese overeenkomsten ter zake zoals deze die op 13 december 1968 in Parijs ondertekend werd inzake het internationaal vervoer van dieren en deze die op 10 maart 1976 en 10 mei 1979 te Straatsburg ondertekend werd inzake de kweek- en slachtomstandigheden van de dieren.

Tot daar wat de historische groei en de noodzakelijkheid van een nieuwe wet betreft.

De Staatssekretaris hecht er echter aan nog enkele grondbeginselen van de wet in het licht te stellen.

1. Het toepassingsveld van dit wetsontwerp is beperkt tot de dieren die zich onder de hoede van de mens bevinden. Dit grondbeginsel dat « het criterium of de drempel van toepassing van het wetsontwerp » uitmaakt, werd op verzoek van de Raad van State niet meer uitdrukkelijk in het ontwerp ingeschreven omdat (zo adviseert de Raad) « het ontwerp in hoofdzaak een strafwet is ».

De toepassing van dit beginsel « onder de hoede van de mens » brengt mede dat het wetsontwerp niet de bescherming van de dieren in hun soort nastreeft. Het behoud en de bescherming van de inheemse fauna vormt het voorwerp van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbewaarding die onder de bevoegdheid valt van de Gewesten, terwijl het behoud en de bescherming van de uitheemse fauna onder toepassing valt van de wetgeving op de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantesoorten met de Overeenkomst van Washington als uitgangspunt, die onder de bevoegdheid valt van de Minister van Landbouw.

De wet is volgens dat voormelde beginsel eveneens niet van toepassing op dieren die in het wild leven; deze vallen onder de wetten op de jacht, de vogelvangst en de visvangst die eveneens tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort (bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 6, § 1, III, 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup>).

## *2. Het houden van dieren*

Deze problematiek maakt het voorwerp uit van de Europese Overeenkomst van Straatsburg betreffende de bescherming van dieren in veehouderijen. Deze Overeenkomst is op 10 september 1978 in werking getreden en vormt de basis van het hoofdstuk II waardoor de dierenhouder o.m. verplicht wordt de dieren die hij onder zijn hoede heeft, behoorlijk te behandelen, rekening houdend met hun fysiologische en ethologische behoeften. Bovendien is voor de uitbating van inrichtingen waar dieren gehouden of verhan-

de toute une série de conditions, sous le contrôle du Service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

La possibilité d'interdire leur détention est prévue pour certaines espèces. Des mesures visant à identifier certains animaux ou à éviter la surpopulation peuvent également être promulguées.

### *3. Les animaux perdus et abandonnés*

L'abandon des animaux de compagnie est un fléau moderne. Les causes de l'abandon sont la surpopulation et l'impossibilité, pour le propriétaire, de prendre soin de ses animaux, surtout en période de vacances.

L'article 9 du projet prévoit que celui qui trouve un animal abandonné est obligé de le déclarer à l'autorité communale et n'a aucun droit de se l'approprier. L'animal peut être confié par l'administration soit à un refuge ou à un zoo, soit directement à un particulier, qui en devient propriétaire après un laps de temps très bref.

En rédigeant cette disposition, on a particulièrement veillé à éviter d'imposer de nouvelles tâches à la commune et d'alourdir ses charges financières. On a fréquemment formulé le souhait que chaque commune dispose d'un refuge pour l'hébergement des animaux perdus et abandonnés. Le dispositif de l'article 9 ne le prévoit pas, mais organise une procédure plus rapide, meilleure et moins coûteuse.

### *4. Les expériences sur les animaux et la vivisection*

Il est superflu de dire que les expériences sur les animaux constituent une des matières les plus importantes du projet, du fait qu'elles interviennent dans un débat généralement passionné, opposant partisans et adversaires, surtout lorsque nous nous rappelons certaines émissions récentes à la télévision.

Un premier principe est que personne ne peut procéder à des expériences sur un animal, à moins qu'il n'ait compétence pour le faire et que l'expérience soit justifiée.

Un second principe est que l'expérience sur les animaux doit être admise dans un cadre purement scientifique, qui sera, dans la plupart des cas, de nature médicale.

La recherche scientifique a besoin de techniques toujours plus affinées et recourt régulièrement à des animaux de laboratoire.

La recherche scientifique permet en effet des découvertes médicales et thérapeutiques qui débouchent sur des progrès importants dans la lutte contre les maladies — aussi bien de l'homme que de l'animal — et la mise au point de remèdes efficaces.

Mais cette nécessité scientifique doit aller de pair avec le souci et le respect de l'animal en tant qu'être vivant, et celui-ci doit dès lors être traité comme tel.

deld worden een erkenning vereist. Deze erkenning is gekoppeld aan het naleven van een hele reeks voorwaarden, die door de diergeneeskundige dienst van het Ministerie van Landbouw gecontroleerd wordt.

De mogelijkheid om het houden van dieren te verbieden is voorzien voor bepaalde soorten. Maatregelen voor het identificeren van sommige dieren of voor het voorkomen van overbevolking mogen eveneens uitgevaardigd worden.

### *3. De verloren en achtergelaten dieren*

Bijzonder het achterlaten van gezelschapsdieren is een moderne plaag. Het achterlaten vindt zijn oorzaak in de overbevolking en in onmogelijkheid van de houder om eigen dieren te verzorgen, bijzonder tijdens vacatieperiodes.

Er is een systeem in artikel 9 ingebouwd waarbij de vinder van een dergelijk dier verplicht is dit aan de gemeenteoverheid bekend te maken, zonder enig recht van toeëigening te hebben. Het dier kan ook door het gemeentebestuur aan een asiel of zoo worden toevertrouwd of onmiddellijk aan een privaat persoon die er na zeer korte tijd eigenaar van wordt.

Bij het opmaken van het artikel werd erop gelet aan de gemeente geen nieuwe taken op te leggen noch haar financieel te beladen. Herhaaldelijk werd de wens naar voor gebracht dat ieder gemeente, voor het opvangen van verloren en verlaten dieren over een eigen asiel zou dienen te beschikken. Het systeem van artikel 9 voorziet hierin niet, maar brengt integendeel een snelle, betere en goedkopere oplossing.

### *4. De dierproeven en de vivisectie*

Overbodig erop te wijzen dat de dierproeven in het ontwerp een der belangrijke regelingen uitmaken omdat zij tussenkomsten in een debat van voor- en tegenstanders van de proeven op levende dieren, debat dat meestal zeer emotioneel geladen is, wanneer wij ons onder meer sommige recente uitzendingen op de televisie herinneren.

Een eerste principe in deze regeling is dat niemand een dierproef mag uitvoeren tenzij hij daartoe bevoegd is en de proef zelf verantwoord is.

Een tweede principe is dat de dierproef moet toegelaten zijn in een zuiver wetenschappelijk kader, dat meestal van medische aard is.

Het wetenschappelijk onderzoek heeft steeds meer verfijnde technieken nodig en maakt een geregeld gebruik van proefdieren.

Dank zij dit wetenschappelijk onderzoek worden er immers medische en therapeutische ontdekkingen gedaan die uitmonden in een belangrijke vooruitgang in de strijd tegen ziekten, zowel van de mens als van het dier, en in de ontwikkeling van efficiënte geneesmiddelen.

Maar naast de wetenschappelijke noodzaak moet er de bekommernis om en het respect zijn voor het dier als levend wezen, en moet het dan ook als dusdanig worden behandeld.

De ce fait, les expériences sont interdites dans l'enseignement primaire et secondaire. Elles sont admises dans l'enseignement supérieur lorsqu'elles sont absolument nécessaires au point de vue didactique, et d'autre part pour la formation du personnel de laboratoire, lorsque les objectifs ne peuvent être atteints par d'autres méthodes.

Ces critères étant établis, les règles de l'expérimentation sont arrêtées tout en réservant une attention particulière aux animaux de laboratoire, aussi bien avant que pendant et après leur utilisation.

Enfin, il est prévu de créer un comité d'experts dont la mission consistera à étudier les problèmes éthiques en rapport avec les expériences sur les animaux.

### *5. Le Conseil du bien-être des animaux*

Un conseil spécial est créé, dans le but de tenir compte de la réalité quotidienne et de l'évolution de la protection et du bien-être des animaux. A côté de représentants des milieux de la protection des animaux, ce conseil groupera des représentants de la recherche scientifique et médicale, ainsi que des représentants des éleveurs d'animaux. Le conseil aura pour mission de donner des avis, à la demande du ministre de l'Agriculture, sur tous les problèmes liés à la protection et au bien-être des animaux.

Dans le but de favoriser la collaboration positive des milieux de la protection des animaux aux objectifs de la loi, il est prévu d'agrérer des sociétés de protection, nationales et régionales, à l'exclusion des associations locales et des mouvements dont l'objectif est constitué par un seul des problèmes de la protection.

Le Secrétaire d'Etat est convaincu que la nouvelle loi emportera votre approbation, puisqu'elle contribue réellement à la rénovation de la protection et du bien-être des animaux.

L'animal est, jusqu'à présent, considéré par le droit civil comme un objet. Bien que, sur le plan du droit civil, rien ne soit modifié, il est évident que la présente loi tend à reconnaître l'animal comme porteur de droits spécifiques que l'homme doit respecter.

## II. DISCUSSION GENERALE

Un sénateur félicite le Gouvernement des initiatives qu'il a prises dans le domaine de la législation relative à la protection des animaux, d'abord en créant un groupe de travail au sein duquel des représentants des organisations protectrices des animaux ont pu discuter systématiquement, avec des parlementaires, et sous la direction de fonctionnaires du Service vétérinaire et du Service juridique du Ministère de l'Agriculture et du représentant du Ministre de la Justice, des nombreux problèmes relatifs au bien-être et à la protection des animaux, groupe de travail qui a accompli un travail remar-

Diensvolgens zijn dierproeven in lager en middelbaar onderwijs verboden. Zij zijn in het hoger onderwijs enkel toegelaten wanneer zij didactisch volstrekt noodzakelijk zijn en anderzijds bij de opleiding van laboratoriumpersoneel, en wanneer zij door geen andere gelijkwaardige methodes kunnen worden vervangen.

Eenmaal deze criteria vastgesteld, worden de regelen vastgelegd waarbinnen de dierproef kan geschieden en wordt er een bijzondere aandacht gegeven aan de verzorging der proefdieren, zowel voor, gedurende als na hun gebruik.

Tenslotte wordt er een comité van deskundigen opgericht met als bijzondere taak de studie van de ethische problemen in verband met dierproeven.

### *5. De Raad voor dierenwelzijn*

In de wil om met de dagelijkse werkelijkheid en de evolutie van de bescherming en het welzijn der dieren rekening te houden wordt een bijzondere Raad opgericht. Deze raad zal, naast vertegenwoordigers van de middens van de dierenbescherming, ook vertegenwoordigers van het wetenschappelijk en medisch onderzoek tot zijn leden tellen. evenals vertegenwoordigers van de kwekers van dieren. De Raad zal op verzoek van de Minister van Landbouw advies verstrekken over alle punten die de dierenbescherming en het dierenwelzijn aanbelangen.

Ten einde verder de middens van de dierenbescherming positief te laten medewerken aan de in de wet gestelde opties wordt voorzien in de erkenning van nationale en regionale maatschappijen voor dierenbescherming, met uitsluiting van de lokale verenigingen en de op één probleem van de bescherming gerichte bewegingen.

Het komt de Staatssecretaris voor dat de nieuwe tekst de goedkeuring van het Parlement zal wegdragen omdat hij werkelijk bijdraagt tot de vernieuwing in de bescherming en het welzijn van de dieren.

Tot op heden wordt het dier in ons burgerlijk recht als een zaak behandeld. Alhoewel burgerrechterlijk niets gewijzigd wordt aan deze rechtstoestand, is het duidelijk dat met deze wet een stap is gezet naar de erkenning van het dier als drager van eigen specifieke rechten die door de mens moeten geëerbiedigd worden.

## II. ALGEMENE BESPREKING

Een senator wenst de Regering geluk met de initiatieven die zij genomen heeft op het gebied van de wetgeving op de dierenbescherming. In de eerste plaats door het oprichten van een werkgroep, waarin afgevaardigden van de middens van de dierenbescherming systematisch van gedachten konden wisselen over de vele problemen van het welzijn en de bescherming van de dieren, samen met parlementairen en dit onder de leiding van de ambtenaren van de diergeneeskundige Dienst en van de juridische Dienst van het Ministerie van Landbouw en de afgevaardigde van de Minister van Justitie.

quable dont il est fait état dans un rapport final qui a servi, entre autres documents, de fil conducteur, lors de la rédaction du projet de loi et, en second lieu, en déposant le présent projet de loi qui constitue une nette amélioration par rapport à la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux.

Ce sénateur estime toutefois que le projet ne va pas suffisamment loin sur certains points et, notamment, en ce qui concerne les expériences sur les animaux.

Les méthodes d'expérimentation sur animaux vivants ne devraient plus exister dans notre société. On prétend qu'elles sont nécessaires pour que la science puisse progresser, mais, dans les universités de bien des pays, elles sont remplacées par d'autres méthodes de même valeur. Ces expériences servent souvent à des fins absolument étrangères à la science médicale. Tel est le cas, par exemple, des tests d'endurance et des expériences portant sur des produits cosmétiques. Il arrive souvent que ces expériences soient recommandées plusieurs fois, dans différents laboratoires, ce qui souligne leur caractère superfétatoire, puisque leurs résultats sont le plus souvent bien connus. En tout cas, il faut absolument interdire les expériences sur les animaux à des fins purement didactiques, surtout dans l'enseignement secondaire où il s'agit plus de sadisme que de recherche. Ce problème fera l'objet d'amendements visant à améliorer la législation et le contrôle du respect des dispositions légales.

Un commissaire invite le Gouvernement à ne pas se laisser influencer par une atmosphère de sentimentalisme et d'hypersensibilité, qui risque d'engendrer une situation où l'animal serait mieux protégé que l'homme. Il faut éviter de mettre l'homme et l'animal sur le même pied, car il en résulterait immanquablement des situations faussées. C'est ainsi qu'il y a des exemples de jugements dans lesquels on a appliqué aux animaux des normes valables pour les humains, alors qu'elles ne leur conviennent absolument pas et qu'elles leur sont même néfastes.

Un sénateur estime que l'intitulé du projet correspond entièrement au but poursuivi par le législateur. Si on peut reprocher à la loi de 1975 son imprécision, le présent projet est, au contraire, beaucoup plus complet et contient des définitions qui permettront aux tribunaux de prendre les mesures coercitives qui s'imposent.

L'expérimentation sur des animaux est mieux réglementée que précédemment. La création d'un Conseil de la protection et du bien-être des animaux est une excellente initiative, tandis que la reconnaissance des associations nationales ou régionales de protection leur permettra d'avoir une plus grande influence sur les autorités locales. Les différents chapitres relatifs à l'importation et au commerce des animaux, de même qu'à leur mise à mort sont complétés d'une façon suffisamment explicite pour ne pas laisser de doute quant à l'existence de l'animal en tant qu'être vivant et non plus en tant qu'objet. Enfin, l'identification de certains animaux est prévue, ce qui pourrait faciliter la recherche des propriétaires se rendant coupables d'abandons dans la nature ou bien encore d'éclaircir les affaires de vols d'animaux.

Deze werkgroep heeft merkwaardig werk geleverd dat vervat is in een eindverslag dat mede tot leidraad diende bij het opmaken van het wetsontwerp; en in de tweede plaats door het neerleggen van het wetsontwerp dat een grote verbetering betekent ten aanzien van de wet van 2 juli 1975 op de dierenbescherming.

Hij is nochtans de mening toegedaan dat op enkele punten, bijzonder dit van de dierproeven, het ontwerp niet ver genoeg reikt.

Proeven op levende dieren zijn methodes die in onze samenleving niet meer zouden mogen bestaan. Er wordt beweerd dat zij voor de wetenschappelijke vooruitgang noodzakelijk zijn, maar in universiteiten in vele landen worden zij vervangen door andere evenwaardige methodes. Die proeven hebben dikwijls plaats voor het testen van produkten die met de medische wetenschap zeker geen verband hebben, zoals uithoudingstesten en proeven voor cosmetica. In vele gevallen worden zij in verschillende laboratoria meerdere malen overgedaan, hetgeen wijst op hun overbodig karakter, daar de resultaten van die proeven meestal goed gekend zijn. In elk geval moet een absoluut verbod komen op dierproeven voor louter didaktische doeleinden en dit zeker in het middelbaar onderwijs waar het eerder om sadisme dan over onderzoek gaat. Ten aanzien van dit probleem zullen ter verbetering van de wetgeving en het toezicht op de naleving van de wettelijke regelingen amendementen worden neergelegd.

Een lid verzoekt de Regering zich inzake dierenbescherming niet op sleeptouw te laten nemen door een toestand van overgevoeligheid en sentimentalisme, die er zelfs toe leidt aan het dier een grotere bescherming te geven dan aan de mens. Er moet vermeden worden mens en dier op eenzelfde plan te stellen, waardoor men uiteraard tot scheefrekkingen komt. Zo is het bekend dat vonnissen worden geveld waarbij op dieren menselijke normen worden toegepast, die voor het dier helemaal niet passen en zelfs voor dit laatste nadelig zijn.

Een senator meent dat het opschrift van het ontwerp volkomen overeenstemt met het doel dat de wetgever nastreeft. Terwijl op de wet van 1975 kritiek kan worden geleverd wegens haar onnauwkeurigheid, is dit ontwerp daarentegen veel vollediger en het bevat begripsbepalingen die de rechtkanten zullen in staat stellen de vereiste dwangmaatregelen te nemen.

De dierproeven worden beter gereglementeerd. De instelling van een Raad voor dierenwelzijn is een uitstekend initiatief en dank zij de erkenning van de nationale of gewestelijke beschermingsmaatschappijen zullen deze grotere invloed kunnen uitoefenen op de plaatselijke overheid. De verschillende hoofdstukken betreffende de invoer van, de handel in en het doden van dieren worden zo aangevuld dat er geen twijfel meer over bestaat dat het dier een levend wezen is niet langer een voorwerp. Ten slotte wordt voorzien in de identificatie van bepaalde dieren, wat zou kunnen bijdragen tot de opsporing van de eigenaars die dieren in het wilde achterlaten of tot de opheldering van diefstal van dieren.

Il regrette toutefois que la plupart des points précités aient un contenu assez négatif.

En effet, si par leur définition, on range les animaux dans différentes catégories, on légalise automatiquement certains principes de protection des animaux qui sont inacceptables, par exemple en ce qui concerne les animaux « d'agrément ». Il est impensable que la loi admette qu'un animal sauvage puisse être tenu pour son « agrément » par un particulier dans son habitation ou ses dépendances, qu'on crée des collections privées d'animaux sauvages ou bien encore des établissements récréatifs, c'est-à-dire des établissements accessibles au public dans le but de le divertir en lui présentant notamment des prestations physiques d'animaux obtenues par des dressages douloureux.

En ce qui concerne l'expérimentation des animaux, le fait de dispenser les laboratoires de tenir un registre où est indiqué la provenance des animaux, est une incitation aux vols d'animaux, qui pourront continuer à être impunément commis.

On crée un Conseil de la protection et du bien-être des animaux, mais on y fait siéger non seulement les protecteurs des animaux, mais également ceux qui les martyrisent dans les laboratoires. Et à quoi sert un tel Conseil si on n'oblige pas ceux qui appliquent la loi à recueillir ses avis avant de prendre toute décision de quelque importance ?

Rien n'est prévu dans la loi pour la limitation de la reproduction. Seuls les quatre derniers mots de l'article 7 parlent d'une éventuelle limitation de la surpopulation. Etant donné la quantité incroyable d'animaux que les associations de protection animale ont à supprimer, ce sujet aurait dû faire l'objet d'un article de la loi. Ces mêmes associations recommandent d'ailleurs la castration des animaux mâles, mais l'article 19 prévoit que « l'amputation totale ou partielle d'une partie du corps d'un animal est interdite ». Il en a résulté que ces recommandations, nécessaires pour combattre la surpopulation, deviendraient illégales.

En ce qui concerne le commerce et le transit des animaux, aucune référence n'est faite dans le projet aux conventions internationales existantes, qui auraient pu être rappelées dans ce chapitre et pour lesquelles la loi devrait prévoir une exécution rigoureuse.

Pour ce qui concerne la détention d'animaux, l'article 9 prévoit que les animaux errants, perdus ou abandonnés doivent être confiés par la personne qui les recueille à l'administration communale. Le Gouvernement se rend-il compte de ce qu'il fait, d'autant plus qu'il ajoute plus loin que ladite administration communale confie l'animal, selon le cas, à une personne ou à un refuge pour animaux, ou à un zoo, ou à un parc d'animaux ?

Comment les administrations communales peuvent-elles assurer cette tâche, alors qu'elles ont déjà tant de difficultés à s'occuper de leurs administrés.

De quel genre de protection l'animal pourra-t-il bénéficier si, sur une simple suggestion d'un employé communal, un

Hij betreurt evenwel dat de meeste voornoemde punten een vrij negatieve inhoud hebben.

Zo worden de dieren door hun omschrijving in verschillende categorieën ingedeeld, maar op die wijze legaliseert men automatisch bepaalde beschermingsmaatregelen die onaanvaardbaar zijn, zoals bijvoorbeeld inzake de « sierdieren ». Het is ondenkbaar bij wet te erkennen dat een wild dier door een particulier in zijn woning of de aanhorigheden daarvan als « sieraad » kan worden vastgehouden, dat private verzamelingen van wilde dieren worden geduld of dat recreatie-instellingen worden aanvaard waar voor het vermaak van de mensen, fysieke prestaties van dieren, die verkregen worden door pijnlijke africhting, worden vertoond.

Wat de dierproeven betreft, vormt het feit dat de laboratoria geen register moeten houden waarin de herkomst van de dieren wordt vermeld, een aansporing tot het stelen van dieren, wat straffeloos zal kunnen blijven geschieden.

Er wordt een Raad voor dierenwelzijn ingesteld, waarin niet alleen dierenbeschermers worden opgenomen, maar ook mensen die dieren folteren in laboratoria. En tot wat dient een Raad, indien de uitvoerders van de wet niet worden verplicht zijn advies in te winnen alvorens enige beslissing van een zeker gewicht te nemen ?

De wet bepaalt niets voor de geboortebeperking; alleen de laatste vier woorden van artikel 7 spreken van een eventuele beperking van de overbevolking. Gelet op het ongelooflijk aantal dieren die de maatschappijen voor dierenbescherming moeten opruimen, had een artikel van de wet daarover moeten handelen. Dezelfde maatschappijen bevelen trouwens het castreren van de mannelijke dieren aan, maar artikel 19 bepaalt dat « de volledige of gedeeltelijke amputatie van lichaamsdelen van dieren verboden is ». Dat heeft tot resultaat dat die aanbevelingen, die nodig zijn om de overbevolking tegen te gaan, onwettig zouden worden.

Wat de handel in en de doorvoer van dieren betreft, bevat het ontwerp geen enkele verwijzing naar de bestaande internationale verdragen, die in dit hoofdstuk hadden kunnen worden vermeld en waarvoor de wet een strenge tenuitvoerlegging had moeten voorschrijven.

In verband met het houden van dieren bepaalt artikel 9 dat zwervende, verloren, of achtergelaten dieren door de persoon die ze opvangt moeten worden toevertrouwd aan het gemeentebestuur. Is de Regering zich wel bewust van wat zij hier doet, te meer daar zij eraan toevoegt dat het betrokken gemeentebestuur het dier naargelang van het geval moet toevertrouwen aan een persoon, een dierenasiel, een zoo of een dierenpark ?

Hoe kunnen de gemeentebesturen deze opdracht vervullen als zij het reeds zo moeilijk hebben om voor de burgers te zorgen ?

Welke soort van bescherming zal het dier genieten als het op eenvoudig voorstel van een gemeentebediende aan iemand

animal est confié à quelqu'un ? En fonction de quels critères jugera-t-on la personne ? Quelle sera sa responsabilité vis-à-vis de l'animal perdu, etc. ?

Que devront faire aussi les associations protectrices des animaux vis-à-vis des personnes qui ayant trouvé un animal, s'adresseront directement à elles ? Le refuser ou le renvoyer à l'administration communale ? Pourquoi ne pas prévoir que les chiens perdus devront être confiés soit à l'administration communale qui chargera les refuges de leur garde, soit directement aux associations de protection des animaux agréées.

En ce qui concerne l'identification des animaux, et plus particulièrement des chiens, le tatouage est évidemment la solution la plus réaliste et il aurait été préférable de la prévoir.

L'intention du Gouvernement d'agrérer les associations nationales et régionales est, comme on l'a déjà dit, une excellente initiative, mais nous sommes obligés de constater que si d'un côté, il faut qu'elles soient agréées, d'autres part les interventions des refuges restent entièrement à leur charge. Une association de protection des animaux peut aussi être requise par l'autorité judiciaire pour héberger des animaux perdus ou saisis. Dans le cas où l'on retrouve le propriétaire, elles seront indemnisées, mais lorsque le propriétaire ne réclame pas son animal — ce qui est le cas pour les animaux perdus —, les frais restent à charge des refuges.

Enfin, il est à regretter que les emprisonnements aient été supprimés pour certains délits. En effet, l'impact psychologique de l'emprisonnement dans la population reste important et une amende seule n'impressionne guère.

Qu'on aborde cette question sous l'angle théologique ou philosophique, déclare un autre membre, il faut toujours tenir compte d'une vérité essentielle, à savoir que l'animal a été créé et existe pour l'entretien, l'utilité et l'amusement de l'homme, seul être qui soit doté d'une raison et d'un esprit. Depuis la création, la nature se caractérise par un admirable équilibre biologique. Lorsqu'un animal est maltraité par un homme, ce comportement s'explique par une déviation mentale maladive chez cet homme. Et aucune loi, fût-elle sévère, ne changera jamais rien à cette situation. C'est pourquoi il est indiqué d'utiliser l'animal dans le but pour lequel il a été créé. Par conséquent, le projet à l'examen doit rester dans les limites du raisonnable.

Un membre incite la Commission à faire preuve à la fois de prudence et de précision. La loi en projet est principalement une loi pénale dont l'application est laissée à l'appréciation du juge. Il est inadmissible que sous l'influence de certaines tendances passagères, fussent-elles acceptables, un tribunal donne, parce que la loi manque de précision, une interprétation à ce texte qui soit à la fois contraire à la volonté du législateur et au principe qui veut que l'animal existe pour l'homme.

Un sénateur affirme que l'animal est un être vivant à part entière, aussi important que l'homme. Il s'ensuit

que l'animal sera confié à quelqu'un ? En fonction de quels critères jugera-t-on la personne ? Quelle sera sa responsabilité vis-à-vis de l'animal perdu, etc. ?

Wat zullen de verenigingen voor dierenbescherming moeten doen als iemand zich niet met een gevonden dier rechtstreeks tot hen richt ? Moeten zij het dier weigeren of de vinder naar het gemeentebestuur verwijzen ? Waarom wordt niet bepaald dat verloren honden ofwel aan het gemeentebestuur worden toevertrouwd dat de asielen met hun bewaring zal belasten, ofwel rechtstreeks aan erkende verenigingen voor dierenbescherming worden afgegeven ?

Voor de identificatie van dieren en vooral van honden, is tatooering natuurlijk de meest realistische oplossing, waarin de wet had behoren te voorzien.

De bedoeling van de Regering om de nationale en gewestelijke verenigingen te erkennen, is, zoals hierboven reeds gezegd, een uitstekend initiatief, maar we moeten vaststellen dat die verenigingen enerzijds wel erkend moeten zijn, maar dat anderzijds de kosten van de asielen volledig te hunnen laste vallen. Een vereniging voor dierenbescherming kan dus door de gerechtelijke overheid worden gevorderd om verloren of opgepakte dieren op te nemen. Indien de eigenaar wordt teruggevonden zullen zij worden vergoed, maar wanneer de eigenaar zijn dier niet opeist, wat meestal het geval is voor verloren dieren, blijven de kosten ten laste van de asielen.

Ten slotte moet worden betreurd dat de gevangenisstraffen voor bepaalde misdrijven zijn afgeschaft. Het psychologische effect van de gevangenisstraf is bij de bevolking nog altijd zeer levendig en een boete alleen maakt nauwelijks indruk.

Of men het uit theologisch of uit filosofisch standpunt benadert, aldus een ander lid, het blijft een grondwaarheid dat het dier geschapen is en bestaat voor het onderhoud, nut en vermaak van de mens, enig wezen dat over rede en geest beschikt. In de natuur is er sedert de schepping een wonderbaar biologisch evenwicht. Wanneer een dier mishandeld wordt door een mens is dat een gevolg van een ziekelijke afwijking in de geest van die mens. Daar zal geen enkele wet, hoe streng ook, enige wijziging in brengen. Het is derhalve aangewezen dat wij het dier gebruiken waarvoor het geschapen werd. Dit wetsontwerp moet dus binnen de perken van het redelijke worden gehouden.

Een ander lid maant de Commissie aan tot voorzichtigheid enerzijds, tot nauwkeurigheid anderzijds. De wet is in hoofdzaak een strafwet die aan het oordeel van de rechter wordt overgelaten. Het mag niet zijn dat ten aanzien en onder invloed van tijdelijke stromingen, hoe aanvaardbaar die ook mogen voorkomen, een rechtkant bij gebrek aan nauwkeurigheid in de wet aan deze tekst een interpretatie geeft die noch met de wil van de wetgever, noch met het principe dat het dier voor de mens bestaat, overeenstemt.

Een senator zegt dat een dier een volwaardig levend wezen is, even belangrijk als een mens. Daaruit volgt dat het

qu'on ne peut accepter l'existence des zoos, parcs et collections et qu'on doit s'opposer aux expérimentations dont l'utilité peut être comparée à celles pratiquées dans les camps de concentration. Il s'oppose également à l'élevage intensif tel qu'il se pratique dans les batteries. Un autre sénateur fait observer que l'article 4 et la Convention européenne permettront de résoudre de nombreux problèmes relatifs à l'élevage intensif.

Un autre sénateur attire l'attention sur la plaie que constituent les abandons d'animaux dont le nombre a triplé au cours des trois dernières années. Certains de ces animaux sont cause d'accidents et constituent une charge importante pour certaines communes.

Un membre estime que pour réduire les charges des communes, il faut permettre que ces animaux soient directement confiés à un refuge.

Un autre membre se réjouit du projet et de la distinction qui est faite entre les animaux, ce qui permettra de considérer différemment les animaux suivant leur catégorie. Par exemple, en ce qui concerne les animaux domestiques agricoles, il s'impose d'apprécier leur finalité comme animaux de rente ou de rapport en n'énervant pas l'activité et la production agricoles. En effet, les entreprises agricoles font déjà l'objet de réglementations appropriées, également dans le souci de protection des animaux, en tenant compte des caractéristiques physiologiques et éthologiques des animaux domestiques agricoles.

Répondant à ces diverses interventions, le Secrétaire d'Etat déclare qu'en ce qui concerne les peines, le Ministre de la Justice répondra aux problèmes de droit pénal posés lors de la discussion des articles en cause.

Il s'oppose à la demande d'obliger le Gouvernement à consulter le Conseil du bien-être des animaux, mais estime également que les détenteurs d'animaux ne doivent pas siéger en tant que tels dans ce même Conseil.

Pour la vivisection il est nécessaire d'adopter des textes clairs. Il faut l'abolir au maximum mais certaines exigences de la recherche scientifique et médicale doivent être respectées. Les expériences ont toujours pour effet d'abaisser le seuil des dangers.

En ce qui concerne les zoos, parcs et autres établissements analogues, il n'existe jusqu'à présent aucune réglementation. L'élevage y compris l'élevage intensif pratiqué dans le cadre des exploitations agricoles est suffisamment réglementé par les dispositions de l'article 4 qui sont très explicites.

Confier les animaux abandonnés directement aux refuges est une question délicate qui peut être examinée. Le droit de propriété et l'obligation de confier un animal directement à un établissement privé ne sont pas nécessairement conciliaires.

bestaan van zoo's, dierenparken en -verzamelingen, onaanvaardbaar is en dat men zich moet afzetten tegen proeven waarvan het nut kan worden vergeleken met dit van de concentratiekampen. Tevens verzet hij zich tegen intensieve kweek zoals in batterijen. Een andere senator merkt op dat enerzijds artikel 4 en anderzijds de Europese Overeenkomst heel wat moeilijkheden zullen opheffen in verband met de intensieve kweek.

Een ander spreker vestigt de aandacht op de plaag van het achterlaten van dieren die gedurende de jongste drie jaar in omvang verdrievoudigd is. Sommige dieren veroorzaken ongevallen en zijn een grote last voor bepaalde gemeenten.

Een lid is van oordeel dat om de kosten van die gemeenten te verminderen, de mogelijkheid moet bestaan deze dieren direct aan een asiel toe te vertrouwen.

Een ander lid keurt het ontwerp goed en is tevreden dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de dieren. Zo kunnen de dieren, al naar hun categorie, verschillend worden behandeld. Voor de landbouwhuisdieren bijvoorbeeld, dient het doel als opbrengst- of nutsdier zodanig te worden beschouwd dat de landbouwactiviteit en de landbouwproductie er niet door worden verstoord. De landbouwbedrijven hebben reeds aangepaste reglementeringen, ook met het oog op de dierenbescherming, waarbij rekening wordt gehouden met de fysiologische en ethologische kenmerken van de landbouwhuisdieren.

In zijn antwoord zegt de Staatssecretaris dat, wat de straffen betreft, de Minister van Justitie zal antwoorden bij de besprekking van de artikelen die te maken hebben met strafrechtelijke problemen.

Hij is gekant tegen het verzoek om de Regering te verplichten de Raad voor Dierenwelzijn te raadplegen, maar meent eveneens dat houders van dieren niet als zodanig zitting moeten hebben in die Raad.

Voor de vivisectie moeten duidelijke teksten worden aangenomen. Vivisecties behoren tot het minimum te worden beperkt maar bepaalde eisen van het wetenschappelijk en medisch onderzoek dienen in acht te worden genomen. Proeven hebben altijd tot gevolg dat de gevarendempel wordt verlaagd.

Wat de zoo's, dierenparken en andere soortgelijke instellingen betreft, bestond er tot nu toe geen enkele reglementering. De kweek, met inbegrip van de intensieve kweek verricht in het kader van de landbouwbedrijven, is voldoende gereglementeerd door de bepalingen van artikel 4 die zeer duidelijk zijn.

Achtergelaten dieren rechtstreeks aan de azielen toevertrouwen is een delicaat probleem dat onderzocht kan worden. Het eigendomsrecht en de verplichting om het dier rechtstreeks aan een particuliere instelling toe te vertrouwen zijn niet altijd verenigbaar.

### III. DISCUSSION DES ARTICLES

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Cet article se borne à préciser la *ratio legis* du projet : nul ne peut se livrer à des actes qui auraient comme conséquence de faire périr inutilement un animal ou de lui causer inutilement une mutilation, une lésion ou des souffrances. Autrement dit, la loi vise en premier lieu à réprimer les actes de cruauté et les mauvais traitements, ce qui était déjà le cas des lois du 22 mars 1929 et du 2 juillet 1975.

Le Secrétaire d'Etat souligne que le projet vise les animaux se trouvant sous la protection de l'homme. Dès lors, les animaux sauvages échappent à l'application de la loi, à moins qu'ils ne soient tenus par l'homme, sous quelque forme que ce soit.

Un membre défend un amendement tendant à supprimer le mot « inutilement ». D'autres membres estiment qu'il faudrait le remplacer par les mots « intentionnellement » ou « sans justification ».

Selon le Secrétaire d'Etat, on ne peut concevoir en droit pénal que tout acte qui a pour but de faire périr un animal ou de lui causer une mutilation, une lésion ou des souffrances, serait punissable. Il faut certes préciser les conditions de l'infraction. C'est au juge qu'il incombe d'apprecier si la mise à mort d'un animal est ou non utile.

Le terme « sans justification » ne veut rien dire. Celui qui fait périr un animal doit toujours se justifier en justice lorsqu'il est poursuivi.

Le mot « intentionnellement » n'est pas à retenir puisqu'il rend plus difficile l'application de la disposition pénale et fait supporter le fardeau de la preuve par les instances judiciaires et que celui qui commet un acte de cruauté dans ces conditions est poursuivi en vertu de l'article 35, 1<sup>o</sup>. Il faut donc maintenir le terme « inutilement ».

L'amendement visant à supprimer le mot « inutilement » est rejeté par 12 voix contre 1.

L'article est adopté par 13 voix contre 1.

#### Article 2

Les articles 2 et 3 contiennent surtout des définitions d'abord d'animaux (art. 2) et ensuite de notions, de personnes et d'établissements (art. 3).

Ces définitions ne contiennent aucune norme juridique, aucune règle de droit. On recourt à l'énumération de définitions dans des textes de lois et d'arrêtés dans le but d'alléger le texte puisqu'on évite la répétition constante de la définition dans les articles et pour éliminer l'interprétation du terme.

### III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

#### ARTIKEL 1

Het artikel beperkt zich tot het bepalen van de *ratio legis* van het ontwerp : niemand mag handelingen stellen die tot gevolg hebben dat een dier nutteloos omkomt of nutteloos een vermindering, een letsel of pijn ondergaat. In andere woorden is het eerste opzet van de wet de daden van wrechting en de mishandelingen te beteugelen, hetgeen reeds het geval was met de wetten van 22 maart 1929 en van 2 juli 1975.

De Staatssecretaris legt er de nadruk op dat het ontwerp dieren tot voorwerp heeft die zich onder de hoede van de mens bevinden. Wilde dieren vallen niet onder de toepassing van de wet, tenzij zij, onder welke vorm ook, door de mens worden gehouden.

Er wordt een amendement verdedigd strekkende tot de schrapping van het woord « nutteloos ». Leden menen dat men zou moeten schrijven « opzettelijk » of « zonder verantwoording ».

Volgens de Staatssecretaris kan men in strafrecht moeilijk aanvaarden dat elke handeling die tot doel heeft een dier te doden of het een vermindering, letsel of pijn te doen ondergaan, strafbaar zou zijn. Er moet duidelijk bepaald worden welke de omstandigheden zijn van de overtreding. De apprechiatie van het al dan niet nutteloos doden van een dier komt aan de rechter toe.

De voorgestelde term « zonder verantwoording » heeft op zichzelf geen inhoud. Hij die een dier ombrengt moet zich steeds in rechte kunnen verantwoorden wanneer hij vervolgd wordt.

« Opzettelijk » is ook niet gewenst daar dit de strafrechtelijke bepaling verzwaart en de bewijslast van het opzet ten laste legt van de rechterlijke instanties; hij die een akte van wrechting pleegt wordt vervolgd op grond van artikel 35, 1<sup>o</sup>. De term « nutteloos » dient te worden gehandhaafd.

Het amendement om het woord « nutteloos » te doen vervallen wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

#### Artikel 2

De artikelen 2 en 3 bevatten voornamelijk bepalingen vooreerst van dieren (art. 2) vervolgens van begrippen, personen en inrichtingen (art. 3).

Die bepalingen omvatten geen juridische norm of rechtsregel. Men neemt zijn toevlucht tot het opsommen van begripsbepalingen in wet- en besluitteksten met het doel de lezing van de tekst minder zwaar te maken door het vermijden van een voortdurende herhaling van de bepaling in de artikelen en om een interpretatie van de term uit de weg te gaan.

La suppression d'une définition telle qu'elle est proposée par certains commissaires, n'implique pas que le contenu d'un article est supprimé ou modifié.

La meilleure méthode de travail consiste à procéder à un examen préalable des articles qui devrait faire apparaître si la définition est à maintenir ou à modifier.

#### Paragraphe 1<sup>er</sup>

Un sénateur estime que la notion d'animal d'agrément n'a aucune signification et que, pour les humains, les animaux de compagnie sont aussi des animaux d'agrément. Il ajoute qu'un animal sauvage, dont la possession ne pourrait jamais être autorisée, n'est pas un animal d'agrément. De plus, aucun animal vivant dans la nature n'est spécialement désigné pour devenir un animal d'expérience, pas plus d'ailleurs qu'il n'y a des humains qui soient destinés à devenir des « cobayes ». Il estime, par conséquent, qu'il faut supprimer les notions d'« animal d'agrément » et d'« animal d'expérience ».

Le Secrétaire d'Etat répond sur ce point que, si l'on a classé les animaux en catégories, c'est uniquement pour les besoins de l'application de la loi en projet, étant donné que les animaux en question ont leur nature propre et qu'une destination particulière leur a été donnée dans le cadre de la société. Cette distinction entre les animaux, suivant la manière dont ils sont traités, ressort clairement de la lecture des articles.

L'amendement visant à supprimer les notions d'« animal d'agrément » et d'« animal d'expérience » est rejeté par 12 voix contre 2.

Un amendement visant à supprimer la notion d'« animal d'agrément » est rejeté par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

#### Paragraphe 2

Point 1. Un membre demande que, dans la définition de la notion d'« animal domestique agricole », soient supprimés les mots « de fourrure », étant donné qu'il n'existe aucun animal domestique agricole élevé uniquement pour la production de fourrures. Il s'oppose à l'élevage des chinchillas et des visons, dont il est question au troisième alinéa, étant donné qu'il s'agit là d'animaux sauvages et non pas d'animaux domestiques.

Le Gouvernement souligne qu'il existe, partout en Europe, des élevages axés sur la production de fourrures. D'ailleurs, tous les animaux étaient sauvages au départ et c'est l'homme qui les a apprivoisés pour satisfaire toutes sortes de besoins vitaux.

Il faut par ailleurs se référer à la Convention européenne relative à la protection des animaux domestiques agricoles dont l'article 1<sup>er</sup> confirme que l'élevage d'animaux pour leur fourrure est une pratique agricole.

Un membre fait observer qu'il est préférable d'élever des animaux pour leur fourrure plutôt que de les chasser.

L'amendement visant à supprimer les mots « de fourrure » est rejeté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

De schrapping van een bepaling zoals door leden van de commissie wordt voorgesteld brengt niet mede dat de inhoud van een artikel geschrapt of gewijzigd wordt.

De beste werkmethode bestaat erin eerst de artikelen te onderzoeken waaruit moet blijken of de definitie moet gehandhaafd of gewijzigd worden.

#### Paragraaf 1

Een senator meent dat het begrip sierdier geen betrekking heeft, dat gezelschapsdieren voor mensen sierdieren zijn en dat een wild dier, waarvan het bezit nooit zou mogen toegestaan worden, geen sierdier is. Daarenboven is geen enkel dier in de natuur speciaal bestemd om proefdier te worden evenmin als er proefmensen bestaan. Hij meent derhalve dat de bepalingen « sierdier » en « proefdier » moeten geschrapt worden.

Het antwoord van de Staatssecretaris hierop luidt dat het indelen van de dieren in categorieën uitsluitend voor de toepassing van deze wet in het leven geroepen wordt, omdat die dieren een eigen aard hebben en hen in de maatschappij een bijzondere bestemming is gegeven. Dit onderscheid tussen dieren met verschillende behandeling komt duidelijk naar voor bij de lezing van de artikelen.

Het amendement dat strekt om « sierdieren » en « proefdieren » te schrappen wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Een amendement om « sierdieren » te schrappen wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

#### Paragraaf 2

Cijfer 1. Bij de bepaling van landbouwhuisdieren vraagt een lid het woord « pels » te schrappen, daar er geen landbouwhuisdieren bestaan die uitsluitend voor de produktie van de pels worden gekweekt. Hij is gekant tegen het kweken van chinchilla's en nertsen die in het derde lid worden aangewezen, daar dit wilde dieren en geen huisdieren zijn.

Er wordt door de Regering op gewezen dat in heel Europa kwekerijen bestaan waar dieren uitsluitend voor de pels worden gefokt. Overigens waren alle dieren aanvankelijk wilde dieren, die door de mens getemd werden om in allerlei levensbehoeften te voorzien.

Anderzijds dient gewezen op de Europese Overeenkomst inzake de bescherming van landbouwhuisdieren die in haar artikel 1 bepaalt dat het fokken van dieren voor de pels een landbouwpraktijk is.

Een lid doet opmerken dat het beter is dieren voor de pels te kweken dan er jacht op te maken.

Het amendement om « pels » te schrappen wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

Un commissaire propose d'ajouter à l'énumération du deuxième alinéa, les mots « les poissons et les écrevisses en pisciculture, ainsi que les escargots de Bourgogne en élevage ».

La Commission estime que les poissons et les escargots de Bourgogne ne doivent pas être considérés en soi comme des animaux domestiques agricoles et elle décide d'effectuer l'ajout in fine du dernier alinéa, qui prévoit que les animaux en question doivent être détenus dans des élevages pour pouvoir être considérés comme des animaux domestiques agricoles.

Un commissaire fait observer que la pisciculture est une matière qui relève de la compétence des Régions en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980. L'examen de la question a établi qu'il n'y a pas excès de compétence en l'espèce et que la loi n'a rien à voir avec les dispositions de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 7<sup>e</sup>, de la loi spéciale précitée, laquelle délègue des pouvoirs aux Régions en matière d'industrialisation de la pisciculture.

La Commission adopte l'amendement à l'unanimité des 14 membres présents.

Point 2. — Un membre propose de supprimer, dans la définition de la notion d'« animal de compagnie », les mots « pour la satisfaction ». Il paraît exagéré d'inscrire cette condition exclusive et nécessaire dans la loi; cette disposition limitative pourrait donner lieu à de fausses interprétations et à des exagérations.

Le Gouvernement répond, à cet égard, que ces mots ont été insérés dans la définition pour établir une nette distinction entre les animaux de compagnie et les animaux domestiques agricoles détenus comme animaux de rente ou de rapport.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

En deuxième lecture, la Commission adopte à l'unanimité une proposition gouvernementale visant à remplacer le mot « satisfaction » par le mot « contentement ». Le texte néerlandais reste inchangé.

Un sénateur propose de remplacer le mot « hamsters » par les mots « hamsters dorés », étant donné que seuls ces derniers peuvent être détenus en tant qu'animaux de compagnie.

Le Gouvernement approuve cette modification et la Commission adopte l'amendement par 13 voix et 1 abstention.

Un commissaire estime que seuls les oiseaux de volière peuvent être considérés comme des animaux de compagnie. La mise en cage des oiseaux est contraire à l'esprit de la loi dont l'objet est de protéger le bien-être des animaux.

Un membre estime que ce terme doit être maintenu et l'amendement déposé est rejeté par 12 voix contre 2.

Een lid stelt voor de woorden « de vissen en rivierkreeften in visteelt en wijngaardslakken in kwekerijen » toe te voegen aan de opsomming van het tweede lid van 1.

De Commissie is de mening toegedaan dat vissen en wijngaardslakken op zichzelf niet als landbouwhuisdieren te beschouwen zijn en besluit de toevoeging aan te brengen in fine van het laatste lid, waar als voorwaarde geldt dat de dieren in kwekerijen moeten opgenomen zijn om als landbouwhuisdier te worden beschouwd.

Een lid vestigt de aandacht op het feit dat de visteelt een materie is die door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot de bevoegdheid van de gewesten behoort. Uit het onderzoek blijkt dat er hier geen machtsoverschrijding is en dat de wet vreemd is aan de bepalingen van artikel 6, § 1, III, 7<sup>e</sup>, van vorenvermelde bijzondere wet die aan de gewesten bevoegdheid verleent inzake de industrialisering van de visteelt.

De Commissie aanvaardt het amendement eenparig met 14 stemmen.

Cijfer 2. — Bij de bepaling « gezelschapsdier » stelt een lid voor de woorden « en tot voldoening » te doen vervallen. Het lijkt overdreven deze uitsluitende en noodzakelijke voorwaarde in de wettekst op te nemen; die beperkende bepaling zou aanleiding kunnen geven tot verkeerde interpretatie en overdrijving.

Van Regeringswege wordt hierop geantwoord dat die woorden in de bepaling gevoegd worden om een duidelijk onderscheid te maken tussen de gezelschapsdieren en de landbouwhuisdieren die voor de opbrengst of het nut worden gehouden.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

In tweede lezing stemt de Commissie eenparig in met een Regeringsvoorstel het woord « satisfaction » te vervangen door het woord « contentement ». De Nederlandse tekst blijft ongewijzigd.

Een senator stelt voor het woord « hamsters » door « goudhamsters » te vervangen, daar enkel de goudhamster in aanmerking kan komen als gezelschapsdier.

De Regering stemt met deze wijziging in en de Commissie neemt het amendement aan met 13 stemmen, bij 1 ontvonding.

Een lid meent dat enkel volière vogels in aanmerking mogen komen als gezelschapsdier. Het in kooien plaatsen van vogels is strijdig met de geest van de wet, nl. het dierenwelzijn.

Er wordt op gewezen dat deze term moet gehandhaafd blijven in het kader van de wet en het voorgestelde amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Point 3. — Deux membres proposent de remplacer la définition d'« animal sauvage » par le texte suivant : « Animal sauvage : animal n'appartenant pas à l'une des catégories précédentes ».

Cet amendement est rejeté par 12 voix contre 2.

Points 4 et 5. — Deux membres proposent de supprimer les notions d'« animal d'agrément » et d'« animal d'expérience » et, en conséquence, de considérer comme animal sauvage l'animal qui n'est ni un animal domestique agricole ni un animal de compagnie.

Le Gouvernement répond que cette disposition doit permettre de continuer à détenir certains animaux qui sont actuellement détenus et élevés dans de très bonnes conditions par de nombreuses personnes et qu'on ne peut ranger sous la définition d'animal domestique agricole ou d'animal de compagnie; ce sont, par exemple, les daims et les canards d'agrément.

La Commission adopte la disposition du projet et rejette les amendements à l'unanimité des 14 membres présents.

Paragraphe 3. Deux auteurs proposent dans un amendement identique que l'arrêté royal ne puisse être pris qu'après avis préalable du Conseil du bien-être des animaux. Le même amendement est déposé aux articles 3, 11<sup>e</sup>, 4, § 4, 6, 7, 10, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 14, § 1<sup>er</sup>, 16, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 18, § 3, 19, 21, § 3, 30, § 2, et 44. Aussi la Commission décide-t-elle de procéder à un examen complet de la question de l'avis préalable à donner obligatoirement par le Conseil du bien-être des animaux.

Les auteurs des amendements estiment que cette consultation est indispensable pour permettre au Roi d'apprécier en connaissance de cause.

Le Gouvernement fait remarquer que le Ministre compétent consultera toujours le Conseil lorsqu'il s'agit de questions importantes et pourra toujours s'adresser à lui pour l'étude de problèmes déterminés.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le Conseil est créé. Mais de plus, l'article 32 du projet de loi permet au Conseil de prendre toute initiative de proposition en rapport avec la protection et le bien-être des animaux. Imposer une consultation préalable lors de toute initiative ministérielle aboutirait à alourdir considérablement la procédure administrative et risquerait d'entrainer une conséquence négative en ce sens que l'autorité compétente pourrait alors s'abstenir de prendre de nouvelles initiatives ou de reporter celles-ci sine die.

En outre, résERVER la consultation obligatoire à certaines dispositions aboutirait à exempter facilement voire systématiquement la consultation dudit Conseil pour les autres dispositions alors que le Gouvernement entend assurer cette consultation chaque fois que ce sera justifié et que de toute façon le Conseil disposera de la faculté de s'exprimer en toutes circonstances et de soumettre toute proposition qu'il jugera utile.

Cijfer 3. — Door twee leden wordt voorgesteld de definitie van « wild dier » te doen luiden : « Wild dier : dier dat niet behoort tot één van de vorige categorieën ».

Dit amendement wordt verworpen met 12 tegen 2 stemmen.

Cijfers 4 en 5. — Door twee leden wordt voorgesteld de begripsbepalingen « sierdier » en « proefdier » te schrappen en dienvolgens als wild dier te aanzien het dier dat noch landbouwhuisdier noch gezelschapsdier is.

De Regering antwoordt dat die bepaling moet toelaten dat bepaalde dieren die op dit ogenblik door talrijke personen in zeer gunstige omstandigheden worden gehouden en geteeld zouden verder kunnen worden gehouden, alhoewel zij niet vallen onder de bepaling van landbouwhuisdier of gezelschapsdier; dat zijn, bijvoorbeeld, damherten, sereenden.

De Commissie neemt de bepaling aan en verwerpt bij eenparigheid van de 14 aanwezigen deze amendementen.

Paragraaf 3. Twee indieners van een zelfde amendement stellen voor dat dit koninklijk besluit enkel mag genomen worden nadat de Raad voor dierenwelzijn voorafgaandelijk zijn advies heeft gegeven. Een zelfde amendement wordt ingediend bij de artikelen 3, 11<sup>e</sup>, 4, § 4, 6, 7, 10, §§ 1 en 2, 14, § 1, 16, §§ 1 en 2, 18, § 3, 19, 21, § 3, 30, § 2, en 44. Om die reden besluit de Commissie het probleem van de verplichte voorafgaandijke adviesverlening door de Raad voor het dierenwelzijn hier volledig te onderzoeken.

De auteurs van de amendementen menen dat die raadpleging onmisbaar is om de Koning met kennis van zaken te laten oordelen.

De Regering wijst erop dat de bevoegde Minister steeds de Raad zal raadplegen daar waar het om belangrijke zaken gaat en zich steeds tot deze kan keren om bepaalde vraagstukken te bestuderen.

Het is overigens om die reden dat de Raad wordt opgericht. Maar daarenboven laat artikel 32 van het wetsontwerp de Raad toe elk voorstelinitiatief te nemen i.v.m. de Bescherming en het Welzijn der dieren. Een voorafgaande raadpleging verplichtend te stellen voor elk ministerieel initiatief verzuwt de administratieve procedure ten zeerste en kan eventueel een negatief gevolg hebben in die zin dat nieuwe initiatieven vanwege de bevoegde overheid zouden kunnen uitblijven of sine die zouden kunnen uitgesteld worden.

Het is ook zo dat het voorbehouden van de verplichte raadpleging voor sommige bepalingen ertoe zou kunnen leiden, dat de overige bepalingen gemakkelijk of zelfs systematisch vrijgesteld worden van de raadpleging van vooroemde Raad, hoewel de Regering juist die raadpleging wil verzekeren telkens als dit verantwoord is en hoewel de Raad in ieder geval zal beschikken over de mogelijkheid om zich uit te spreken in alle omstandigheden en om elk voorstel voor te leggen dat hij nodig acht.

A la suite de ces remarques et de l'engagement pris par le Gouvernement, un des auteurs retire son amendement, tandis que l'autre amendement est rejeté par 11 voix contre 3.

L'article 2 amendé est adopté par 13 voix et 1 abstention.

### Article 3

Cet article définit un certain nombre de notions.

Point 2. — Dans la définition du terme « élevage de chats », deux auteurs d'amendements proposent de supprimer le mot « sportif », étant donné que l'élevage de chats à but sportif leur paraît peu compatible avec la destinée normale de ces animaux.

La Commission s'accorde à dire que le terme « sportif » est mal choisi. Ce qui est visé ici, c'est l'élevage de chats en vue notamment de l'amélioration de la race et pour les concours de beauté. A l'unanimité des 14 membres présents, la Commission décide de substituer le terme « culturel » au terme « sportif ».

Point 3. — Deux membres proposent un amendement identique tendant à remplacer dans le texte français le terme « asile pour animaux » par « refuge pour animaux ».

Etymologiquement, ces termes sont synonymes mais, selon ces membres, le terme « refuge » est plus usuel en français.

La Commission se rallie à cet amendement à l'unanimité des 14 membres présents. En conséquence, la même modification est apportée à tous les articles. Le terme néerlandais « dierenasiel » convient parfaitement et ne doit donc pas être remplacé.

Point 6. — Un membre propose de compléter cette disposition comme suit : « et selon un règlement établi conformément aux dispositions législatives en la matière ».

L'auteur fait remarquer que les autorisations d'organiser un marché reposent sur de nombreux arrêtés relatifs aux rassemblements d'animaux en vue de leur commercialisation.

Un autre sénateur propose un amendement similaire et estime indispensable que la disposition fasse référence à une autorisation obligatoire.

Le Gouvernement fait remarquer que le fait d'ajouter la phrase en question et de prévoir une autorisation obligatoire introduit dans la disposition une règle normative, ce qui est contraire aux principes de la légistique.

Pareille disposition est d'ailleurs superflue puisque le premier devoir du Gouvernement, lorsqu'il énonce une règle de droit, est de tenir compte de l'ensemble des lois et des arrêtés, principe qui tire son fondement de l'article 67 de la Constitution. Il va de soi que le Gouvernement a l'intention de réglementer les marchés. Une telle réglementation existe d'ailleurs déjà depuis 1983 pour les animaux domestiques

Ingevolge deze opmerkingen en de verbintenis vanwege de Regering wordt door één der auteurs zijn amendement teruggetrokken en wordt het andere verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Het geamendeerd artikel 2 wordt aangenomen met 13 stemmen, bij 1 onthouding.

### Artikel 3

Dit artikel bevat begripsbepalingen.

Cijfer 2. — Voor de bepaling van het woord « kattenkwekerij » wordt door twee auteurs voorgesteld de term « sportief » te schrappen, daar het kweken van katten niet sportief oogmerk weinig in overeenstemming is te brengen met de normale bestemming van die dieren.

De Commissie is het er over eens dat het woord « sportief » niet gelukkig is gekozen. Hier wordt immers bedoeld de kweek van katten onder meer met het oog op de rasverbetering en de schoonheidswedstrijden. De Commissie besluit met eenparigheid van de 14 aanwezige leden de term « cultureel » in de plaats van het woord « sportief » te stellen.

Cijfer 3. — Twee leden stellen een zelfde amendement voor om de Franse term « asile pour animaux » door « refuge pour animaux » te vervangen.

Etymologisch zijn die termen synoniemen maar volgens die leden is de term « refuge » in het Frans meer gebruikelijk.

De Commissie stemt bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden in met dit amendement. Daarvolgens wordt in alle artikelen dezelfde wijziging doorgevoerd. De Nederlandse term « dierenasiel » geeft volledige voldoening en moet derhalve niet vervangen worden.

Cijfer 6. — Een lid stelt voor de bepaling als volgt aan te vullen : « en volgens een reglement vastgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen in deze materie ».

Hierbij gaat de auteur uit van de stelling dat de machtingen voor het houden van een markt steunen op talrijke besluiten die betrekking hebben op het verzamelen van dieren met het oog op hun verhandeling.

Een ander senator stelt een gelijkaardig amendement voor en meent dat het nodig is in de bepaling naar een noodzakelijke vergunning te verwijzen.

De Regering merkt op dat door de toevoeging van vorenvermelde zin en het opleggen van een vergunningsverplichting een normatieve regel in de bepaling wordt ingevoerd, hetgeen strijdig is met de regelen van de legistiek.

Dergelijke bepaling is overigens volledig overbodig daar het in de eerste plaats de plicht is van de Regering, bij het stellen van een rechtsregel rekening te houden met alle wetten en besluiten, beginsel dat zijn grond vindt in artikel 67 van de Grondwet. Het spreekt voor zichzelf dat het in de bedoeling ligt de markten te reglementeren. Een dergelijk reglement bestaat trouwens sinds 1883 voor landbouwhuisdieren, al-

agricoles, bien qu'il n'en soit pas question dans la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire des animaux domestiques.

En conséquence les deux amendements sont retirés par leurs auteurs.

Point 9. — Un sénateur propose d'insérer après le mot « animal » les mots « en vue d'assurer la perpétuation d'espèces rares ou menacées d'extinction ».

Il estime que c'est la seule raison valable qui justifie encore de garder des animaux, spécialement des animaux sauvages, en captivité permanente. Pour les autres buts, les moyens audiovisuels modernes sont largement supérieurs. Un sénateur considère que, pour les mêmes raisons, les parcs d'animaux et les collections privées doivent être interdits.

Le Gouvernement considère que la perpétuation d'espèces rares ou menacées d'extinction n'est pas la seule raison d'être d'un zoo. L'attention est attirée sur le fait que les zoos et parcs d'animaux pratiquent de plus en plus l'élevage et la reproduction d'animaux sauvages, y compris des espèces qui figurent dans les annexes de la Convention de Washington. Il n'y a cependant aucune raison de le mentionner dans la loi. Enfin, il faut éviter de créer une confusion en adoptant la législation : la protection des espèces ne relève pas du domaine de la loi à l'examen.

La Commission rejette l'amendement à l'unanimité des 14 membres présents.

Un autre commissaire propose qu'il soit stipulé dans cette disposition qu'un zoo doit être agréé par le Ministre de l'Agriculture.

L'attention est attirée sur le fait que ce point est déjà réglé dans ce sens à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et l'amendement est par conséquent retiré.

Point 10. — Un membre propose de supprimer cette disposition en soulignant que les parcs d'animaux et les collections privées n'ont plus aucune raison d'être, étant donné les moyens audiovisuels dont on dispose pour permettre au public d'apprendre à connaître les animaux en question.

Un sénateur propose de stipuler dans la disposition que le parc d'animaux doit être agréé par le Ministre de l'Agriculture et qu'il doit viser à garantir la survie d'espèces animales menacées d'extinction.

Le Gouvernement déclare que ce point a déjà été traité et il attire l'attention sur l'article 5 qui permet au Roi de prendre, en la matière, des décisions visant à prévenir une multiplication excessive des parcs et des collections privées.

La Commission rejette le premier amendement à l'unanimité des 14 membres présents.

Le deuxième amendement est retiré par son auteur.

hoewel in de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie, hiervan geen gewag wordt gemaakt.

Beide amendementen worden vervolgens door hun auteur ingetrokken.

Cijfer 9. — Een senator stelt voor na het woord « ten-toongesteld » in te voegen « met het oog op de instandhouding van zeldzame of met uitroeiing bedreigde diersoorten ».

Hij meent dat dit de enige gegronde reden is om dieren, inzonderheid wilde dieren, nog langer in gevangenschap te houden. Voor andere doeleinden zijn de moderne audiovisuele middelen aanzienlijk beter. Een senator betoogt dat om diezelfde reden de dierenparken en particuliere verzamelingen moeten verboden worden.

De Regering meent dat de instandhouding van zeldzame en met uitroeiing bedreigde diersoorten geen uitsluitend doel is van een zoo. De aandacht dient gevestigd op het feit dat in zoo's en dierenparken meer en meer wilde dieren, ook van die soorten die op de bijlagen van de Overeenkomst van Washington voorkomen, geteeld en vermenigvuldigd worden. Er is echter geen reden om dit in de wet in te schrijven. Er mag tenslotte geen verwarring geschapen worden bij het nemen van deze wetgeving, daar de bescherming van de soort niet tot het terrein van deze wet behoort.

De Commissie verwerpt het amendement eenparig met 14 stemmen.

Een ander lid stelt voor dat in de bepaling zou ingeschreven worden dat een zoo door de Minister van Landbouw moet erkend zijn.

Er wordt op gewezen dat een regel in deze zin opgenomen is in artikel 5, § 1, waarop het amendement ingetrokken wordt.

Cijfer 10. — Een lid stelt voor die bepaling te schrappen erop wijzende dat dierenparken en particuliere verzamelingen geen reden van bestaan meer hebben, gelet op de audiovisuele middelen waarover men beschikt om die dieren aan het publiek te laten kennen.

En senator stelt voor in de bepaling op te nemen dat het dierenpark door de Minister van Landbouw moet erkend zijn en anderzijds dat het dierenpark ook het voortbestaan van met uitsterven bedreigde diersoorten tot doel moet hebben.

De Regering voert aan dat dit punt reeds hoger werd behandeld en vestigt de aandacht op artikel 5 dat ter zake de Koning toelaat beslissingen te nemen die de wildgroei van parken en particuliere verzamelingen zal beletten.

De Commissie verwerp het eerste amendement bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het tweede amendement wordt ingetrokken.

**Point 11.** — Un commissaire dépose un amendement visant à supprimer le point 11.

L'amendement est rejeté à l'unanimité des 14 membres présents.

Un autre commissaire propose d'ajouter, après les mots « sans but lucratif », les mots suivants : « dans le cadre et en application de la présente loi et des conventions internationales, après consultation du Conseil du bien-être des animaux... ».

Cet amendement est retiré, étant donné qu'il a déjà été examiné lors de la discussion de l'article 2 et du point 6 de l'article 3.

**Point 12.** — Un commissaire dépose un amendement dont le contenu est le même que celui qui a été déposé au point 10.

Le Gouvernement indique qu'il s'agit, en l'occurrence, d'institutions particulières comme les cirques, les écoles d'équitation et les manèges, qui doivent être agréés, en vertu de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, par le Ministre et à l'égard desquels le Roi peut prévoir des dispositions spéciales, en vertu du § 2 du même article.

L'amendement est rejeté à l'unanimité des membres présents.

**Point 15.** — Un sénateur dépose un amendement visant à interdire les expériences sur animaux dans le but « d'effectuer une démonstration pour l'enseignement » en supprimant ce membre de phrase dans la disposition.

Le Gouvernement se réfère à l'article 30 du projet, qui détermine les conditions dans lesquelles sont autorisées les expériences sur animaux réalisées dans un but didactique.

Un autre commissaire propose de remplacer la définition du point 15 par le texte suivant :

« 15. Expérience sur animaux : toute intervention ou observation sur un animal vivant n'entraînant aucune mutilation, lésion ou souffrance, et ayant pour but de vérifier une hypothèse scientifique nouvelle, de recueillir des informations, de récolter certains produits, de conserver des souches de micro-organismes ou des souches tumorales, de constater les réactions d'un animal ou d'assurer la formation de personnes; ».

Il part du principe que les expériences sur animaux vivants ne peuvent entraîner aucune mutilation, lésion ou souffrance. Si les expériences sur animaux sont déjà largement sujettes à caution du point de vue scientifique (toute personne raisonnable y renoncera, puisqu'il y a doute à leur sujet), elles sont, en outre, indéfendables sur le plan éthique, car l'espèce humaine n'a pas reçu le droit de martyriser des êtres vivants appartenant à une espèce autre que la sienne, fût-ce pour assurer la survie physique, qui ne serait d'ailleurs qu'hypothétique et temporaire, de quelques-

**Cijfer 11.** — Een lid stelt voor dit cijfer te schrappen.

Het amendement wordt bij eenparigheid van stemmen van de 14 aanwezige leden verworpen.

Een ander lid stelt voor het volgende in te voegen na de woorden « wilde dieren » : « in het kader en met toepassing van deze wet en van de internationale verdragen na het advies van de Raad voor Dierenwelzijn... ».

Daar dit amendement bij de besprekking van artikel 2 en van het cijfer 6 hiervoren reeds besproken werd, wordt het ingetrokken.

**Cijfer 12.** — Een amendement met dezelfde inhoud als bij cijfer 10 wordt ingediend.

De Regering toont aan dat het hier om bijzondere instellingen gaat zoals circussen, rijscholen en renbanen die krachtens artikel 5, § 1, door de Minister worden erkend en waarvoor de Koning krachtens § 2 van datzelfde artikel bijzondere regelingen kan stellen.

Het amendement wordt bij eenparigheid verworpen.

**Cijfer 15.** — Een senator dient een amendement in dat tot doel heeft dierproeven bij het aanschouwelijk onderwijs te verbieden door die laatste woorden in de bepaling te schrapen.

De Regering verwijst naar artikel 30 van het ontwerp dat bepaalt in welke omstandigheden dierproeven met een didactisch doel zijn toegelaten.

Een ander lid stelt voor cijfer 15 nieuwe bepalingen voor, luidend als volgt :

« 15. Dierproef : elke ingreep of waarneming op een levend dier die geen verminking, letsels of pijn veroorzaakt, met het doel een nieuwe wetenschappelijke hypothese te toetsen, inlichtingen te verzamelen, sommige produkten te oogsten, stammen van micro-organismen of van tumoren te bewaren, de reacties van de dieren na te gaan of de opleiding van personen te verzekeren; ».

Hij gaat hierbij uit van het beginsel dat proeven op levende dieren geen verminking, letsels of pijn mogen veroorzaken. Terwijl experimenten op dieren uit wetenschappelijk oogpunt al sterk controversieel zijn (een verstandig menselijk wezen zal er dus van afzien omdat er duidelijk twijfel over bestaat), zijn ze uit ethisch oogpunt niet te verdedigen, want aan de menselijke soort is niet het recht gegeven om een andere levende soort te martelen, ten einde het fysieke voortbestaan, wat dan nog onzeker en tijdelijk is, van enkele van haar individuen te verzekeren of, erger nog, ten einde te

uns des individus qui la composent ou, ce qui est encore plus grave, pour pouvoir disposer de toutes sortes de nouveaux produits parmi lesquels notamment des produits cosmétiques.

Un sénateur s'insurge contre la possibilité d'encore autoriser les tests de cosmétiques sur les animaux. Ces expériences, dit-il, sont odieuses et scandaleuses. Elles n'apportent rien à la science et font inutilement souffrir les animaux utilisés. Il faut interdire cette pratique.

Le Gouvernement souligne que de nombreux produits qui ne sont pas des médicaments sont indéniablement très utiles tant pour la santé psychique que physique de leurs utilisateurs. C'est le cas par exemple des dentifrices, savons, onguents. Pour ce qui est des produits cosmétiques, il faut également tenir compte du fait que la responsabilité des pouvoirs publics, qui en autorisent l'usage, serait engagée si ces produits n'étaient pas soumis à des tests préalables destinés à mesurer leur éventuelle nocivité.

On ne peut pas vérifier des hypothèses scientifiques autres que nouvelles. On ne peut pas tester des produits et il faut exclure les expériences sur animaux, lors des démonstrations pour l'enseignement.

Le premier amendement est retiré par son auteur.

Le deuxième amendement est rejeté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'article 3 ainsi amendé est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

#### Article 4

L'article 4 prévoit, en son § 1<sup>er</sup>, que toute personne qui détient un animal doit le traiter de la manière qui convient à sa nature et à ses besoins.

Les §§ 2 et 3 permettent de donner pleinement effet à la Convention européenne du 13 décembre 1968 sur la protection des animaux dans les élevages, approuvée par la loi du 11 juillet 1979.

Deux sénateurs déposent un amendement visant à supprimer, au § 2, le mot « évitables ». Ils se demandent, en effet, s'il y a des raisons qui justifient qu'un animal soit à ce point entravé dans sa liberté de mouvement qu'il en vienne à être exposé à des douleurs, des souffrances ou des lésions inévitables.

Le Gouvernement fait observer que l'adjectif « évitable » figure dans la Convention européenne précitée du 13 décembre 1968 et que, par conséquent, il n'a pas été adopté uniquement par le législateur belge, mais qu'il est utilisé à l'échelle internationale.

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 3.

Le § 4 permet au Roi de fixer des normes fondées sur l'expérience en général et les progrès scientifiques en particulier.

kunnen beschikken over allerlei nieuwe produkten, waaronder de zogenaamde cosmetica.

Een senator verzet zich tegen de mogelijkheid om nog cosmeticatests op dieren uit te voeren. Deze proeven zijn volgens hem afschuwelijk en schandalig. Zij brengen de wetenschap niets bij en doen de gebruikte dieren noodeloos lijden. Die praktijken dienen te worden verboden.

De Regering wijst er op dat talrijke produkten, die geen geneesmiddelen zijn, onmiskenbaar zeer nuttig zijn zowel voor de psychische als voor de fysische gezondheid van de gebruikers zoals tandpasta, zeep, letsel bedekkende middelen. Bovendien geldt ook voor de zgn. schoonheidsprodukten dat de verantwoordelijkheid van de overheid, die het gebruik ervan toelaat, in het gedrang zou kunnen komen indien zij vooraf niet getest zijn op hun schadelijkheid.

Er mogen geen andere dan nieuwe wetenschappelijke hypothesen worden getoetst, er mogen geen produkten worden getest en bij aanschouwelijk onderwijs moeten dierproeven uitgesloten worden.

Het eerste amendement wordt door zijn auteur ingetrokken.

Het tweede amendement wordt verworpen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het geamendeerd artikel 3 wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

#### Artikel 4

Artikel 4 legt bij § 1 de houder op de dieren die hij onder zijn hoede heeft, te behandelen in overeenstemming met hun aard en behoeften.

De paragrafen 2 en 3 laten toe, de Europese Overeenkomst van 13 december 1968 inzake bescherming van dieren in veehouderijen, goedgekeurd bij de wet van 11 juli 1979, volle uitwerking te verlenen.

Twee senatoren stellen bij amendement voor in § 2 het woord « vermijdbare » te schrappen. Zij gaan hierbij uit van de vraag of er redenen kunnen worden aangevoerd om een dier zodanig in zijn bewegingsvrijheid te beperken dat het blootgesteld wordt aan pijnen of letsets die niet kunnen worden vermeden.

De Regering doet opmerken dat het begrip « vermijdbare » voorkomt in de voornoemde Europese Overeenkomst van 13 december 1968 en niet alleen door de wetgever is aanvaard maar tevens internationaal gangbaar is.

Het amendement wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen.

Bij paragraaf 4 wordt aan de Koning de mogelijkheid gegeven om normen voor te schrijven die gesteund zijn op de ervaring in het algemeen en de wetenschappelijke vooruitgang in het bijzonder.

Deux sénateurs considèrent qu'il est indispensable de prendre préalablement l'avis du Conseil du bien-être des animaux. La Commission a examiné la question de la consultation préalable dans le cadre de la discussion de l'article 2, § 3, et elle décide de rejeter cet amendement par 10 voix contre 3.

L'article 4 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### Article 5

Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 traitent de l'agrément des établissements où sont détenues certaines catégories d'animaux et ils autorisent le Roi à fixer les conditions d'exploitation de ces établissements.

Le projet prévoit que le Roi peut créer un comité d'experts qui pourra donner des avis en la matière.

Trois sénateurs déposent un amendement identique tendant à supprimer les mots « parcs d'animaux et collections privées » pour les raisons indiquées lors de l'examen de l'article 3, points 10 et 11. La Commission a conclu la discussion de cet article en rejetant l'amendement et en adoptant le paragraphe sans modification.

Un membre propose de remplacer le terme « parcs » par le terme « réserves ». Comme la notion de « réserve » est définie avec précision par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, cet amendement est rejeté à l'unanimité des 13 membres présents.

En vertu du § 3, le Service vétérinaire, assisté ou non d'experts, peut procéder à une enquête auprès des personnes qui sollicitent l'agrément.

Un membre propose d'indiquer ici également qu'il y aura intervention du comité visé au § 2. Le Gouvernement fait remarquer que le Service n'aura pas nécessairement recours à des experts, étant donné que la compétence technique des médecins vétérinaires du Service sera généralement suffisante. D'autre part, il n'est pas non plus nécessaire de convoquer l'ensemble du comité, car cela entraînerait dans tous les cas une perte de temps considérable, mais bien de désigner un ou plusieurs experts qui soient spécialement compétents dans les problèmes qui se posent.

Un membre estime que les mots « ou non » doivent être supprimés au § 3, car il n'est pas normal que les experts visés au § 2 soient exclus des enquêtes pour lesquelles ils ont été spécialement désignés.

Il est rappelé que, dans le cadre du § 2, il est fait appel à un comité d'experts, tandis que le § 3 fait mention d'experts en tant que tels.

C'est pourquoi la Commission décide de rejeter cet amendement par 10 voix contre 3.

Le § 4 dispose que le Roi peut désigner les espèces qui ne peuvent être détenues dans des parcs d'animaux et des

Twee senatoren menen dat het noodzakelijk is hierbij het voorafgaand advies van de Raad voor dierenwelzijn in te winnen. De Commissie heeft de verplichte raadpleging onderzocht bij de besprekking van artikel 2, § 3, en besluit dit amendement te verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 4 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezigen.

#### Artikel 5

De paragrafen 1 en 2 handelen over de erkenning van inrichtingen waar sommige categorieën van dieren worden gehouden en verlenen de Koning de macht de uitbatingsvoorwaarden voor die inrichtingen vast te stellen.

Het ontwerp voorziet dat de Koning een comité van deskundigen kan oprichten dat ter zake advies kan verstrekken.

Een zelfde amendement wordt door drie senatoren ingediend om de woorden « dierenparken en private verzamelingen » te schrappen om de redenen vermeld bij de behandeling van artikel 3, cijfers 10 en 11. De Commissie heeft bij de besprekking van dat artikel het amendement verworpen en keurt de paragraaf zonder wijziging goed.

Een lid stelt voor het woord « dierenparken » te vervangen door « dierenreservaten ». Wegens het feit dat de reservaten bij de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud als een welbepaalde instelling en begrip zijn opgenomen, wordt dit amendement verworpen bij eenparigheid van de 13 aanwezigen.

De diergeneeskundige Dienst kan krachtens paragraaf 3 bij de verzoekers om erkenning een onderzoek instellen, al dan niet door deskundigen bijgestaan.

Een lid stelt voor te bepalen dat hier ook het in § 2 bedoelde comité zou optreden. De Regering wijst erop dat de Dienst niet noodzakelijk op deskundigen beroep moet doen, daar de deskundigheid van de dierenartsen van de Dienst meestal zal volstaan. Maar het is anderzijds ook niet nodig het hele comité samen te roepen, hetgeen telkens een aanzienlijk tijdverlies in het onderzoek zou medebrengen, maar wel een of meer deskundigen aan te wijzen die in het bijzonder voor de gestelde problemen bevoegd zijn.

Een lid meent dat in § 3 de woorden « al dan niet » geschrapt dienen te worden, daar het niet normaal is de in § 2 bedoelde deskundigen uit te sluiten bij een onderzoek, waarvoor zij speciaal worden aangesteld.

Er wordt herhaald dat er bij § 2 een beroep wordt gedaan op een comité van deskundigen, terwijl in § 3 van deskundigen als dusdanig wordt gewaagd.

Daarom verwerpt de Commissie dit amendement met 10 tegen 3 stemmen.

Paragraaf 4 bepaalt dat de Koning dieren kan anwijken die niet in dierenparken en private verzamelingen mogen wor-

collections privées, étant donné les mesures particulières qu'elles requièrent en matière de sécurité et d'entretien.

Un membre propose par voie d'amendement de supprimer les termes « parcs d'animaux » et « collections privées ».

Le Gouvernement s'oppose à cet amendement, qui vide le § 4 de toute substance. Comme cela a déjà été indiqué précédemment, il existe, dans notre pays, comme à l'étranger, des établissements s'occupant spécialement de l'élevage d'espèces animales menacées d'extinction. Ce serait une erreur de fermer ce genre d'établissements. La Commission se rallie à ce point de vue et rejette l'amendement par 10 voix contre 3.

Comme dans les articles précédents, le terme « asile » est remplacé ici aussi par le terme « refuge ».

L'article 5 amendé est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### Article 6

Cet article dispose que le Roi peut prescrire des mesures pour assurer le bien-être des animaux pendant les expositions.

Cet article fait l'objet de deux amendements tendant, d'une part, à faire prendre préalablement l'avis du Conseil du bien-être des animaux — ce dont la Commission a déjà rejeté le principe — et d'autre part, à contraindre le Roi à prescrire des mesures.

Le Gouvernement fait remarquer que la multiplicité des expositions consacrées aux diverses espèces d'animaux ne permet pas de prendre les mesures en une fois et que le Roi doit avoir la possibilité d'intervenir là où cela s'avère nécessaire pour le bien-être des animaux. En effet, la grande majorité des expositions sont organisées par d'authentiques amis des animaux. Il n'est pas nécessaire de prendre des mesures particulières à leur égard. Il ne faut pas réglementer sans besoin.

Un membre retire son amendement.

Les amendements d'un autre membre sont rejétés par 10 voix contre 3.

L'article 6 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### Article 7

A l'article 7, qui permet au Roi de prendre des mesures particulières pour éviter la surpopulation de certaines catégories d'animaux de compagnie, un membre propose de remplacer le caractère facultatif du pouvoir conféré au Roi par une obligation de réglementation.

Le Gouvernement répond que les mesures en question ne peuvent être prises que lorsqu'elles sont véritablement néces-

den gehouden, omdat zij bepaalde eisen stellen op gebied van veiligheid en verzorging.

Bij amendement stelt een lid voor de woorden « dierenparken » en « private verzamelingen » te schrappen.

De Regering verzet zich tegen dit amendement dat aan § 4 elke inhoud ontneemt. Zoals reeds eerder aangetoond zijn er, zowel in het land als in de vreemde, dergelijke inrichtingen die zich in het bijzonder toeleggen op de kweek van dieren waarvan de soort met uitroeiing bedreigd is. Het zou een vergissing zijn dergelijke inrichtingen te sluiten. De Commissie sluit zich bij deze opvatting aan en verwerpt het amendement met 10 tegen 3 stemmen.

Zoals in andere artikelen, wordt ook hier het woord « asile » vervangen door « refuge ».

Het geadviseerd artikel 5 wordt goedgekeurd bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

#### Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat de Koning regelingen kan vaststellen om het welzijn van dieren tijdens tentoonstellingen te verzekeren.

Twee amendementen worden bij dit artikel ingediend strekkende enerzijds om het voorafgaand advies van de Raad voor de dierenwelzijn in te winnen, hetgeen reeds door de Commissie in principe afgewezen werd, en anderzijds om de Koning te verplichten de maatregelen voor te schrijven.

De Regering wijst er op dat het treffen van maatregelen voor de vele soorten tentoonstellingen van verschillende soorten dieren niet ineens kan gebeuren en dat aan de Koning moet toegelaten worden tussen te komen daar waar het voor het welzijn van de dieren nodig is. De grootste meerderheid van tentoonstellingen worden immers georganiseerd door echte dierenvrienden. Het is voor hen niet nodig bijzondere maatregelen te treffen. Men moet niet reglementeren buiten noodzaak.

Een lid trekt zijn amendement in.

De amendementen van een ander lid worden verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Artikel 6 wordt bij eenparigheid van de 13 aanwezigen aangenomen.

#### Artikel 7

Bij artikel 7, dat de Koning toelaat bijzondere maatregelen te treffen ten aanzien van overbevolking van sommige categorieën gezelschapsdieren, wordt door een lid voorgesteld het facultatieve karakter van aan de Koning verleende macht te vervangen door de verplichting de reglementering te treffen.

De Regering wijst erop dat de bedoelde maatregelen enkel kunnen worden genomen wanneer zij werkelijk nood-

saires. Il n'est d'ailleurs pas possible actuellement de déterminer quelles sont les catégories d'animaux de compagnie qui pourraient faire l'objet de pareille mesure, ni le contenu des mesures qu'il faudrait prendre.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 3.

Ici également, un amendement qui tendait à rendre obligatoire la consultation du Conseil du bien-être des animaux, est retiré par son auteur.

L'article 7 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### Article 8

L'article 8 dispose que la détention d'animaux sauvages autres qu'animaux d'agrément n'est autorisée que dans certains établissements et que les animaux élevés dans ces établissements ne peuvent être cédés qu'à des établissements analogues, qu'ils soient belges ou étrangers.

Un amendement visant à interdire la détention d'animaux dans d'autres établissements que des zoos est rejeté à l'unanimité des 13 membres présents.

Un amendement semblable visant à interdire la détention d'animaux sauvages, sauf dans les zoos, les réserves d'animaux et les collections privées est rejeté par 10 voix contre 3.

La Commission partage, dans les deux cas, l'avis du Gouvernement, qui tient compte des situations nationales et internationales existantes et selon lequel la loi présente suffisamment de garanties pour que lesdits animaux sauvages soient parfaitement protégés dans les établissements en question.

L'article 8 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### Article 9

Cet article important vise à combattre efficacement l'abandon d'animaux.

La personne qui trouve un animal errant, perdu ou abandonné ne peut jamais se l'approprier. Agir autrement constituerait une infraction et favoriserait sans aucun doute des abus.

La personne qui trouve un animal doit le confier à l'administration communale du lieu où il l'a trouvé, ou de son domicile.

L'administration communale confie l'animal à une institution ou à une personne, suivant ce qui lui paraît être la meilleure solution.

Deux sénateurs déposent un amendement prévoyant que la personne qui trouve un animal doit le confier à un refuge pour animaux agréé par une association reconnue. Ils le justifient en soulignant qu'il est nécessaire, afin d'assurer l'appli-

zakelijk zijn. Het is overigens nu niet mogelijk de categorieën gezelschapsdieren aan te wijzen die voor dergelijke maatregelen in aanmerking komen noch de inhoud van de te nemen maatregelen.

Het amendement wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Ook hier wordt een amendement dat strekte om de Raad voor dierenwelzijn verplicht te raadplegen, ingetrokken.

Artikel 7 wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

#### Artikel 8

Artikel 8 bepaalt dat wilde dieren, andere dan sierdieren, enkel in bepaalde inrichtingen mogen worden gehouden en dat in die inrichtingen gekweekte dieren enkel aan gelijkaardige inrichtingen in binnen- en buitenland mogen worden afgestaan.

Een amendement strekkende tot het verbieden van het houden van dieren in andere inrichtingen dan een zoo, wordt bij eenparigheid van de 13 aanwezigen verworpen.

Een soortgelijk amendement waarbij het houden van wilde dieren verboden wordt behalve in dierentuinen, dierenreservaten en particuliere verzamelingen, wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

De Commissie treedt in beide gevallen de argumenten bij van de Regering die met de bestaande nationale en internationale toestanden rekening houdt en aanvoert dat de wet voldoende waarborgen biedt opdat die wilde dieren in de bedoelde inrichtingen volledig zouden beschermd zijn.

Artikel 8 wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

#### Artikel 9

Dit belangrijk artikel streeft ernaar op een doelmatige wijze de verlating van dieren te bestrijden.

De vinder van een zwervend, verloren of achtergelaten dier mag zich nooit eigenmachtig dit dier toeëigenen. Anders handelen vormt een inbreuk en zou zeker misbruiken in de hand werken.

Het dier moet door de vinder aan het gemeentebestuur van de vindplaats of van zijn woonplaats worden toevertrouwd.

Het gemeentebestuur vertrouwt het dier toe aan een inrichting of aan een persoon, zoals het hem gepast voorkomt.

Een amendement strekkende tot het toevertrouwen door de vinder van een dier aan een dierenasiel dat door een erkende vereniging is aangenomen, wordt door twee auteurs ingediend. De verantwoording hiervoor ligt vooreerst in de

cation pratique de la mesure proposée. On voit mal, en effet, comment les administrations communales pourraient seules assurer l'accueil des animaux, surtout dans les villes.

Le Gouvernement fait observer que les administrations communales disposent de suffisamment de possibilités de placement immédiat des animaux, notamment dans des institutions reconnues ou auprès d'une personne capable de leur donner les soins appropriés. Il s'agira d'ailleurs souvent de la personne qui a trouvé l'animal.

L'amendement est rejeté par 5 voix contre 11 et 1 abstention.

Le paragraphe 2 prévoit que l'animal confié à un refuge pour animaux doit être tenu à la disposition du propriétaire pendant au moins quinze jours. La personne qui aura reçu l'animal de l'administration communale ou d'un refuge pour animaux est obligée de le garder à la disposition de son propriétaire pendant au moins 45 jours. Une fois ce délai de 45 jours passé, le détenteur de l'animal en devient le propriétaire. Cette disposition constitue une dérogation volontaire à l'article 2279, deuxième alinéa, du Code civil, en application duquel les objets trouvés doivent être tenus à la disposition des propriétaires pendant trois ans.

Un amendement est déposé qui vise à porter le délai de 45 jours à 90 jours.

Le Gouvernement ne peut pas l'approuver. La personne qui aura vraiment perdu son animal fera le nécessaire pour le récupérer dans les 45 jours. Un délai de 90 jours est vraiment trop long, car, normalement, au bout d'un tel délai, l'animal se serait adapté à son nouvel environnement et les frais d'entretien que le propriétaire devrait rembourser au gardien de l'animal, comme le prévoit l'article en question, risqueraient d'être trop élevés.

L'amendement est retiré par son auteur.

Un amendement est déposé aux §§ 3 et 4 qui traitent de la mise à mort d'un animal trouvé, soit sur l'avis d'un médecin vétérinaire, soit sur l'ordre du bourgmestre qui décide conformément aux instructions du Service vétérinaire. Cet amendement prévoit que la mise à mort d'un animal doit faire l'objet d'un procès-verbal, de manière à permettre un contrôle.

La Commission adopte à l'unanimité des 15 membres présents cet amendement modifiant les §§ 3 et 4.

L'article 9 amendé est adopté par 15 voix et 1 abstention.

Après l'adoption de l'article, le Gouvernement demande qu'il soit procédé à une seconde lecture de celui-ci, pour qu'il puisse déposer un nouvel amendement. La Commission se prononce unanimement en faveur d'une seconde lecture.

L'amendement est rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Insérer un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« L'administration communale peut désigner un refuge pour animaux auquel les animaux peuvent être directement

praktische toepassing van de voorgestelde maatregel, daar men moeilijk ziet hoe gemeentebesturen alleen, vooral in steden, die opvang van dieren zullen verwerken.

De Regering wijst erop dat enerzijds de gemeentebesturen voldoende mogelijkheden hebben om terstand de dieren te plaatsen namelijk in erkende inrichtingen of bij een persoon welke het dier behoorlijk zal verzorgen, en die in vele gevallen de vinder zelf zal zijn.

Het amendement wordt verworpen met 5 stemmen voor, 11 stemmen tegen en 1 onthouding.

§ 2 bepaalt dat het dier, dat aan een inrichting werd toevertrouwd, ten minste gedurende 45 dagen ter beschikking van de eigenaar moet worden gehouden. Een persoon die het dier van het gemeentebestuur of een dierenasiel heeft verkregen moet dezelfde regel in acht nemen gedurende 45 dagen. Eenmaal de 45 dagen verstrekken wordt de houder van het dier er eigenaar van. Die bepaling is een gewilde afwijking van artikel 2279, tweede lid, van het Burgerlijk Wethoek dat bepaalt dat gevonden voorwerpen gedurende drie jaar ter beschikking van de eigenaar moeten worden gehouden.

Een amendement wordt ingediend dat strekt de termijn van 45 dagen door een termijn van 90 dagen te vervangen.

De Regering verzet zich hiertegen. Een persoon die zijn dier werkelijk verloren heeft zal de nodige zorg opbrengen om dit binnen de 45 dagen van het verlies terug te winnen. Een termijn van 90 dagen is werkelijk te lang omdat een dier zich gedurende deze termijn normaal aan zijn nieuwe omgeving aanpast en omdat de terugbetaling van de onderhoudskosten aan de houder van het dier, zoals het artikel voorziet, te hoog zou kunnen oplopen.

Het amendement wordt ingetrokken.

Bij de paragrafen 3 en 4, die handelen over het doden van een gevonden dier hetzij op advies van een dierenarts, hetzij op bevel van de burgemeester volgens de richtlijnen van de diergeneeskundige Dienst, wordt een amendement ingediend dat bepaalt dat een proces-verbaal moet opgesteld worden bij het doden van een dier, zodat controle mogelijk wordt.

De Commissie neemt dit amendement, dat de §§ 3 en 4 wijzigt, eenparig aan met 15 stemmen.

Artikel 9 wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 1 onthouding.

Na de goedkeuring van het artikel wordt door de Regering een tweede lezing gevraagd ten einde haar toe te laten een amendement in te dienen. De Commissie betuigt eenparig haar instemming.

Het amendement luidt als volgt :

§ 1. Een derde lid, opgesteld als volgt, invoegen :

« Het gemeentebestuur kan een dierenasiel aanwijzen, waaraan de dieren rechtstreeks kunnen worden toevertrouwd

*confiés par les personnes qui les ont recueillis. L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplie dès lors que l'animal est remis à un refuge pour animaux désigné par l'administration communale. Le refuge informe immédiatement l'administration communale de la réception de l'animal. »*

Il est justifié en ces termes :

*« L'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> dispose que celui qui recueille un animal doit le confier à l'administration communale.*

*L'alinéa 2 du § 1<sup>er</sup> dispose que cette administration le confie soit à une personne, un refuge pour animaux, un zoo ou un parc d'animaux.*

*L'alinéa 3 nouveau dispose que l'administration communale peut désigner, par règlement, un refuge afin de permettre à celui qui a trouvé un animal de le confier directement à ce refuge, sans être obligé de faire intervenir l'administration communale qui, en principe, reste responsable de l'opération. »*

L'amendement est adopté, en deuxième lecture, à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article ainsi amendé est également adopté, en deuxième lecture, à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 10

Cet article prévoit que le Roi peut imposer les conditions différentes à la commercialisation des animaux domestiques agricoles, d'une part, et les conditions dans lesquelles les animaux de compagnie et d'agrément peuvent être commercialisés dans les chenils, les élevages de chats, les établissements commerciaux pour animaux et les marchés, de manière à assurer la protection et le bien-être de ces animaux.

Un amendement prévoyant la consultation du Conseil du bien-être des animaux est rejeté à l'unanimité des 16 membres présents.

Un autre amendement visant à obliger le Roi à arrêter des conditions est également rejeté par 13 voix contre 3.

L'article 10 est adopté par 12 voix et 4 abstentions.

#### Article 11

Cet article prévoit que la commercialisation d'animaux de compagnie et d'agrément sur les marchés est interdite, sauf pour les personnes disposant d'un établissement agréé visé à l'article 5.

Un amendement visant à supprimer les mots « animaux d'agrément » est retiré.

Un commissaire déduit de cet article que la vente desdits animaux sur un marché, par des particuliers, n'est plus autorisée. Il se demande toutefois ce qu'il faut entendre par « marché ».

*door hen die ze hebben opgevangen. Aan de in het eerste lid gestelde verplichting is voldaan wanneer het dier aan een door het gemeentebestuur aangewezen dierenasiel wordt toevertrouwd. Het asiel stelt onmiddellijk het gemeente-bestuur in kennis van de ontvangst van het dier. »*

De verantwoording luidt :

*« Het 1e lid van § 1 bepaalt dat hij die een dier opvangt het moet toevertrouwen aan het gemeentebestuur.*

*Het 2e lid van § 1 bepaalt dat dit bestuur het aan een privaat persoon, dierenasiel, zoo of dierenpark toevertrouwt.*

*Het nieuwe derde lid bepaalt dat het gemeentebestuur een asiel bij reglement kan aanwijzen om de vinder van het dier toe te laten het rechtstreeks aan dit asiel toe te vertrouwen zonder verplicht te zijn het gemeentebestuur, dat in principe verantwoordelijk blijft voor de operaties, rechtstreeks te doen tussenkomsten. »*

Het amendement wordt in tweede lezing eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Het aldus geamendeerd artikel geeft eveneens in tweede lezing aanleiding tot dezelfde stemming.

#### Artikel 10

Dit artikel bepaalt dat de Koning voor de handel in landbouwhuisdieren enerzijds en de handel van gezelschapsdieren en sierdieren in kennels, kittenkwekerijen, handelszaken voor dieren en markten, regelingen kan treffen die betrekking hebben op de bescherming en het welzijn van de dieren.

Een amendement strekkende tot de raadpleging van de Raad voor dierenwelzijn wordt verworpen bij eenparigheid van de 16 aanwezigen.

Een ander amendement dat strekt om de Koning te verplichten voorwaarden vast te stellen wordt eveneens verworpen met 13 tegen 3 stemmen.

Artikel 10 wordt aangenomen met 12 stemmen, bij 4 onthoudingen.

#### Artikel 11

Dit artikel bepaalt dat de handel in gezelschapsdieren en sierdieren op markten enkel aan personen die over een in artikel 5 bedoelde inrichting beschikken toegelaten is.

Een amendement tot schrapping van het woord « sierdieren » wordt ingetrokken.

Een lid besluit uit dit artikel dat het verkopen van de bedoelde dieren door privé-personen op een markt niet meer toegelaten is. Hij stelt echter de vraag wat onder markt moet worden verstaan.

Selon le *Robert*, c'est « un lieu public de vente de biens et de services ». La notion de marché est utilisée ici dans son sens général, mais la signification qui lui est donnée à l'article 3 reste déterminante.

L'article 11 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 12

Cet article interdit de céder des animaux à des personnes âgées de moins de 16 ans, sans autorisation des personnes qui exercent sur elles la puissance paternelle ou la tutelle.

Cette disposition fait l'objet d'un amendement visant à supprimer le principe de l'autorisation, étant donné qu'elle peut entraîner des abus et que ceux qui exercent la puissance paternelle doivent eux-mêmes prendre la responsabilité de l'acquisition d'un animal.

Comme l'amendement vise à obliger les personnes ayant la garde de mineurs à communiquer leur autorisation, la Commission considère qu'il doit s'agir d'une « autorisation expresse ». Dans la pratique, cela signifie que, si les parents ne sont pas présents lors de la transaction, leur autorisation écrite est requise. Cette autorisation doit d'ailleurs indiquer de quel animal il s'agit. Si les parents sont présents lors de la transaction, aucun écrit n'est requis.

L'article 12 ainsi amendé est adopté par 15 voix et 1 abstention.

#### Article 13

Cet article concerne le transport d'animaux.

Deux membres déposent un amendement dans lequel il est stipulé que les arrêtés royaux doivent tenir compte des conventions internationales.

Le Gouvernement souligne qu'il lui appartient en première instance de mettre à exécution la loi du 15 mars 1971 portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, faite à Paris le 13 décembre 1968. Un arrêté royal du 5 octobre 1979 portant des mesures de protection des animaux en transport international a déjà été pris en exécution de cette loi. Il est, par conséquent, inutile, du point de vue juridique, d'imposer cette obligation par voie légale, puisque la Constitution la prévoit.

Après avoir entendu ces précisions, l'auteur retire son amendement.

Un commissaire demande si le Gouvernement a l'intention de réglementer également le transport d'animaux de grande valeur comme les chevaux de course. A son avis, les soins que leur apportera leur propriétaire dépasseront toujours ce que prévoiraient d'éventuels règlements.

Le Gouvernement répond que l'article 13 permet au Roi de réglementer tous les types de transports d'animaux. Il fait

Volgens *Robert* : « un lieu public de vente de biens et de services ». Een markt wordt hier in zijn algemene betekenis genomen maar de betekenis die in artikel 3 gegeven is, blijft bepalend voor dit woord.

Artikel 11 wordt bij eenparigheid van de 16 aanwezigen aangenomen.

#### Artikel 12

Verbiedt het afstaan van dieren aan personen van minder dan 16 jaar zonder de toelating van personen die over hen de ouderlijke macht of de voogdij uitoefenen.

Er wordt een amendement ingediend om de regel van de toelating te doen wegvalLEN omdat die bepaling tot misbruiken zou kunnen leiden en omdat zij die de ouderlijke macht uitoefenen, zelf de verantwoordelijkheid voor een dergelijke verwerving op zich moeten nemen.

Daar het amendement tot doel heeft degenen die de macht over de minderjarige uitoefenen te verplichten hun toelating te laten kennen, neemt de Commissie aan dat er bepaald wordt dat het om een « uitdrukkelijke » toelating moet gaan. In de praktijk betekent dit dat een geschreven toelating is vereist wanneer de ouders niet zelf bij de transactie aanwezig zijn. Deze toelating moet trouwens vermelden over welk dier het gaat. Wanneer de ouder zelf bij de transactie aanwezig is, is geen geschrift vereist.

Het aldus gemaandeerd artikel 12 wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 1 onthouding.

#### Artikel 13

Dit artikel 13 handelt over het vervoer van dieren.

Twee leden dienen een amendement in waarbij bepaald wordt dat de koninklijke besluiten rekening moeten houden met de internationale verdragen.

De Regering wijst erop dat de wet van maart 1971 houdende goedkeuring van de Europese Overeenkomst inzake bescherming van dieren tijdens het internationaal vervoer, opgemaakt te Parijs op 13 december 1968, in de eerste plaats door de Regering zelf moet worden uitgevoerd. Een koninklijk besluit van 5 oktober 1979 houdende maatregelen ter bescherming van dieren tijdens het internationaal vervoer is reeds in uitvoering van die wet getroffen. Het is derhalve juridisch overbodig deze verplichting bij wet op te leggen daar de Grondwet hierin voorziet.

Het amendement wordt na deze uitleg ingetrokken.

Een lid vraagt of het de intentie van de Regering is het vervoer van dieren van grote waarde zoals renpaarden ook te reglementeren want de zorgen die dehouder aan zijn renpaarden besteedt zullen steeds de regelingen overtreffen.

De Regering antwoordt dat artikel 13 aan de Koning de macht geeft alle vervoer van alle dieren te reglementeren.

référence à l'arrêté royal du 28 juin 1929 réglant les modes de transport du bétail et des bêtes de trait et de monture qui a été modifié à plusieurs reprises. Aucune mesure réglementaire ne sera prise lorsque ce n'est pas nécessaire.

L'article 13 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 14

Cet article règle l'importation et le transit d'animaux.

Un membre estime qu'il est nécessaire d'en comparer les dispositions à celles, portant sur ce sujet, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le Secrétaire d'Etat se réfère à l'exposé des motifs, et précise que le projet ne concerne pas une matière régionalisée. Il traite uniquement de la protection et du bien-être des animaux se trouvant sous la garde des humains. Cet aspect présente à vrai dire des points communs avec la protection de la nature. La loi précitée prévoit que le Roi peut prendre des mesures visant à protéger les espèces animales menacées. On peut aussi se référer en la matière à la Convention de Washington.

Un sénateur souligne que le groupe de travail était arrivé à des conclusions différentes de celles qui sont retenues ici. C'est ainsi qu'il avait proposé d'interdire l'importation d'animaux sauvages. Il espère que le Gouvernement tiendra compte de cette proposition.

Le Secrétaire d'Etat souligne que la situation s'est améliorée grâce à la Convention de Washington, puisque, dorénavant, l'importation de nombreuses espèces d'animaux est soumise à une autorisation. Il y a toutefois encore des espèces pour lesquelles cette obligation n'est pas prévue; la disposition de cet article vise à combler cette lacune.

Les observations du groupe de travail figurent dans l'Annexe n° 1.

Deux amendements qui prévoyaient la consultation du Conseil du bien-être des animaux sont retirés par leurs auteurs.

L'article 14 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 15

L'article 15 fixe les conditions dans lesquelles un animal peut être mis à mort.

Un sénateur attire l'attention sur la disposition de l'article 8 de la loi luxembourgeoise qui résout parfaitement le problème soulevé :

« Article 8. — Un animal vertébré ne peut être tué ou abattu qu'après avoir été au préalable étourdi ou anesthésié, sans préjudice des dispositions légales réglant l'exercice de la chasse et de la pêche.

Er wordt verwezen naar een koninklijk besluit van 28 juni 1929 dat het vervoer van vee en van trek- en rijdieren regelt en dat herhaaldelijk werd gewijzigd. Waar het niet nodig is, zal niet verordend worden.

Artikel 13 wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

#### Artikel 14

Dit artikel regelt de in- en doorvoer van dieren.

Een lid acht het nodig de bepalingen van dit artikel te vergelijken met de ter zake vigerende bepalingen in de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De Staatssecretaris verwijst naar de memorie van toelichting om te verklaren dat het ontwerp geen geregionaliseerde materie viseert. Het ontwerp handelt alleen over de bescherming en het welzijn der dieren eenmaal dat ze zich onder het hoederecht van de mens bevinden. Dit aspect vertoont weliswaar raakvlakken met het natuurbehoud. De vermelde wet voorziet dat de Koning maatregelen kan treffen ter bescherming van bedreigde diersoorten. Er mag ter zake ook nog worden verwezen naar de Overeenkomst van Washington.

Een senator wijst erop dat de werkgroep tot andere besluiten was gekomen dan deze welke hier vervat liggen. Zo was bijvoorbeeld voorgesteld de invoer van wilde dieren te verbieden. Hij hoopt dat de Regering er rekening zal mee houden.

De Staatssecretaris wijst op de verbetering ingevolge de Overeenkomst van Washington vermits nu voor de invoer van vele dieren een vergunning vereist is. Er blijven er evenwel nog over waarvoor die verplichting niet bestaat; vandaar de bepalingen van dit artikel.

De bemerkingen van de Werkgroep vindt men in Bijlage 1.

Twee amendementen die strekten om de Raad voor dierenwelzijn te raadplegen worden ingetrokken.

Artikel 14 wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

#### Artikel 15

Artikel 15 bepaalt in welke voorwaarden een dier mag gedood worden.

Een senator vestigt de aandacht op de bepaling van artikel 8 van de Luxemburgse wet die een volledige oplossing aan de gestelde problemen geeft :

« Artikel 8. — Een gewerveld dier mag niet worden gedood of geslacht dan na vooraf te zijn verdoofd of onder narcose te zijn gebracht, onvermindert de wettelijke bepalingen betreffende de jacht en de visvangst.

Toutefois l'abattage de la volaille peut se faire par décapitation.

Si, cependant, les circonstances matérielles sont telles que ces mesures ne peuvent être prises, la mise à mort doit être opérée de façon à ce que, pour autant que possible, toutes douleurs ou souffrances soient évitées à l'animal.

Le gibier blessé à mort par le chasseur doit être recherché et tué immédiatement.

Des règlements grand-ducaux peuvent interdire, autoriser ou ordonner certains procédés d'abattage ou de mise à mort afin qu'il ne soit pas causé, aux animaux tant vertébrés qu'invertébrés, des douleurs autres que celles qui sont inévitables. »

Dans notre pays, l'abattage des animaux se fait, après étourdissement, par un coup de feu dans la boîte crânienne, par l'utilisation de gaz ou de l'électricité.

Deux sénateurs déposent chacun des amendements de même portée. Le premier vise à supprimer la dernière phrase du premier alinéa, car à leur avis le critère de la « méthode la moins douloureuse » doit être appliqué sans restriction. Sous le prétexte de l'urgence ou de la force majeure, peuvent être commises des infractions caractérisées qui violeraient l'esprit de la loi. Cet amendement implique le remplacement, dans le texte français, du mot « urgence » par les mots « force majeure ». Le texte néerlandais ne doit pas être modifié.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

Le deuxième amendement vise à modifier la fin du deuxième alinéa en remplaçant les mots « ne peut être pratiquée qu'à la condition qu'il ne soit causé à l'animal que des douleurs inévitables » par les mots « peut seulement être pratiquée par la méthode la plus sélective, la plus rapide et la moins douloureuse pour l'animal ».

La Commission adopte cet amendement à l'unanimité des 16 membres présents, parce qu'il définit mieux la manière dont un animal peut être tué dans des circonstances exceptionnelles.

L'article 15, amendé, est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

## Article 16

A l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, qui prévoit que l'abattage ne peut se pratiquer qu'après étourdissement de l'animal, ou, en cas de force majeure, suivant la méthode la moins douloureuse, un membre dépose un amendement en vue de supprimer les mots « en cas de force majeure », parce que la force majeure est invoquée pour justifier tous les abus et que, de toute manière, il faut pratiquer la méthode la moins douloureuse. L'amendement n'est pas retenu, parce qu'en règle générale, on pratique l'étourdissement qui évite la douleur à l'animal. C'est uniquement lorsque l'étourdissement préalable est exclu en raison d'un cas de force majeure, dont la personne qui tue l'animal doit toujours pouvoir faire la preuve, que l'on utilise la méthode la moins douloureuse.

Pluitmvee mag evenwel worden geslacht door onthoofding.

Indien de materiële omstandigheden echter van zulk een aard zijn dat die voorzieningen niet kunnen worden getroffen, mag de doding geschieden op zulk een wijze dat het dier, voor zover als mogelijk is, niet lijdt of gepijnigd wordt.

Wild dat door een jager doodelijk gewond is, moet onmiddellijk worden opgespoord en ter dood gebracht.

Bepaalde manieren van slachting kunnen bij verordening worden verboden, toegelaten of bevolen ten einde gewervelde enkel al ongewervelde dieren niet meer te doen lijden dan onvermijdelijk is. »

In den lande geschiedt het slachten van dieren na bedwelming hoofdzakelijk door een schot in de hersenpan, door de gasmethode of met elektriciteit.

Twee auteurs dienen ieder dezelfde amendementen in. Het eerste strekt ertoe de laatste volzin in het eerste lid te schrappen, omdat het criterium van de minst pijnlijke methode onbeperkt moet gelden. Onder het voorwendsel van noodzaak of spoed kunnen gekarakteriseerde misdrijven worden gepleegd die tegen de geest van de wet indruisen. Dit amendement heeft tot gevolg dat in de Franse tekst het woord « urgence » vervangen wordt door het woord « force majeure ». De Nederlandse tekst moet niet gewijzigd worden.

Het amendement wordt aangenomen, bij eenparigheid van de 16 aanwezige leden.

Bij het tweede amendement wordt verzocht het tweede lid *in fine* te wijzigen door de weglatting van de woorden « indien hiermee niet meer dan onvermijdelijke pijnen ontstaan » en de invoeging van « enkel verricht worden volgens de meest selectieve, de snelste en de voor het dier minst pijnlijke methode ».

De Commissie aanvaardt dit amendement bij eenparigheid van de 16 aanwezige leden, omdat het beter de wijze bepaalt waarop in uitzonderlijke omstandigheden een dier gedood mag worden.

Artikel 15, geamendeerd, wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

## Artikel 16

Bij artikel 16, § 1, eerste lid, dat bepaalt dat de slachting enkel na bedwelming mag gebeuren of in geval van heirkraft volgens de minst pijnlijke methode, wordt een amendement ingediend om de woorden « in geval van heirkraft » te schrappen omdat heirkraft ten grondslag ligt aan alle misbruiken en in elk geval de minst pijnlijke methode moet gelden. Het amendement wordt niet weerhouden omdat de algemene regel de bedwelming is waardoor het lijden van het dier vermeden wordt. Enkel wanneer voorafgaande bedwelming uitgesloten is wegens heirkraft, hetgeen de doder van het dier steeds moet kunnen aantonen, wordt de minst pijnlijke methode aangewend.

Au deuxième alinéa de cet article, qui prévoit que le Roi détermine les conditions particulières pour la pratique des abattages rituels, un sénateur fait observer que, dans certains milieux, cet abattage s'accompagne de véritables actes de cruauté. Il se fait parfois dans des cuisines ou des salles de bain. Il estime que l'abattage rituel doit être pratiqué par un sacrificeur désigné par l'autorité religieuse, qu'il faut utiliser à cet effet les appareils imposés par la législation, qu'un étourdissement préalable est nécessaire, que l'animal doit avoir perdu son sang et que l'abattage rituel à domicile doit être prohibé.

Selon le Gouvernement, l'abattage rituel est actuellement pratiqué sans étourdissement préalable, avec des instruments rituels et par un sacrificeur désigné à cet effet. L'attention est également attirée sur l'article 15, alinéa premier, qui précise qu'un animal ne peut être mis à mort que par une personne ayant les connaissances et les capacités requises. Il est dès lors exclu que n'importe qui pratique un tel abattage. Il doit s'agir d'une personne éventuellement désignée à cet effet par une autorité religieuse en raison de ses capacités.

L'abattage rituel fait partie d'un régime d'exceptions autorisées par la loi en vue de l'exercice libre et public des cultes, tel qu'il est garanti par l'article 14 de la Constitution. Toutefois, cet exercice ne peut être invoqué comme prétexte pour excuser certaines manières de mettre à mort. Les infractions commises à l'occasion du libre exercice du culte doivent être sanctionnées.

En réponse à une question qui lui a été posée, le Ministre de la Justice déclare ce qui suit :

« Le consistoire central israélite de Belgique a précisé qu'il n'y a pas lieu de procéder à un étourdissement préalable et qu'en tout cas, l'abattage est réservé à des spécialistes rigoureusement éprouvés, nommés et contrôlés par le rabbinat.

Le 28 mars 1975, le directeur et l'expert vétérinaire en chef des abattoirs d'Anderlecht ont attesté que « l'égorgement selon le rite judaïque exécuté par un sacrificeur attribué à l'aide des instruments rituels ne provoque chez l'animal pas plus de souffrance supplémentaire que l'abattage normal après étourdissement avec le pistolet à tige perforante.

Le sacrificeur tranche en une fraction de seconde la peau ainsi que les carotides et les jugulaires; l'importance hémorragique ainsi produite amène la chute brutale de la pression sanguine et la suppression de l'irrigation du cerveau. De ce fait, l'animal est devenu inconscient et insensible. »

Cette attestation a été confirmée, le 30 octobre 1980 par le nouveau directeur des abattoirs.

Le Comité culturel du Centre islamique et culturel de Belgique a précisé que l'animal ne doit subir aucune opération d'étourdissement avant son égorgement; que tout homme peut le faire s'il remplit les conditions suivantes :

a) être musulman;

b) prononcer le Nom de Dieu lors de l'égorgement;

Bij het tweede lid van het artikel, dat bepaalt dat de Koning de regelen van de rituele slachting vaststelt, merkt een senator op dat in sommige middens, werkelijke wredeheden bij het ritueel slachten plaats hebben. Dergelijke slachtingen gebeuren soms in keukens of badkamers. Hij meent dat de rituele slachting moet gebeuren door een offeraar die door de godsdienstige overheid is aangeduid, dat men daarbij de bij de wetgeving opgelegde toestellen moet gebruiken, dat een voorafgaande bedwelming nodig is, dat het dier moet uitgebloed zijn en dat er een verbod op de rituele huisslachting moet komen.

Volgens de Regering gebeurt de rituele slachting thans zonder voorafgaande bedwelming, met ritueel gereedschap en door een daartoe aangewezen offeraar. De aandacht wordt eveneens gevestigd op artikel 15, eerste lid, waarbij bepaald wordt dat een dier enkel mag gedood worden door een persoon die daarvoor de nodige kennis en bekwaamheid bezit. Het mag derhalve niet dat om het even wie tot de rituele slachting overgaat. Het moet om een persoon gaan die daartoe, wegens zijn bekwaamheid, eventueel door een godsdienstige overheid is aangesteld.

De rituele slachting is een uitzonderingsregime dat door de wet toegestaan wordt met het oog op de vrije en openbare uitoefening van de eredienst, zoals zij bij artikel 14 van de Grondwet is gewaarborgd. Die vrije openbare uitoefening mag *in casu* echter geen aanleiding zijn om sommige wijzen van doden te verschonen. Misdriften die gepleegd worden ter gelegenheid van de vrije uitoefening van de eredienst dienen bestraft te worden.

In antwoord op een vraag, legt de Minister van Justitie de volgende verklaring af :

« Het Israëlitisch centraal consistorie van België heeft nader aangegeven dat het dier niet vooraf hoeft te worden verdoofd en dat het slachten in elk geval voorbehouden is voor zeer ervaren specialisten, die door het rabbinaat worden benoemd en gecontroleerd.

Op 28 maart 1975 hebben de directeur en de deskundige-hoofddierenarts van de slachthuizen van Anderlecht bevestigd dat « de keling volgens de Joodse ritus, uitgevoerd door een bevoegd offeraar door middel van de rituele instrumenten het dier niet meer doet lijden dan het normale slachten na verdoving met het pistool met doorborende stang.

In een fractie van een seconde snijdt de offeraar de huid alsmede de hoofdslaagaders en de keeladers door; wegens het aanzienlijk bloedverlies daalt de bloeddruk eensklaps zeer sterk en wordt de bloedtoevoer naar de hersenen stopgezet. Daardoor wordt het dier onbewust en ongevoelig. »

Dit attest werd op 30 oktober 1980 bevestigd door de nieuwe directeur van de Slachthuizen.

Het Cultureel Comité van het Cultureel en Mohammedaans Centrum van België heeft verklaard dat het dier niet hoeft te worden verdoofd voor de keling; dat iedereen dit kan doen, indien hij de volgende voorwaarden vervult :

a) Moslim zijn;

b) de naam van God uitspreken bij de keling;

c) savoir parfaitement immoler suivant les prescriptions islamiques, en particulier sacrifier la bête avec une lame bien aiguisee, promptement et sans brutalité, et cela dans le but d'éviter à l'animal des souffrances inutiles. »

La Commission partage le point de vue d'un sénateur selon lequel il est inadmissible que les autorités religieuses islamiques laissent toute liberté aux fidèles en matière d'abattage rituel. Le pouvoir exécutif devrait exiger la désignation d'un sacrificeur rituel.

Après discussion, tous les amendements à cet article sont retirés par leurs auteurs.

L'article 16 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 17

L'article 17 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 18

Cet article prévoit que les interventions sur des animaux doivent être effectuées sous anesthésie, sauf si l'on procède sans anesthésie à des opérations semblables sur des êtres humains ou si le médecin vétérinaire estime qu'elles ne sont pas réalisables.

Un membre dépose un amendement visant à modifier le deuxième alinéa du § 1<sup>e</sup>, qui prévoit que, lorsque l'anesthésie d'un animal à sang chaud s'avère nécessaire, elle doit être effectuée par un médecin vétérinaire. L'auteur estime que, lorsqu'il faut pratiquer une anesthésie d'urgence sur un animal accidenté, le personnel d'un refuge pour animaux peut le faire en l'absence d'un médecin vétérinaire.

Selon le Gouvernement, une intervention devient douloureuse, lorsqu'elle cause à un animal des douleurs ou des souffrances qui peuvent être appréciées sur la base de signes et de paramètres extérieurs.

L'anesthésie doit toujours être effectuée par un vétérinaire, parce qu'elle se fait par l'administration d'un médicament dont celui-ci est le seul à pouvoir disposer.

Un membre estime qu'il n'est pas réaliste d'exiger, dans un système économique agricole moderne, que l'éleveur s'adresse à un médecin vétérinaire pour chaque intervention. Cet article aura comme seule conséquence que cet éleveur renoncera plutôt à faire soigner ses animaux.

Un membre aimeraient savoir si l'enlèvement de tartre sur les dents des chevaux doit être considéré comme une intervention au sens de la loi, car l'anesthésie présente un danger pour ceux-ci. Il est répondu qu'une telle intervention est également pratiquée sans anesthésie chez les êtres humains.

Un autre membre est d'avis que cette discussion est plutôt oiseuse, étant donné qu'en dehors du vétérinaire, personne ne peut disposer d'anesthésiques, de sorte que quiconque administre de tels médicaments est déjà punisable.

c) volkomen kunnen offeren volgens de Islamitische voor-schriften, in het bijzonder het beest offeren met een zeer scherp lemmet, snel en zonder brutaliteit, ten einde het dier nutteloos lijden te besparen. »

De Commissie sluit zich aan bij de zienswijze van een senator die het onaantaardbaar acht dat de autoriteiten van de Mohamedaanse godsdienst hun volgelingen volledige vrijheid laten inzake rituele slachtingen. De uitvoerende macht zou de aanstelling van een rituele slachter moeten eisen.

Al de bij dit artikel ingediende amendementen zijn na bespreking ingetrokken door de indieners.

Artikel 16 is bij eenparigheid van de 16 aanwezigen aangenomen.

#### Artikel 17

Eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

#### Artikel 18

Dit artikel bepaalt dat de ingrepen op dieren moeten plaatshebben onder verdoving, tenzij die bij vergelijkbare ingrepen op mensen niet gebeurt of wanneer de dierenarts ze niet uitvoerbaar acht.

Een amendement wordt ingediend tot wijziging van het tweede lid van § 1 waarbij bepaald wordt dat wanneer de verdoving van een warmbloedig dier nodig blijkt, zij door een dierenarts moet worden uitgevoerd. De auteur is de mening toegedaan dat wanneer een verdoving dringend vereist is voor een verongelukt dier, bij afwezigheid van een dierenarts het personeel van een dierenasiel die mag uitvoeren.

Volgens de Regering is een ingreep pijnlijk wanneer zij bij een dier pijn of lijden veroorzaakt, wat beoordeeld kan worden aan de hand van uiterlijke tekens en parameters.

De verdoving moet altijd door een dierenarts uitgevoerd worden omdat ze gebeurt bij middel van een geneesmiddel waarover enkel een arts mag beschikken.

Een lid meent dat het niet realistisch is in een moderne landbouwconomie te stellen dat voor elke ingreep de dierenhouder zich tot een dierenarts moet wenden. Dit artikel kan enkel tot gevolg hebben dat die houder zijn dieren eerder zonder verzorging zal laten.

Een lid vraagt of het wegnemen van een kalkneerzetting op de tanden van paarden een ingreep is in de zin van de wet, want bij paarden is een verdoving gevaarlijk. Er wordt hierop geantwoord dat een dergelijke ingreep bij mensen ook zonder verdoving plaats heeft.

Een ander lid meent dat de discussie wel iets overbodig is, omdat geen persoon buiten de arts over verdovende middelen mag beschikken, zodat een ieder die verdovende middelen toedient reeds strafbaar is.

L'amendement est retiré par son auteur et l'article 18 est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

#### Article 19

L'article 19 prévoit que l'amputation d'un animal est interdite, sauf sur indication vétérinaire. Il précise en outre que le Roi peut déterminer les amputations qui sont nécessaires pour l'exploitation utilitaire de l'animal.

Un sénateur propose d'autoriser aussi le Roi à désigner les amputations qui sont nécessaires pour limiter la prolifération de certaines espèces animales. Le but de cet amendement est donc de permettre la stérilisation ou la castration chez certaines espèces animales. L'amendement est adopté à l'unanimité des 16 membres présents et le second alinéa, à la fin de l'article, est adapté dans ce sens.

Un membre estime nécessaire de définir avec précision quelles sont les amputations nécessitées par des raisons zootechniques. Si l'on peut admettre de castrer et de décorner, il ne se justifie pas d'ébécquer des poules ni de couper la queue ou les oreilles.

Un autre membre estime que l'amputation et les autres interventions chirurgicales ne peuvent être effectuées que par un vétérinaire, parce que, dans les élevages, il est trop fait usage de techniques médicales par des personnes non qualifiées. Il voudrait plus particulièrement voir interdire la pratique de la césarienne sur les vaches par des non-vétérinaires.

Le Gouvernement attire l'attention sur le fait que ce problème n'est pas à sa place ici, mais qu'il peut être examiné lors de la discussion du projet de loi sur l'exercice de la médecine vétérinaire.

L'amendement est rejeté par 12 voix contre 4.

L'article 19 ainsi amendé est adopté à l'unanimité des 16 membres présents.

\*\*

Le chapitre VIII traite des expériences sur les animaux.

De larges échanges de vues ont déjà eu lieu sur ce problème délicat lors de la discussion générale.

Le Ministre attire l'attention de la Commission sur la Directive 75/318/C.E. du Conseil du 20 mai 1975 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxicopharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques. Celle-ci prévoit les expériences toxicologiques et pharmacologiques à effectuer en vue de l'enregistrement de spécialités pharmaceutiques. Plus particulièrement doivent être effectuées sur des animaux d'expérience :

1. des expériences sur la toxicité aiguë;
2. des expériences sur la toxicité subaiguë et chronique;
3. des expériences sur la toxicité foetale;
4. des expériences de cancérogénèse.

Het amendement wordt ingetrokken, en het artikel 18 wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

#### Artikel 19

Artikel 19 bepaalt dat amputatie van dieren verboden is tenzij bij diergeneeskundige indicatie. Het artikel bepaalt verder dat de Koning amputaties, die voor het nutsgebruik van het dier noodzakelijk zijn, kan bepalen.

Een senator stelt voor de Koning eveneens te machtigen die amputaties aan te duiden die nodig zijn ter beperking van de voortplanting van sommige diersoorten. Met dit amendement wordt dus beoogd de sterilisatie of de castratie bij sommige diersoorten toe te laten. Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezigen en het tweede lid in fine van het artikel wordt in die zin aangepast.

Een lid meent dat het nodig is nauwkeurig te bepalen welke amputaties nodig zijn om zoötechnische redenen. Castreren en onthoornen kan aanvaard worden maar ontbekken van kippen en knippen van staart of oren is niet verantwoord.

Een ander lid meent dat amputatie en andere operatieve ingrepen enkel door een dierenarts mogen worden verricht, daar in de veehouderij te veel gebruik gemaakt wordt van medische technieken door onbevoegden. Hij wil in het bijzonder de keizersnede bij koeien, uitgevoerd door niet-dierenartsen, verboden zien.

De Regering vestigt er de aandacht op dat dit probleem hier niet op zijn plaats is maar wel bij de behandeling van het wetsontwerp op de uitoefening van de diergeneeskunde kan worden onderzocht.

Het amendement wordt verworpen met 12 tegen 4 stemmen.

Het geamendeerd artikel 19 wordt eenparig aangenomen door de 16 aanwezige leden.

\*\*\*

Hoofdstuk VIII handelt over de dierproeven.

Tijdens de algemene besprekking werd reeds uitvoerig van gedachten gewisseld over dit delikate probleem.

De Minister vestigt de aandacht van de Commissie op de Richtlijn 75/318/E.G. van de Raad van 20 mei 1975 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake de analytische, toxicologische, farmacologische en klinische normen en voorschriften betreffende proeven op farmaceutische specialiteiten, die voorziet welke toxicologische en farmacologische proeven moeten worden uitgevoerd voor het registreren van farmaceutische specialiteiten. In het bijzonder moeten worden verricht op proefdieren :

1. proeven op acute toxiciteit;
2. proeven op subacute en chronische toxiciteit;
3. proeven op toxiciteit voor de foetus;
4. proeven op cancerogeniteit.

Pour les essais cités sous 1, il faut en effet administrer des doses élevées du produit en question aux animaux d'expérience.

\*\*

#### Article 20

Un membre propose de compléter le § 2 de cet article par les mots « après consultation du Conseil du bien-être des animaux ».

Un sénateur déclare que le chapitre VIII a été rédigé sans tenir compte de l'état actuel de la science dans le domaine des méthodes de recherche alternatives. Le Conseil flamand comme le Conseil wallon ont adopté un décret à ce sujet.

Il rappelle ce qu'il a déjà dit au cours de la discussion générale et dénonce l'utilisation abusive fréquente d'animaux pour tester les cosmétiques.

Il se demande pourquoi les arrêtés royaux relatifs aux animaux d'expérience doivent être délibérés en Conseil des ministres.

Le Secrétaire d'Etat répond que cette procédure permet d'associer tous les milieux concernés à la décision.

En ce qui concerne les remarques générales, il renvoie à l'article 24, points 1 et 2. S'il existe d'autres méthodes, on ne pourra pas recourir à l'expérimentation sur les animaux.

Il est à noter que le coût constitue souvent un frein à l'utilisation d'animaux pour les expériences.

Il va de soi que toutes les expériences sur animaux seraient interdites s'il existait d'autres méthodes de recherche équivalentes.

A quoi le même intervenant réplique qu'il n'y a pas le moindre contrôle en ce qui concerne les cosmétiques. Il demande au Secrétaire d'Etat si celui-ci a l'intention d'agrérer également les laboratoires du secteur non scientifique et il fait remarquer que l'article 3, point 15, autorise en fait absolument tout. Il doit donc être dit au chapitre VIII qu'il est interdit de faire souffrir des animaux pour tester des cosmétiques.

Le Secrétaire d'Etat confirme que l'article 13 permet de tester les cosmétiques. Il souligne que certains de ces produits sont destinés à améliorer le bien-être de l'homme et il faut donc les tester pour établir leur toxicité éventuelle. Il existe donc des cosmétiques utiles. Pour autant que les tests effectués soient compatibles avec les dispositions de l'article 24, le Gouvernement n'est pas opposé à l'agrération des laboratoires intéressés.

L'intervenant réplique qu'il existe deux sortes de cosmétiques :

- 1<sup>o</sup> ceux qui sont nécessaires et
- 2<sup>o</sup> les produits de beauté,

et il demande si le projet ne pourrait faire la distinction, afin d'éviter que la mise au point de cosmétiques ne soit une cause de souffrance pour les animaux.

Voor de eerstgenoemde proeven moeten inderdaad hoge doses van het produkt aan de proefdieren worden toegediend.

\*\*

#### Artikel 20

Een lid stelt voor aan § 2 van dit artikel volgende zinsnede toe te voegen : « na consultatie van de Raad voor dierenwelzijn ».

Een senator beweert dat bij het opstellen van hoofdstuk VIII geen rekening werd gehouden met de huidige toestand van de wetenschap inzake alternatieve onderzoeks-methodes. Zowel de Vlaamse als de Waalse Raad hebben dienaangaande een decreet gestemd.

Hij herhaalt wat hij reeds tijdens de algemene besprekking heeft gezegd en wijst op de vele misbruiken bij dierproeven om cosmetische middelen te testen.

Hij vraagt waarom de koninklijke besluiten die betrekking hebben op proefdieren in Ministerraad overlegd moeten worden.

Volgens de Staatssecretaris is het op die wijze mogelijk alle middens bij de besluitvorming te betrekken.

Voor wat de algemene opmerkingen aangaat, verwijst hij naar artikel 24, 1 en 2. Indien andere onderzoeks-methodes voorhanden zijn mogen geen dierproeven worden gedaan.

Er dient ook op gewezen dat de kosten dikwijls een rem vormen op het gebruik van proefdieren.

Het spreekt vanzelf dat alle dierproeven zullen verboden worden mochten er andere evenwaardige onderzoeks-methodes bestaan.

Daarop wordt door dezelfde intervenant geantwoord dat inzake cosmetische produkten geen enkel toezicht bestaat. Hij vraagt aan de Staatssecretaris of hij toch niet het inzicht heeft ook de laboratoria van de niet-wetenschappelijke sector te erkennen, en wijst erop dat ingevolge artikel 3, cijfer 15, in feite alles toegelaten is. In hoofdstuk VIII moet dus gesteld worden dat het verboden is dieren te doen lijden om cosmetica te testen.

De Staatssecretaris bevestigt dat artikel 13 toelaat cosmetica te testen. Hij onderstreept dat sommige van deze produkten het welzijn van de mens beogen en dus moeten getest worden op hun eventuele toxiciteit. Naast nutteloze zijn er dus ook nuttige cosmetica. Voor zover de testen welke uitgevoerd worden verenigbaar zijn met de bepalingen van artikel 24, is de Regering niet gekant tegen de erkenning van de betrokken laboratoria.

Daarop replieert de intervenant dat er twee soorten cosmetica bestaan :

- 1<sup>o</sup> deze welke noodzakelijk zijn en
- 2<sup>o</sup> de schoonheidsprodukten,

en hij vraagt of er in deze wet geen onderscheid kan gemaakt worden om te vermijden dat de ontwikkeling van cosmetica lijden bij dieren zou veroorzaken.

Le Secrétaire d'Etat déclare que le Gouvernement ne souhaite pas faire de distinction pour les raisons indiquées précédemment. L'article 24 servira toujours de critère. S'il s'avère qu'il y a disproportion entre les expériences et les résultats, le Gouvernement refusera d'autoriser les expériences sur des animaux. Actuellement, il n'existe en Belgique aucun laboratoire agréé de produits cosmétiques où l'on procède à des expériences sur des animaux.

L'amendement ne peut être retenu pour les raisons d'équilibre qui ont été exposées précédemment.

Un membre partage ce point de vue et fait remarquer que l'obligation de consulter le Conseil dans l'un ou l'autre cas pourrait aboutir à ce qu'on ne lui demande pas son avis dans d'autres cas.

L'amendement est rejeté par 9 voix contre 3.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 21

L'article 21 distingue deux types de laboratoires selon que les expériences provoquent ou ne provoquent pas des douleurs, des souffrances ou des lésions chez les animaux. Dans le second cas, le directeur du laboratoire est tenu d'en faire la déclaration au Ministre de l'Agriculture. Par contre, si les expériences provoquent effectivement des douleurs, des souffrances ou des lésions, les laboratoires intéressés doivent, en vertu du § 2 de cet article, obtenir l'agrément préalable du Ministre de l'Agriculture.

Un sénateur dépose un amendement tendant à supprimer le § 2, car il ne devrait pas pouvoir exister de laboratoires qui mutilent les animaux. La Commission ne se rallie pas à cette proposition, parce qu'elle bouleverse complètement l'équilibre que le projet s'efforce de réaliser et qu'elle rend impossible toute recherche scientifique.

L'amendement est alors retiré de même que celui tendant à supprimer, au § 3, les mots « et de l'agrément visée au § 2 ».

L'amendement proposant de demander l'avis du Conseil du bien-être des animaux est rejeté par 9 voix contre 3.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 22

Le Gouvernement fait remarquer que si des animaux agricoles domestiques sont de temps à autre utilisés dans la recherche et le contrôle des médicaments, il est évident que les exploitations agricoles qui occasionnellement fourniraient de tels animaux ne sont pas soumises à une agrément.

Cette disposition est adoptée à l'unanimité des 12 membres présents.

De Staatssekretaris verklaart dat de Regering voor de hoger uiteengezette redenen geen onderscheid wenst te maken. Artikel 24 zal steeds als criterium worden gebruikt. Indien blijkt dat de proeven niet in verhouding zijn tot de resultaten zal de Regering weigeren dierproeven toe te laten. Op dit ogenblik bestaan in België geen erkende laboratoria van cosmetische produkten waar dierproeven gebeuren.

Het amendement kan niet aanvaard worden om reeds eerder uiteengezette redenen van evenwichtigheid.

Dit wordt beaamd door een lid, dat erop wijst dat de verplichte consultatie van de Raad voor een of ander geval, zou kunnen leiden tot het niet vragen van advies in andere aangelegenheden.

Het amendement wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen.

Het artikel wordt bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden aangenomen.

#### Artikel 21

Artikel 21 kent twee soorten laboratoria, al naargelang de dierproeven al dan niet gepaard gaan met pijn, lijden of letsel voor dieren. Voor de eersten moet de directeur van het laboratorium hiervan aangifte doen bij de Minister van Landbouw. Veroorzaken de proeven wel pijn, lijden of letsel, dan moeten de betrokken laboratoria volgens § 2 van het artikel voorafgaandelijk erkend zijn door de Minister van Landbouw.

Een senator dient een amendement in om § 2 te schrappen omdat laboratoria die een dier verminken niet zouden mogen bestaan. De Commissie gaat niet in op dit voorstel omdat het evenwicht dat in het wetsontwerp met zorg is ingeschreven voor een goede wetgeving volledig wordt verstoord en het wetenschappelijk onderzoek onmogelijk wordt gemaakt.

Daarop wordt dit amendement ingetrokken, evenals het amendement dat strekt om in § 3 de woorden « en van de erkenning bedoeld in § 2 » te doen vervallen.

Het amendement dat voorstelt advies te vragen aan de Raad voor dierenwelzijn wordt met 9 tegen 3 stemmen verworpen.

Het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 22

De Regering merkt op dat wanneer landbouwhuisdieren van tijd tot tijd gebruikt worden in het onderzoek en de controle van de geneesmiddelen, het duidelijk is dat de landbouwbedrijven die bij gelegenheid zulke dieren geven, niet onderworpen zijn aan een dergelijke erkenning.

Eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

**Article 23**

L'article 23, qui traite de la détention d'animaux d'expérience, renvoie d'emblée au prescrit de l'article 4. Toutefois, le Roi peut déterminer les conditions particulières qui concernent la détention d'animaux d'expérience et leur provenance.

Un membre considère que les dispositions de l'article 4 ne sont pas suffisamment rigoureuses et qu'elles ne constituent qu'un minimum.

Un autre membre souhaite compléter le § 1<sup>er</sup> de cet article en imposant un inventaire des animaux d'expérience mentionnant les animaux qui ne proviennent pas de l'élevage lui-même, leur propriétaire ainsi que la manière dont ils ont été cédés au laboratoire. Le but de cette disposition est de mettre un frein au trafic d'animaux de compagnie volés ou vendus aux laboratoires.

Le Gouvernement demande que le texte ne soit pas modifié, puisqu'il va de soi que la détention d'animaux d'expérience doit obligatoirement satisfaire aux conditions générales de la loi. Il propose cependant de remplacer, dans la deuxième phrase, le mot « toutefois » par le mot « en outre ».

A la suite de cette déclaration, les amendements sont rejetés par leurs auteurs.

**L'article 23 amendé est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.**

Au cours d'une réunion ultérieure, le Gouvernement demande une seconde lecture de cet article, afin qu'il puisse présenter un nouvel amendement.

**La Commission marque son accord à l'unanimité.**

La Commission s'étant inquiétée des abus auxquels sont exposés certains animaux d'expérience, le Gouvernement propose d'insérer, au § 1<sup>er</sup>, un troisième alinéa disposant que les laboratoires devront tenir un registre dans lequel seront inscrits les chiens et les chats, avec mention de leur provenance. La Commission se rallie à cette proposition qui limite le pouvoir donné au Roi de déterminer des conditions particulières en ce qui concerne la provenance des animaux.

**L'article, une nouvelle fois amendé, est adopté en seconde lecture à l'unanimité des 12 membres présents.**

**Article 24**

Cet article énonce quelques principes à respecter lors des expériences sur les animaux.

Un membre propose de supprimer le point 3 de cet article pour le motif qu'une expérience indispensable pour la démonstration d'une thèse ou la vérification d'une hypothèse doit toujours être réduite au strict nécessaire. Il propose également de modifier le point 4, en précisant que toute expérience doit être mentionnée dans la déclaration au Ministre

**Artikel 23**

Artikel 23 dat betrekking heeft op het houden van proefdieren verwijst vooreerst naar de voorschriften van artikel 4. De Koning kan echter bijzondere voorwaarden stellen met betrekking tot het houden van proefdieren en hun herkomst.

Een lid meent dat de bepalingen van artikel 4 niet streng genoeg zijn en aanziet die als een minimum.

Een ander lid wil § 1 van het artikel aanvullen door het verplicht stellen van een inventaris van de proefdieren, waarin niet ter plaats gekweekte dieren vermeld worden met hun herkomst en hun eigenaar evenals de wijze waarop zij werden verkregen. Hij wil hiermede de sluikhandel in gestolen of aan het laboratorium verkochte gezelschapsdieren afremmen.

De Regering vraagt de tekst ongewijzigd te laten vermits het voor zichzelf spreekt dat ook het houden van proefdieren aan de algemene voorwaarden van de wet moet voldoen. Zij stelt evenwel voor in de eerste zin het woord « echter » te vervangen door het woord « daarenboven » (« en outre » i.p.v. « toutefois »).

Ingevolge deze verklaring worden de amendementen ingetrokken.

Het geamendeerd artikel 23 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

Tijdens een volgende vergadering vraagt de Regering een tweede lezing van het artikel ten einde haar in staat te stellen alsnog een amendement in te dienen.

De Commissie betuigt eenparig haar instemming.

Daar de Commissie haar bezorgdheid heeft getoond ten aanzien van de misbruiken waaraan sommige proefdieren blootgesteld zijn, stelt de Regering voor in § 1 een derde lid in te voegen waarbij bepaald wordt dat de laboratoria een register moeten bijhouden waarin de honden en katten, met vermelding van hun herkomst moeten ingeschreven worden. De Commissie stemt in met dit voorstel dat een beperking vormt op de macht die aan de Koning wordt gegeven om bijzondere maatregelen betreffende de herkomst van dieren vast te stellen.

Het aldus opnieuw geamendeerd artikel wordt in tweede lezing eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

**Artikel 24**

Dit artikel stelt enkele principes die bij dierproeven in acht moeten worden genomen.

Een lid stelt voor het cijfer 3 te schrappen omdat proeven die onmisbaar zijn om een stelling te bewijzen of een hypothese te toetsen altijd tot het strikt noodzakelijke moeten beperkt blijven. Hij stelt ook voor het cijfer 4 te wijzigen in de zin dat elke proef moet aangegeven worden bij de Minister van Landbouw en dat enkel bij hoge noodzakelijkheid

de l'Agriculture et qu'un animal ne peut être réutilisé pour une expérience similaire qu'en cas d'absolue nécessité.

Un membre propose de supprimer cet article.

La Commission considère que l'article 24 permet de garantir que les animaux d'expérience feront l'objet d'un traitement décent pendant et après les expériences et que les animaux eux-mêmes seront soumis à des réglementations sévères. La proposition de suppression de l'article est rejetée à l'unanimité des 12 membres présents.

Les autres amendements sont retirés par leurs auteurs.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 25

Un amendement est déposé qui vise à supprimer cet article; il est toutefois retiré par son auteur. L'article 25 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 26

Le § 1<sup>er</sup> définit les normes auxquelles le maître d'expérience doit satisfaire.

Un membre estime que le titulaire d'un diplôme délivré par une faculté de sciences agronomiques ne peut être maître d'expérience; il dépose un amendement en ce sens.

Il n'est pas suivi par la Commission et retire dès lors son amendement.

Aux termes du § 2, le maître d'expérience est responsable des soins à donner aux animaux qui ont fait l'objet d'expériences et, pour certaines espèces d'animaux, il doit faire appel à un médecin vétérinaire.

Un membre déclare que l'intervention d'un médecin vétérinaire doit être rendue obligatoire; il dépose un amendement en ce sens.

Le Gouvernement confirme qu'il en est bien ainsi et que la rédaction de l'article ne doit pas être modifiée, sur quoi l'amendement est également retiré par son auteur.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 27

Un membre dépose un amendement visant à mettre l'accent sur l'obligation, pour le maître d'expérience, de tenir des documents à jour.

Après discussion, cet amendement est retiré par son auteur et l'article est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

een dier opnieuw voor een soortgelijke proef mag worden gebruikt.

Een lid stelt voor het artikel te schrappen.

De Commissie is van mening dat artikel 24 alle waarborgen biedt voor een degelijke behandeling van de proefdieren tijdens en na de proeven en dat dierproeven zelf aan strenge regelingen onderworpen zijn. Ze verwerpt het voorstel tot schrapping bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

De overige amendementen worden ingetrokken.

Het artikel wordt bij eenparigheid aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 25

Er is een amendement ingediend om ook dit artikel te schrappen; het wordt evenwel door de auteur ingetrokken. Het artikel wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 26

§ 1 bepaalt aan welke normen de proefleider moet voldoen.

Een lid meent dat de houder van een diploma afgeleverd door een faculteit van landbouwwetenschappen geen proefleider mag zijn; hij dient daarom een amendement in.

Hij wordt hierin door de Commissie niet gevolgd en trekt daarop zijn amendement in.

Volgens § 2 is de proefleider verantwoordelijk voor de nazorg der proefdieren, en voor sommige soorten dieren moet hij op een dierenarts een beroep doen.

Een lid verklaart dat de tussenkomst van een dierenarts verplicht moet zijn; hij legt een amendement in deze zin neer.

De Regering toont aan dat dit inderdaad het geval is en dat de redactie van het artikel niet moet gewijzigd worden, waarop ook dit amendement ingetrokken wordt.

Het artikel wordt bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden aangenomen.

#### Artikel 27

Bij artikel 27 is een amendement ingediend dat de nadruk wil leggen op de verplichting opgelegd aan de proefleider om bescheiden bij te houden.

Het wordt na bespreking ingetrokken en het artikel wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

**Article 28**

Cet article dispose que le Roi désigne un comité d'experts qui a pour mission d'étudier les problèmes éthiques en rapport avec les expériences sur les animaux.

Un membre propose par voie d'amendement de supprimer cet article et d'insérer un article 30bis (nouveau) de contenu analogue, en vertu duquel le comité est chargé non seulement d'étudier les problèmes éthiques en rapport avec les animaux mais encore tous les problèmes relatifs à la protection et au bien-être des animaux.

Le Gouvernement fait observer que l'article 28 a été inséré dans le projet avec l'idée bien précise que, pour certaines expériences, le service vétérinaire puisse apprécier les problèmes qui se posent mais que pour certaines autres une étude particulière s'impose.

Un membre réfute que certains milieux de la recherche scientifique soient capables de se prononcer sur la valeur éthique de certaines expériences. A la suite de cette déclaration, l'amendement est retiré par son auteur.

Un autre membre estime que les milieux de la protection des animaux doivent également siéger au sein du comité, étant donné que dans sa composition actuelle, celui-ci est à la fois juge et partie. Selon le Gouvernement, le Conseil peut, dans sa composition actuelle, émettre un avis pluraliste. Il se réfère à l'exposé des motifs, dont il ressort clairement que le Comité et le Conseil se complètent.

A l'issue de la discussion, la Commission unanime décide de remplacer le mot « éthiques » par le mot « déontologiques ».

L'article 28 amendé est adopté à l'unanimité des 12 membres présents, ce qui implique le rejet de l'amendement visant à le supprimer.

**Article 29**

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

**Article 30**

Cet article prévoit que les expériences sur animaux réalisées dans un but didactique, ne sont autorisées qu'en vue de la formation des étudiants de l'enseignement supérieur et lorsqu'elles ne peuvent être remplacées par d'autres méthodes équivalentes. Le Roi peut également définir les conditions de réalisation des expériences sur animaux en vue de la formation du personnel de laboratoire.

Un membre estime que les expériences en laboratoire doivent en outre être interdites lorsqu'elles ont pour but de prouver des faits établis; il dépose un amendement dans ce sens.

Le Gouvernement répond que le fait d'interdire des expériences sur animaux qui visent uniquement à démontrer des faits déjà établis revient à dire que les expériences sur ani-

**Artikel 28**

Dit artikel bepaalt dat de Koning een comité van deskundigen opricht dat tot taak heeft de ethische problemen in verband met de dierproeven te bestuderen.

Een lid stelt bij amendement voor dit artikel te schrappen en een gelijkaardig artikel 30bis (nieuw) in te voegen waarbij het comité wordt belast niet alleen met de studie van de ethische problemen in verband met de dierproeven maar met alle problemen in verband met de bescherming en het welzijn van de dieren.

De Regering wijst erop dat artikel 28 is opgenomen met het welbepaald idee dat voor bepaalde proeven de diergeeskundige Dienst over de gestelde problematiek kan oordelen maar dat voor sommige proeven een bijzondere studie is vereist.

Een lid ontket dat sommige middens van het wetenschappelijk onderzoek over de ethiek van sommige proeven uitsluitsel kunnen geven. Daarop wordt het amendement ingetrokken.

Een ander lid meent dat de middens van de dierenbescherming ook in het comité moeten zetelen daar het comité zoals het thans is samengesteld, ter zake rechter en partij is. Volgens de Regering kan de Raad in zijn huidige samenstelling een pluralistisch advies uitbrengen. Zij verwijst naar de memorie van toelichting waaruit duidelijk blijkt dat het Comité en de Raad elkaar aanvullen.

Op grond van de bespreking beslist de Commissie bij eenparigheid het woord « ethisch » te vervangen door het woord « deontologisch ».

Het geamendeerd artikel 28 wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden, hetgeen meteen de verwerping inhoudt van het amendement dat de schrapping van het artikel beoogde.

**Artikel 29**

Eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

**Artikel 30**

Artikel 30 bepaalt dat dierproeven van didaktische aard enkel toegelaten zijn voor de vorming van studenten in het hoger onderwijs en wanneer zij niet door evenwaardige methoden kunnen worden vervangen. De Koning kan eveneens de voorwaarden bepalen voor het organiseren van dierproeven met het oog op de opleiding van laboratoriumpersoneel.

Een lid meent dat laboratoriumproeven daarenboven verboden moeten worden wanneer zij tot doel hebben vaststaande feiten te bewijzen; hij dient te dien einde een amendement in.

De Regering antwoordt hierop dat het feit van dierproeven te verbieden, die enkel een demonstratie zijn van feiten welke reeds vaststaan, hetzelfde is als bepalen dat enkel dier-

maux sont uniquement autorisées lorsqu'elles sont indispensables à la formation des étudiants.

La Commission partage ce point de vue et rejette l'amendement à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 30bis (nouveau)

Un sénateur dépose l'amendement suivant :

*« Insérer un article 30bis (nouveau), libellé comme suit :*

*« Le Roi désigne un comité d'experts qui a pour mission d'étudier les problèmes éthiques en rapport avec la protection et le bien-être des animaux. Il détermine sa composition et son fonctionnement. Les milieux de la recherche scientifique et médicale ainsi que le Conseil du bien-être des animaux doivent y être représentés. »*

#### Justification

*« Selon l'auteur de l'amendement, les problèmes éthiques n'existent pas seulement à cause des expériences sur les animaux, mais naissent de manière plus générale de l'obligation de protéger les animaux et d'assurer leur bien-être.*

*Pourquoi le secret professionnel ? Pourquoi le secret tout court ? A cause des gros intérêts qu'ont dans cette affaire les grandes sociétés commerciales et industrielles ?*

Cet amendement est devenu sans objet par suite du rejet de l'amendement à l'article 28.

#### Article 31

Un sénateur dépose un amendement rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par les dispositions suivantes :*

*« Il est institué auprès du Ministère de l'Agriculture un Conseil du bien-être des animaux. Le Roi détermine la composition du Conseil et son fonctionnement. En feront partie notamment les représentants des associations nationales ou régionales de protection animale, de la recherche scientifique et médicale et des éleveurs. »*

La justification est la suivante :

*« Il est exclu que les représentants de détenteurs d'animaux puissent faire partie d'un Conseil du bien-être des animaux. Ils seraient juges et parties. Toutefois, ils pourraient être consultés pour toutes questions les concernant. »*

*D'autre part, il conviendrait, compte tenu de la disposition de l'article 33, de prévoir une représentation des sociétés nationales et régionales protectrices des animaux. »*

Le Gouvernement est disposé à approuver l'amendement. Il est en effet exact que le sens du mot « éleveur » et celui

proeven toegelaten zijn als zij voor de vorming van de studenten nodig zijn.

De Commissie treedt deze zienswijze bij en verwerpt het amendement bij eenparigheid van de 12 aanwezigen.

Het artikel wordt bij eenparigheid aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 30bis (nieuw)

Een senator dient volgend amendement in :

*« Een artikel 30bis (nieuw) in te voegen, luidende :*

*« De Koning stelt een comité van experts samen met het oog op de studie van de ethische problemen in verband met de bescherming en het welzijn der dieren. Hij bepaalt de samenstelling en de werking ervan. De kringen van het wetenschappelijk en medisch onderzoek evenals de Raad voor dierenwelzijn moeten erin vertegenwoordigd zijn. »*

#### Verantwoording

*« Volgens de auteur geven niet alleen dierproeven aanleiding tot etische problemen, maar ook de meer algemene verplichting om de dieren te beschermen en hun welzijn veilig te stellen.*

*Waarom is er sprake van beroepsgeheim ? Waarom van geheim ? Wegens aanzienlijke belangen van grote handels- en industriële vennootschappen ?*

Ingevolge de verwerping van het amendement bij artikel 28 is het amendement dat voorligt zonder voorwerp geworden.

#### Artikel 31

Een senator dient volgend amendement in :

*« Dit artikel te vervangen als volgt :*

*« Bij het Ministerie van Landbouw wordt een Raad voor dierenwelzijn opgericht. De Koning bepaalt de samenstelling van die Raad en zijn werking. Onder meer de afgevaardigden van de nationale of regionale maatschappijen voor dierenbescherming, de afgevaardigden van het wetenschappelijk en medisch onderzoek en de afgevaardigden van de kwekers maken er deel van uit. »*

Hij verantwoordt het als volgt :

*« De vertegenwoordigers van de houders van dieren worden uitgesloten van de Raad voor dierenwelzijn, aangezien zij tegenstrijdige belangen vertegenwoordigen. Zij zouden echter kunnen worden geraadpleegd in verband met alle kwesties die hen aanbelangen. »*

*Anderzijds zou het, in overeenstemming met artikel 33, goed zijn te gewagen van een afvaardiging van nationale of regionale verenigingen voor dierenbescherming. »*

De Regering is bereid het amendement te aanvaarden. Het is immers zo dat alleen voor gezelschapsdieren de

du mot « détenteur » ne se recouvrent que pour ce qui est des animaux de compagnie. L'esprit du projet de loi est de mettre l'éleveur sur le même pied que le détenteur.

L'amendement et l'article 31 ainsi amendé sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

Par suite de ce vote, l'amendement visant à supprimer les mots « et détenteurs » devient sans objet.

#### Article 32

Cet article est adopté sans discussion à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 33

Un sénateur dépose un amendement rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par les dispositions suivantes :*

*« Les associations d'importance nationale ou régionale dont les statuts ont été publiés aux annexes du Moniteur belge et exerçant depuis au moins trois ans leurs activités statutaires dans le domaine de la protection et du bien-être des animaux peuvent faire l'objet d'un agrément du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.*

*Les associations ainsi agréées peuvent être appelées à participer à l'action des organismes publics ayant pour objet la protection et le bien-être des animaux. Dans ce cas, ces associations peuvent désigner des agents inspecteurs dont la liste devra être déposée au greffe du tribunal de première instance. Le Roi déterminera à quelles conditions et selon quelles modalités ces agents inspecteurs pourront rechercher ou constater par eux-mêmes les infractions aux dispositions de la présente loi.*

*En outre, ces associations peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits constituant une infraction au sens de la présente loi et portant préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre, même si elles ne justifient pas d'un intérêt matériel et même si l'intérêt collectif dans lequel elles agissent coïncide entièrement avec l'intérêt social dont la défense est assurée par le ministère public.*

*D'une façon générale, elles peuvent user de toutes voies de droit, en ce compris celles reconnues à la partie civile, tendant à l'application de la présente loi. »*

Il le justifie comme suit :

*« Cet article s'inspire de la loi luxembourgeoise du 15 mars 1983 (art. 25) et de la loi française du 10 juillet 1976 (art. 40).*

*La loi suisse, également, reconnaît différentes voies de recours aux associations (article 12).*

termen « kweker » en « houder » elkaar niet overlappen. De geest van het wet is hier in deze tekst dus dat kweker wordt gelijkgesteld met houder.

Het amendement en het aldus geamendeerd artikel 31 worden eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Ingevolge deze stemming vervalt het amendement dat strekte de woorden « en de houders van dieren » te schrappen.

#### Artikel 32

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 33

Een senator dient volgend ammendment in :

*« Dit artikel te vervangen als volgt :*

*« De verenigingen van nationaal of gewestelijk belang, waarvan de statuten zijn bekendgemaakt in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad en die sedert ten minste drie jaar hun statutaire activiteit uitoefenen op het gebied van de bescherming en het welzijn van de dieren, kunnen worden erkend door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.*

*De aldus erkende verenigingen kunnen worden geroepen om deel te nemen aan het optreden van de openbare instellingen die de bescherming en het welzijn van de dieren tot doel hebben. In dat geval kunnen die verenigingen agenten-inspecteurs aanwijzen, waarvan de lijst moet worden neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop die agenten-inspecteurs zelf de overtredingen van de bepalingen van deze wet kunnen opsporen of vaststellen.*

*Die verenigingen kunnen bovendien de rechten uitoefenen die zijn toegekend aan de burgerlijke partij wat betreft de feiten die een misdrijf vormen in de zin van deze wet en die rechtstreeks of zijdelings afbreuk doen aan de collectieve belangen die zij ten doel hebben te verdedigen, zelfs indien zij niet doen blijken van een materieel belang en zelfs indien het collectief belang waarvoor zij handelen volkomen samenvalt met het maatschappelijk belang waarvan de verdediging wordt waargenomen door het openbaar ministerie.*

*Over het algemeen kunnen zij gebruik maken van alle rechtsmiddelen, met inbegrip van die welke zijn verleend aan de burgerlijke partij, met het oog op de toepassing van deze wet. »*

De verantwoording luidt :

*« Dit artikel steunt op de Luxemburgse wet van 15 maart 1983 (art. 25) en op de Franse wet van 10 juli 1976 (art. 40).*

*Ook de Zwitserse wet verleent verschillende rechtsmiddelen aan de verenigingen (art. 12).*

*En droit belge, l'intérêt à agir en justice pour la défense de leurs intérêts collectifs a déjà été consacré par la loi en faveur des organisations syndicales et, plus récemment, des associations de consommateurs.*

*Il importe en effet au plus haut point que la surcharge qui affecte les parquets et, il faut bien le dire, leur incompréhension parfois des problèmes de conservation de la nature, n'entrave point l'application de textes qui souffrent tant de n'être pas appliqués. Les associations agréées, en raison notamment de leur expérience, pourront donc être les auxiliaires précieux du ministère public :*

*1. quand il s'agira d'éviter des classements sans suite ou des transactions inopportunnes, de déclencher des poursuites et d'obtenir un jugement;*

*2. quand il s'agira de faire exécuter les jugements obtenus sur le plan civil, car ce second problème est très réel.*

*Le dernier alinéa élargit le droit d'action de ces associations à toutes les procédures tendant à l'application de la loi sur la conservation de la nature : recours au Conseil d'Etat, action en référé, recours devant le Conseil supérieur, etc. »*

Selon le Gouvernement, la proposition visant à obliger les sociétés à publier leurs statuts au *Moniteur belge* a la même valeur que la disposition autorisant le Roi à leur imposer la personnalité juridique. De plus, si l'on stipule que les sociétés doivent exister depuis trois ans pour pouvoir être agréées, la disposition proposée, qui est pourtant entièrement nouvelle, rétroagira de manière parfaitement discriminatoire en accordant une priorité intolérable et objectivement indéfendable à certaines sociétés existantes.

En confiant des missions de police judiciaire à des particuliers, on introduit de nouveaux principes dans le droit pénal et dans la procédure pénale.

Il est inadmissible que des particuliers soient revêtus d'un pouvoir de police. Rien ne s'oppose à ce que le Roi prévoie qu'ils accompagnent les représentants de l'autorité — judiciaire et administrative — dans l'exécution de leur tâche, mais il est unacceptable qu'ils dressent eux mêmes procès-verbal. On peut d'ailleurs se représenter les difficultés pouvant résulter d'un procès-verbal mal rédigé.

Ce sont les règles relatives à la responsabilité de l'officier de justice qui sont mises en cause. Qu'arrivera-t-il au cas où le procès-verbal serait attaqué pour inscription de faux ?

La justification de l'amendement met en évidence le rôle étendu que l'on entend attribuer aux agents particuliers de ces associations. Pour décharger les parquets, ils interviendraient auprès du ministère public afin d'éviter des classements sans suite ou des transactions inopportunnes et de faire exécuter les jugements obtenus sur le plan civil.

*In het Belgisch recht is het belang om in rechte te treden voor de verdediging van hun collectieve belangen reeds bekraftigd door de wet ten behoeve van de vakbondsorganisaties en, onlangs nog, van de verbruikersverenigingen.*

*Want de overlast bij de parketten en, ook dat dient gezegd, het onbegrip dat zij soms aan de dag leggen voor de problemen van het natuurbehoud, mogen helemaal geen hinderpaal vormen voor de toepassing van teksten die zo zeer worden uitgehouden als zij dode letter blijven. De erkende verenigingen kunnen dus, met name wegens hun ervaring, een waardevolle hulp zijn voor het openbare ministerie :*

*1. wanneer het erop aankomt te voorkomen dat zaken worden gesponeerd of dat ongewenste dadingen worden gesloten, wanneer vervolgingen moeten worden ingesteld en een vonnis dient te worden verkregen;*

*2. wanneer het erop aankomt de verkregen vonnissen ten uitvoer te doen leggen op burgerlijk gebied, want dit tweede probleem is zeer reëel.*

*Het laatste lid verruimt het recht van optreden van die verenigingen tot alle procedures inzake de toepassing van de wet op het natuurbehoud : beroep bij de Raad van State, kortgeding, beroep bij de Hoge Raad, enz. »*

Volgens de Regering staat het voorstel dat de verenigingen hun statuten moeten bekendgemaakt hebben in het *Staatsblad*, gelijk met de bepaling volgens dewelke de Koning de rechtspersoonlijkheid aan de verenigingen kan opleggen. Daarenboven, door te eisen dat de verenigingen sedert drie jaar moeten bestaan om te worden erkend, wordt aan de regeling, die volledig nieuw is, terugwerkende kracht gegeven waardoor een ontoelaatbare en op objectieve gronden een niet-verdedigbare voorrang aan bestaande verenigingen zou worden verleend.

Door taken van gerechtelijke politie toe te vertrouwen aan private personen worden in het strafrecht en de strafrechtspleging nieuwe principes ingesteld.

Het kan niet toegelaten worden private personen te bekleden met een politiemacht. Niets belet dat de Koning zou bepalen dat zij de overheid — gerechtelijke en administratieve — zouden begeleiden bij hun taak, maar persoonlijk processen-verbaal opmaken gaat niet op. Men kan zich overigens de moeilijkheden voorstellen die voortvloeien uit een verkeerd opgemaakt proces-verbaal.

De regelen van de verantwoordelijkheid van de gerechtelijke ambtenaar wordt daar in vraag gesteld. Quid in geval het proces-verbaal aangevallen wordt op grond van inschrijving wegens valsheid ?

De verantwoording bij het amendement legt duidelijk de nadruk op de uitgebreide rol die men aan die private agenten van de verenigingen wil toebedelen. Om de overlast van de parketten tegen te gaan, zouden zij optreden bij het openbaar ministerie om te beletten dat zaken worden gesponeerd of dat ongewenste dadingen zouden worden afgesloten enerzijds en zouden zij waken op de uitvoering op burgerlijk gebied van de vonnissen.

En fait, c'est le problème de l'exercice de l'action civile qui est posé ici et il est demandé de l'inscrire expressément dans la loi en faveur des associations de protection des animaux. Ce problème a une importance de caractère général, qui dépasse le cadre du projet.

La jurisprudence de la Cour de cassation n'admet l'exercice de l'action civile devant le juge répressif que par une personne qui peut se prétendre personnellement lésée par l'infraction, objet de l'action publique, c'est-à-dire par qui-conque justifie avoir pu être victime de cette infraction dans sa personne, dans ses biens ou dans son honneur.

Ainsi, la Cour de cassation considère que le seul intérêt d'associations sans but lucratif ou d'établissements d'utilité publique en ce qui concerne la répression d'agissements interdits par la loi pénale se confond avec l'intérêt social, dont la sauvegarde est exclusivement confiée au ministère public, de sorte que pareil intérêt ne saurait justifier une constitution de partie civile (voir notamment : Cass. 24 novembre 1982, *Rev. droit pénal et criminel*, 1983, p. 380, et les conclusions de M. l'avocat général J. Velu).

Certes, la loi peut reconnaître expressément ce droit exceptionnel dans certaines matières bien précisées. C'est ce que fit la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (article 5, alinéa 1<sup>er</sup>).

Mais le législateur semble bien conscient qu'il n'y a pas lieu pour lui de s'engager systématiquement dans cette voie. Ainsi la Chambre des Représentants a-t-elle rejeté une disposition analogue de la proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives au crime de viol, avec d'ailleurs, l'assentiment des auteurs de la proposition.

Cette question a été précisée lors des travaux de la Commission de la Justice (rapport établi le 18 juin 1982 par M. Brouhon au nom de la Commission de la Justice, Doc. parl. Chambre n° 166 (1981-1982) - n° 8, pp. 9, 10 et 30 à 32).

Il a été dit à cette occasion que « l'exemple de la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie n'est pas à suivre (...)

Ce point revêt une particulière importance car il touche non seulement au viol, mais à des principes fondamentaux d'organisation de notre société.

En effet, habiliter des tiers qui ne sont que des associations de particuliers s'érigent sans aucun contrôle en justiciers, à poursuivre au pénal, revient à faire un pas qui ne serait hélas pas le premier, mais qui n'en serait pas moins un de trop, dans la voie d'un régime d'action populaire. »

De façon générale, « ou bien nous estimons que le ministère public, de nos jours, procède bien aux poursuites souhaitables, ou bien nous estimons au contraire qu'il ne le fait

In feite wordt hier het probleem gesteld van de burgerlijke rechtsvordering waarvan gevraagd wordt het uitdrukkelijk in de wet in te schrijven ten voordele van de verenigingen voor dierenbescherming. Dit probleem heeft een belangrijk algemeen karakter, dat verder reikt dan het kader van het ontwerp.

De rechtspraak van het Hof van Cassatie laat de uitvoering van de burgerlijke rechtsvordering voor de strafrechter enkel toe aan de persoon die kan aantonen dat hij persoonlijk is benadeeld door het misdrijf, voorwerp van de strafvordering, of aan hem die bewijst dat hij in zijn persoon, in zijn goederen of in zijn eer is geschaad als slachtoffer van het misdrijf.

Het Hof van Cassatie oordeelt aldus dat het enig belang van verenigingen zonder winstoogmerk of van instellingen van openbaar nut bij de beteugeling van bij de strafwet verboden handelingen samenvalt met het maatschappelijk belang, waarvan de behartiging uitsluitend aan het openbaar ministerie is opgedragen, zodanig dat dergelijk belang de aanstelling als burgerlijke partij niet verantwoordt (zie o.m. Cass. 24 november 1982, *Rev. droit pénal et criminel*, 1983, p. 380, en de besluiten van de heer Advocaat-Generaal J. Velu).

Zonder twijfel kan de wet uitdrukkelijk dit uitzonderlijk recht toekennen in sommige welbepaalde materies. Dit is gebeurd in de wet van 30 juli 1981 strekkende tot beteugeling van sommige handelingen ingegeven door racisme en vreemdelingenhaat (artikel 5, lid 1).

Maar de wetgever is er zich terdege van bewust dat er geen reden bestaat om zich systematisch op deze weg te begeven. Aldus heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers een soortgelijke bepaling in het wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de verkrachting afgewezen, hierin overigens bijgetreden door de indieners van het voorstel.

Dit vraagstuk werd nader behandeld door de Commissie voor de Justitie (verslag van 18 juni 1982 van de heer Brouhon in naam van de Commissie van Justitie, Gedr. St. Kamer nr. 166 (1981-1982) - nr. 8, blz. 9, 10 en 30 tot 32).

Bij die gelegenheid werd gezegd dat « het voorbeeld van de wet tot bestrafing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden geen navolging verdient. »

Dat is een bijzonder belangrijk punt omdat het niet alleen verband houdt met verkrachting, maar ook met de grondbeginselen van onze maatschappelijke ordening.

Indien men namelijk derden die slechts verenigingen zijn van particuliere personen, die zich zonder enig toezicht als rechtsprekers opwerpen, de mogelijkheid biedt om strafvervolging in te stellen, is dat helaas wel niet de eerste stap maar dan toch een stap te veel in de richting van een systeem van volksrechtspraak. »

In het algemeen « vinden wij dat de gewenste strafvervolging vandaag de dag door het openbaar ministerie behoorlijk wordt ingesteld, ofwel vinden wij dat het zulks niet naar

pas. Dans la seconde hypothèse (qui ne paraît pas prouvée), il serait superflu d'instituer un nouveau mécanisme régulateur, alors qu'il en existe déjà plusieurs dans le jeu normal des institutions :

1<sup>o</sup> le Ministre de la Justice est, d'une part, responsable devant le Parlement et, d'autre part, pourvu des moyens qui lui permettent d'assumer cette responsabilité puisque nul ne conteste qu'il peut donner aux parquets l'injonction de poursuivre;

2<sup>o</sup> la constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction et la citation directe sont des ressources non négligeables.

D'autre part, si l'on estime que le ministère public poursuit lorsqu'il le faut, il est parfaitement gratuit et même offensant de le doubler en créant une institution nouvelle chargée en somme de remplir sa fonction. »

Il faut insister sur le caractère superflu d'une telle disposition dans notre droit. Il s'agit en outre, selon lui, d'un détournement de l'action publique, étant donné que selon la disposition, ce n'est plus le ministère public qui poursuit, mais des groupements qui prennent en charge, à titre privé, ce qui relève du domaine de l'action publique.

En effet, il y a toujours, en n'importe quelle matière, des intérêts à protéger et le risque existe que des groupements s'érigent en justiciers. Admettre qu'ils puissent entamer l'action publique en se constituant partie civile c'est jeter le discrédit sur l'exercice de l'action publique par le ministère public. »

Le Gouvernement dépose l'amendement suivant :

« Remplacer le texte de cet article comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut agréer des associations nationales et régionales comme représentatives de la protection et du bien-être des animaux. Il peut prescrire que pour être agréée une association doit avoir la personnalité juridique.

§ 2. Le Roi peut fixer les modalités de la collaboration des associations agréées et de leurs préposés avec les agents de l'autorité qu'il désigne. »

En conséquence, le mot « sociétés » figurant dans le projet est remplacé par le mot « associations », et l'article est subdivisé en deux paragraphes, le nouveau § 2 conférant au Roi la faculté de fixer les modalités de la collaboration.

Le premier amendement est retiré par son auteur.

L'amendement du Gouvernement et l'article 33 ainsi amendé sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

behoren doet. In de laatste veronderstelling (die ons niet bewezen lijkt) zou het te ver gaan een nieuwe regeling in te voeren, terwijl er binnen het normale bestek van de instellingen reeds verscheidene bestaan :

1<sup>o</sup> niet alleen is de Minister van Justitie verantwoording verschuldigd aan het Parlement, maar bovendien beschikt hij over de middelen om dienovereenkomstig te handelen, aangezien niemand betwist dat hij de parketten kan gelasten vervolgingen in te stellen;

2<sup>o</sup> ook kan men zich burgerlijke partij stellen voor de onderzoeksrechter en rechtstreeks dagvaarden. Die mogelijkheden zijn toch niet te veronachtzamen.

Indien men echter van oordeel is dat het openbaar ministerie wel degelijk vervolging instelt wanneer dat nodig is, heeft het geen zin en lijkt het zelfs stuitend dat daarnaast een nieuwe instelling wordt opgericht die al bij al dezelfde taak heeft. »

De nadruk moet worden gelegd « op het feit dat een dergelijke bepaling in ons rechtsbestel overbodig is. Daarenboven komt het hem voor dat de strafvordering, als het ware afgewend wordt, aangezien de vervolging volgens de bepaling niet meer wordt ingesteld door het openbaar ministerie, maar door verenigingen die zich op eigen houtje gaan bemoeien met wat eigenlijk tot de strafvordering behoort.

In om het even welke aangelegenheid moeten er immers altijd belangen worden behartigd en het gevaar bestaat dat bepaalde verenigingen zelf het recht in handen gaan nemen. Als men hun toestaat de strafvordering in te stellen door zich burgerlijke partij te stellen, brengt men de uitoefening van die vordering door het openbaar ministerie in diskrediet. »

De Regering legt volgend amendement neer :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« § 1. De Koning kan de voorwaarden bepalen volgens welke de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort, nationale en regionale verenigingen kan erkennen als representatief voor de bescherming en het welzijn van dieren. Hij kan bepalen dat om erkend te worden een vereniging de rechtspersoonlijkheid moet bezitten.

§ 2. De Koning kan de wijze van de samenwerking van de erkende verenigingen en hun aangestelden met de door hem aangewezen overheidspersonen bepalen. »

Dienvolgens wordt in het voorgestelde artikel het woord « maatschappijen » vervangen door het woord « verenigingen », wordt het artikel in twee paragrafen onderverdeeld terwijl in de nieuwe § 2 aan de Koning de macht wordt verleend om de samenwerking te organiseren.

Het eerste amendement wordt ingetrokken.

Het Regeringsamendement en het aldus gemaandeed artikel 33 worden eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Dans le titre du Chapitre X, le mot « sociétés » est également remplacé par le mot « associations ».

\*\*

## CHAPITRE XI

### Dispositions pénales

Sur la proposition de la Commission, une discussion générale est d'abord consacrée aux dispositions pénales.

Selon le Gouvernement, les dispositions pénales du projet ont pour but d'améliorer la répression des délits, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

Tout d'abord, les peines réservées aux infractions les plus graves sont renforcées, puisque le minimum de l'emprisonnement passe de huit jours à un mois.

Ensuite, on a voulu limiter le recours aux courtes peines d'emprisonnement conformément aux tendances actuelles du droit pénal. Ce souci a d'ailleurs été exprimé par les parlementaires, tant au Sénat qu'à la Chambre, notamment lors de la discussion des budgets du Ministère de la Justice.

Enfin, toute une série de mesures ont été prévues, qui n'ont pas seulement une incidence répressive mais aussi préventive telles que la fermeture de l'établissement, l'interdiction de la détention d'animaux d'une ou de plusieurs espèces, la saisie et la confiscation de l'animal.

Un sénateur fait observer qu'à son avis, l'abandon de la peine d'emprisonnement diminue en fait la répression des infractions par rapport aux sanctions prévues par la loi de 1975. En effet, la peine d'emprisonnement a un impact psychologique. On ignore généralement les peines d'amende mais l'opinion publique n'oublie pas la honte d'une peine d'emprisonnement.

Comment peut-on dès lors supprimer l'emprisonnement et prétendre que c'est pour le bien-être des animaux ?

Enfin, l'article 36 prévoit certaines infractions qui méritent d'être revues. L'impact psychologique serait maintenu si on introduisait à nouveau l'emprisonnement, du moins pour certaines infractions. Les dispositions pénales constituent un recul, entraînant l'incompréhension des milieux de la protection des animaux.

Un membre estime que certaines infractions prévues à l'article 36 doivent être sanctionnées plus sévèrement. C'est le cas pour l'infraction consistant à organiser des combats d'animaux ou des exercices de tir sur animaux (art. 36, 2<sup>e</sup>).

\*\*

Le Gouvernement propose alors de revoir les articles 35, 36 et 42. La Commission décide de retenir le nouveau texte amélioré comme base de discussion.

\*\*

In de titel van Hoofdstuk X moet het woord « Maatschappijen » eveneens door het woord « Verenigingen » worden vervangen.

\*\*

## HOOFDSTUK XI

### De strafbepalingen

Op voorstel van de Commissie wordt vooreerst een algemene besprekking gewijd aan de strafbepalingen.

Volgens de Regering hebben de strafbepalingen in het ontwerp tot doel de beteugeling van de misdrijven te verbeteren gepaard aan meer doeltreffendheid en samenhang.

In de eerste plaats worden de straffen voor de ergste inbreuken verzwaard, daar het minimum van de gevangenisstraf gebracht is van acht dagen tot een maand.

Vervolgens heeft men ernaar gestreefd, overeenkomstig de huidige tendens in het strafrecht, geen gebruik te maken van korte gevangenisstraffen. Deze tendens beantwoordt aan een uitdrukkelijk verzoek van zowel Senatoren als Volksvertegenwoordigers, zoals blijkt uit de besprekingen van de begrotingen van het Ministerie van Justitie.

Tenslotte worden een reeks maatregelen voorzien, die niet alleen een represieve weerslag hebben maar ook preventief zijn zoals de sluiting van bedrijven, het verbod om dieren van een of meerdere soorten te houden, de inbeslagname en de verbeurdverklaring van het dier.

Een senator doet opmerken dat, naar zijn mening de verzaking aan de gevangenisstraf in feite de beteugeling van de misdrijven verlicht in vergelijking met de sancties opgenomen in de wet van 1975. Er ligt overigens in de gevangenisstraf een psychologische weerslag; men kent over het algemeen niet de boeten, maar de publieke opinie vergeet niet licht de schande die een gevangenisstraf inhoudt.

Hoe kan men dan ook de gevangenisstraf schrappen en beweren dat dit gebeurt voor het welzijn der dieren ?

Tenslotte zijn er in artikel 36 sommige misdrijven ingeschreven die herzien moeten worden. De psychologische weerslag zou behouden blijven, moest men de gevangenisstraf ten minste voor sommige misdrijven opnieuw invoeren. De strafbepalingen van het wetsontwerp betekenen een stap terug en slaan de middens van de dierenbescherming met verstomming.

Een lid meent dat sommige misdrijven uit artikel 36 een zwaardere straf behoeven. Dit is het geval voor het misdrijf van de organisatie van dierengevechten en schietoefeningen op dieren (art. 36, 2<sup>e</sup>).

\*\*

De Regering stelt hierop voor de artikelen 35, 36 en 42 te herzien. De Commissie besluit de nieuwe verbeterde tekst te nemen tot basis van de besprekking.

\*\*

**Article 34**

Cet article est adopté sans discussion à l'unanimité des 12 membres présents.

**Article 35**

Le Gouvernement dépose l'amendement suivant :

« Remplacer le texte de cet article comme suit :

« Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 26 francs à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui :

1<sup>o</sup> se livre sciemment à des actes non visés par la présente loi qui ont pour but de faire périr inutilement un animal ou de lui causer inutilement une mutilation, une lésion ou des souffrances;

2<sup>o</sup> organise des combats d'animaux ou organise des exercices de tir sur animaux, y participe avec ses animaux, y prête concours d'une manière quelconque ou organise des paris sur leurs résultats;

3<sup>o</sup> abandonne un animal avec l'intention de s'en défaire;

4<sup>o</sup> se livre à des interventions douloureuses en violation des prescriptions de l'article 18;

5<sup>o</sup> commet des amputations interdites par l'article 19;

6<sup>o</sup> se livre à des expériences dans des conditions contraires aux articles 20, 24 et 30. »

Un membre propose de compléter le 1<sup>o</sup> de l'article 35 par les mots « y compris le gibier pendant la chasse à courre ».

Le Gouvernement fait observer que la chasse à courre est une manière de chasser et qu'elle n'est pas mentionnée comme telle dans la loi sur la chasse.

Par contre, dans les arrêtés publiés annuellement par les Exécutifs, il est question de la chasse à courre.

A titre d'exemple : l'arrêté ministériel du 22 juin 1983 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1983-1984 dans la Région wallonne définit à l'article 1<sup>er</sup>, d, que la chasse à courre, avec meute et sans armes à feu, à tous les gibiers de courre est autorisée du 15 septembre au 1<sup>er</sup> mai inclus dans toutes les communes (*Moniteur belge* du 12 juillet 1983).

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat (p. 31, alinéa 6), le projet ne contient aucune règle juridique concernant la chasse, étant donné que cette matière relève de la compétence exclusive des Exécutifs.

L'article 15, deuxième alinéa, fait uniquement état « de la pratique de la chasse » pour ce qui est du genre de mise à mort. Lorsqu'un acte de cruauté est commis dans ce contexte, il est fait application de l'article 35.

Par conséquent, il n'est pas indiqué de mentionner expressément la chasse à courre à l'article 35, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>. Ce dernier

**Artikel 34**

Dit artikel wordt zonder verdere besprekking eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

**Artikel 35**

De Regering legt volgend amendement neer :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot drie maanden en met een geldboete van 26 frank tot 1 000 frank of met een van die straffen alleen, bij die :

1<sup>o</sup> wetens handelingen pleegt die niet door deze wet zijn voorzien en die tot doel hebben dat een dier nutteloos omkomt of nutteloos een vermindering, een letsel of pijn ondergaat;

2<sup>o</sup> dierengevechten of schietoefeningen op dieren organiseert, er met zijn dieren aan deelneemt, eraan op enigerlei wijze medewerking verleent of over de uitslag ervan weddenschappen inricht;

3<sup>o</sup> een dier acht'laat met de bedoeling zich ervan te ontdoen;

4<sup>o</sup> pijnlijke ingrepen verricht in overtreding van de bepalingen van artikel 18;

5<sup>o</sup> amputaties verricht die verboden zijn door artikel 19;

6<sup>o</sup> proeven doet in omstandigheden die strijdig zijn met de artikelen 20, 24 en 30. »

Een lid stelt voor aan artikel 35, 1<sup>o</sup>, toe te voegen « met inbegrip van het wild tijdens de lange jacht ».

De Regering doet opmerken dat de lange jacht een jachtwijze is en als dusdanig in de jachtwet niet voorkomt.

In de jaarlijks bekendgemaakte besluiten van de Executieven wordt wél van de lange jacht gesproken.

Ten titel van voorbeeld : in het besluit van de Vlaamse Gemeenschap van 22 juni 1983 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1983-1984 in het Vlaamse Gewest wordt in artikel 1, d, bepaald dat de lange jacht met meute en zonder vuurwapens toegelaten is van 15 oktober tot en met 15 maart in 18 benaamde gemeenten (*Belgisch Staatsblad* van 12 juli 1983).

Overeenkomstig het advies van de Raad van State (blz. 31, 6e lid) wordt er in het wetsontwerp geen rechtsregel ingelast met betrekking op de jacht, daar deze materie tot de uitsluitende bevoegdheid van de Executieven behoort.

In artikel 15, 2e lid, van het wetsontwerp wordt nog enkel verwezen naar « de gebruiken van de jacht » over de wijze van doding van dieren. Wordt hierbij een daad van wredeheid begaan, dan is artikel 35 van toepassing.

Het is derhalve niet aangewezen uitdrukkelijk de lange jacht te vermelden in artikel 35, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>. Dit laatste punt

point n'a pas de rapport avec la pratique de la chasse, mais avec les combats d'animaux et les exercices de tir sur animaux. D'ailleurs, cet article est formulé de manière tellement claire que tout acte de cruauté ou tout mauvais traitement en tant que tel englobe tout acte survenant pendant la chasse, quelle que soit la manière de chasser.

Par 13 voix contre 2, la Commission décide que l'amendement est irrecevable en raison des compétences attribuées par la loi du 8 août 1980.

Ce vote ne porte en rien atteinte à l'avis de la Commission selon lequel l'amendement est conforme à la philosophie du projet.

Le Gouvernement déclare que les dispositions du présent projet s'appliqueront automatiquement dès que la chasse à courre ne sera plus considérée comme une manière de chasser.

Par suite du dépôt d'un nouveau texte pour l'article 35 par le Gouvernement, tous les autres amendements sont retirés par leurs auteurs.

L'amendement du Gouvernement et, par conséquent, l'article 35 sont adoptés par 10 voix contre 2 et 1 abstention.

#### Article 36

Le Gouvernement dépose l'amendement suivant :

*« Remplacer le texte de cet article comme suit :*

*« Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de 26 francs à 1 000 francs celui qui :*

*1<sup>e</sup> excite la féroceité d'un animal en le dressant contre un autre animal;*

*2<sup>e</sup> administre ou fait administrer à un animal des substances qui ont pour but d'augmenter artificiellement et temporairement ses prestations;*

*3<sup>e</sup> enfreint les dispositions de l'article 4 du chapitre IV et les dispositions du chapitre VIII, autres que celles visées à l'article 35, 6<sup>e</sup>, ou des arrêtés pris en exécution de ces dispositions;*

*4<sup>e</sup> ne se conforme pas aux mesures visées à l'article 4, § 5, et prescrites par les agents de l'autorité compétents ou rend inopérantes les mesures prises;*

*5<sup>e</sup> impose à un animal un travail douloureux ou dépassant manifestement ses forces, sauf pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII;*

*6<sup>e</sup> enfreint les dispositions du chapitre VI;*

*7<sup>e</sup> se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait;*

*8<sup>e</sup> met en vente, vend, achète ou détient un oiseau aveuglé;*

*9<sup>e</sup> utilise un animal à des fins de dressage, de mise en scène d'un film, de publicité, ou à des fins similaires dans la mesure où il est évident qu'il en résulte des douleurs, des souffrances ou des lésions;*

heeft geen betrekking op jachtpraktijken, wél op diergevechten en schietoefeningen op dieren. Overigens is dat artikel zo klaar gesteld dat elke daad van wredeheid of mishandeling als dusdanig elke daad omvat die gedurende de jacht plaatsheeft, welke ook de wijze van jagen is.

Met 13 tegen 2 stemmen beslist de Commissie dat het amendement onontvankelijk is in het licht van de bevoegdheden toegekend door de wet van 8 augustus 1980.

Deze stemming doet niets af van de mening van de Commissie dat het amendement in de filosofie van het ontwerp past.

De Regering verklaart dat de bepalingen van onderhavige wet automatisch worden toegepast van zodra de lange jacht niet meer als jachtwijze wordt beschouwd.

Wegens het indienen door de Regering van een nieuwe tekst voor artikel 35 worden alle overige amendementen door de auteurs ingetrokken.

Het Regeringsamendement en dus artikel 35 wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen, bij 1 onthouding.

#### Artikel 36

De Regering dient volgend amendement in :

*« Dit artikel te vervangen als volgt :*

*« Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een boete van 26 frank tot 1 000 frank, hij die :*

*1<sup>e</sup> de aanvalsdrift van een dier opdrijft door het op te bitsen tegen een ander dier;*

*2<sup>e</sup> aan een dier stoffen toedient of doet toedienen met het doel zijn prestaties kunstmatig en tijdelijk te verhogen;*

*3<sup>e</sup> in overtreding wordt bevonden van artikel 4 van hoofdstuk IV en de bepalingen van hoofdstuk VIII andere dan deze bedoeld bij artikel 35, 6<sup>e</sup>, of van de besluiten genomen in uitvoering van die bepalingen;*

*4<sup>e</sup> de door de bevoegde overheidspersonen voorgeschreven maatregelen bedoeld in artikel 4, § 5, niet nakomt of de getroffen maatregelen tenietdoet;*

*5<sup>e</sup> een dier een pijnlijke of kennelijk te zware arbeid laat verrichten, behalve voor dierproeven uitgevoerd volgens hoofdstuk VIII;*

*6<sup>e</sup> in overtreding van hoofdstuk VI wordt bevonden;*

*7<sup>e</sup> honden als last- en trekdieren gebruikt;*

*8<sup>e</sup> een blind gemaakte vogel te koop stelt, verkoopt, koopt of houdt;*

*9<sup>e</sup> een dier gebruikt voor een africhting, filmopname, reclame of gelijkaardige doeleinden indien dit duidelijk leidt tot pijn, lijden of letsel;*

*10<sup>e</sup> nourrit ou abreuve de force un animal, sauf pour des raisons médicales ou pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII;*

*11<sup>e</sup> donne à un animal une substance qui peut lui causer des souffrances ou des lésions sauf pour des raisons médicales, ou pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII;*

*12<sup>e</sup> en infraction à l'article 12, cède des animaux à des personnes de moins de 16 ans;*

*13<sup>e</sup> expédie un animal vertébré contre remboursement;*

*14<sup>e</sup> expose des animaux vertébrés à l'étalage à des fins publicitaires ou décoratives sauf dans les établissements commerciaux pour animaux;*

*15<sup>e</sup> enfreint les obligations définies à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'article 9, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, aux articles 10 ou 11, aux dispositions d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 6 ou 7, se livre à une exploitation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, sans l'agrément exigée par cet article, ou détient des animaux contrairement à l'article 5, § 4. »*

Un membre déclare que l'examen de cet article est très important car « la loi pénale est la charte du malfaiteur ». Elle doit donc définir très précisément en quoi consiste le délit.

Etant donné l'évolution des choses, les gens ne considèrent plus tous les animaux de la même manière que dans le passé. Il n'y a plus que 4 p.c. de la population qui soient vraiment actifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage; les gens de ces secteurs savent mieux que quiconque en quoi consiste le bien-être des animaux. Quant à la question de savoir si le fait, pour l'homme, de considérer qu'un animal qui a été assigné pendant des siècles à une tâche déterminée, n'est plus capable de l'accomplir, est vraiment un signe de civilisation, de raffinement ou de progrès, il ne désire pas la trancher.

Le point 1<sup>e</sup> de l'amendement gouvernemental est adopté sans discussion par 10 voix contre 2.

Point 2<sup>e</sup> — Un membre suppose que l'on vise ici le dopage d'animaux, mais cela ne ressort pas du texte. La notion d'administration de produits est si générale qu'elle peut s'étendre à toutes formes d'administration, même à celle de glucose, et que tout peut devenir punissable.

Il est, par conséquent, nécessaire de préciser quels sont les produits visés.

Le Gouvernement approuve ce point de vue et propose que l'on confie au Roi le soin de déterminer les produits en question.

La Commission adopte le 2<sup>e</sup> ainsi sous-amendé par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Point 3<sup>e</sup> — Un membre propose de supprimer le 3<sup>e</sup>.

Selon le Gouvernement, la disposition du 3<sup>e</sup> ne fait que confirmer une situation existante.

*10<sup>e</sup> een dier onder dwang voeder of drinken toedient behalve om medische redenen of voor dierproeven uitgevoerd volgens hoofdstuk VIII;*

*11<sup>e</sup> een dier een stof toedient die het pijn of letsel kan berokkenen behalve om medische redenen of voor dierproeven uitgevoerd volgens hoofdstuk VIII;*

*12<sup>e</sup> in overtreding van artikel 12, dieren afstaat aan personen van minder dan 16 jaar;*

*13<sup>e</sup> een gewerveld dier onder rembours verzendt;*

*14<sup>e</sup> gewervelde dieren in het uitstalraam tentoonstelt met reclame of decoratieve oogmerken behalve in de handelszaken voor dieren;*

*15<sup>e</sup> in overtreding wordt bevonden met de verplichtingen bepaald bij artikel 9, § 1, eerste lid, bij artikel 9, § 2, ledens 1 en 2, bij de artikelen 10 of 11, bij de bepalingen van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 6 en 7, een bedrijf bedoeld in artikel 5, § 1, voert zonder erkenning of dieren houdt in overtreding van artikel 5, § 4. »*

Een lid verklaart dat het onderzoek van dit artikel zeer belangrijk is want « de strafwet is de keur van de misdadiger ». De strafwet moet zeer scherp bepalen waarin het misdrijf bestaat.

De evolutie brengt mede dat niet een ieder meer dezelfde visie op de dieren heeft zoals voorheen. Er is nog slechts 4 pct. van de bevolking werkelijk actief in de landbouw en veeteelt; ze weten beter dan wie ook waarin het welzijn van een dier bestaat. Of het werkelijk een teken is van beschaving, fijngevoeligheid of vooruitgang van de mens wanneer hij meent dat een dier een taak die het eeuwenlang heeft vervuld niet meer aankan, laat hij overigens in het midden.

Het cijfer 1<sup>e</sup> van het Regeringsamendement wordt zonder opmerkingen aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

Cijfer 2<sup>e</sup> — Een lid veronderstelt dat hier de doping van de dieren wordt bedoeld maar dat blijkt niet uit de tekst. Stoffen toedienen is een zo algemeen begrip dat alles daaroor kan worden begrepen, zelfs druivesuiker toedienen en dat alles strafbaar kan worden gesteld.

Het is derhalve noodzakelijk te bepalen over welke stoffen het gaat.

De Regering stemt met die zienswijze in en stelt voor dat de Koning die stoffen zou bepalen.

De Commissie neemt het aldus gesubamendeerd 2<sup>e</sup> aan met 10 tegen 1, bij 1 onthouding.

Cijfer 3<sup>e</sup> — Een lid stelt voor dit punt te schrappen.

Volgens de Regering wordt hier alleen een bestaande toestand bevestigt.

Le 3<sup>e</sup> est rejeté par 6 voix contre 6 et 1 abstention.

Au cours d'une réunion suivante, le Gouvernement demande une seconde lecture de l'article.

La Commission marque son accord unanime.

En conséquence, le Gouvernement dépose un amendement rédigé comme suit :

« Insérer un 3<sup>e</sup>, rédigé comme suit :

« 3<sup>e</sup> enfreint les dispositions de l'article 4, du chapitre IV ou du chapitre VIII, autres que celles visées à l'article 35, 6<sup>e</sup>, ou des arrêtés pris en exécution de ces dispositions ; »

Il le justifie comme suit :

« A. L'article 4 oblige toute personne qui détient un animal à le traiter conformément à sa nature et ses besoins.

*Le Roi peut arrêter des règles complémentaires relatives à la liberté de mouvement de l'animal et aux conditions ambiantes du logement des animaux.*

Ce point essentiel du projet de loi doit être assorti d'une sanction efficace.

B. Le chapitre IV traite des conditions de transport des animaux fixées par le Roi.

*La loi du 15 mars 1971 portant approbation de la convention européenne sur la protection des animaux en transport international faite à Paris le 13 décembre 1968 ne contient pas de sanctions pénales pour les infractions à ladite convention et aux arrêtés royaux pris en exécution de celle-ci.*

*La loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux dispose à l'article 2, 3<sup>e</sup>, que les infractions aux dispositions établies par le Roi en matière de transport d'animaux sont sanctionnées d'une peine correctionnelle.*

Il s'impose de maintenir ces sanctions.

3<sup>e</sup> Le Chapitre VIII traite des expériences sur les animaux.

L'article 35, 6<sup>e</sup>, dispose que celui qui se livre à des expériences en infraction aux articles 20, 24 et 30 est puni des peines y prévues.

Les infractions à toutes les autres règles de ce chapitre VIII seraient donc poursuivies et punies conformément à l'article 36. »

Toutes les infractions aux dispositions du chapitre VIII ont été reprises à l'article 36, 4<sup>e</sup>, du projet. Par suite de la modification des articles 35 et 36, par la voie de l'amendement gouvernemental, certaines infractions sont inscrites à l'article 35; il convient dès lors de laisser les autres infractions à l'article 36.

L'amendement gouvernemental et le 3<sup>e</sup> sont adoptés en seconde lecture à l'unanimité des 12 membres présents.

Het 3<sup>e</sup> wordt verworpen met 6 tegen 6 stemmen, bij 1 onthouding.

Tijdens een volgende vergadering vraagt de Regering een tweede lezing van het artikel te houden.

De Commissie betuigt hiermede eenparig haar instemming.

Dienvolgens dient de Regering volgend amendement in :

« In dit artikel een 3<sup>e</sup>, opgesteld als volgt, in te voegen :

« 3<sup>e</sup> in overtreding wordt bevonden van de bepalingen van artikel 4, van hoofdstuk IV of van hoofdstuk VIII, andere dan deze bedoeld bij artikel 35, 6<sup>e</sup>, of van besluiten genomen in uitvoering van die bepalingen; »

De verantwoording luidt :

A. Artikel 4 verplicht ieder persoon die een dier houdt het te behandelen in overeenstemming met zijn aard en zijn behoeften.

De Koning kan nadere regelen bepalen betreffende de bewegingsvrijheid van een dier en betreffende de milieuvoorwaarden van het verblijf van de dieren.

Dit essentieel punt in het wetsontwerp moet vergezeld gaan van een degelijke sanctie.

B. Hoofdstuk IV handelt over de voorwaarden van vervoer van dieren die de Koning bepaalt.

De wet van 15 maart 1971 houdende goedkeuring van de Europese Overeenkomst inzake de bescherming van dieren tijdens internationaal vervoer, opgemaakt te Parijs op 13 december 1968, omvat geen strafmaatregelen voor inbreuken op die Overeenkomst en op de koninklijke besluiten genomen in uitvoering ervan.

De wet van 2 juli 1975 op de dierenbescherming bepaalt in artikel 2, 3<sup>e</sup>, dat inbreuken op de door de Koning gestelde bepalingen inzake het vervoer van dieren correctieel bestraft worden.

Het is noodzakelijk die strafmaatregelen te handhaven.

3<sup>e</sup> Hoofdstuk VIII handelt over dierenproeven.

Artikel 35, 6<sup>e</sup>, bepaalt dat wie dierenproeven verricht in overtreding van de artikelen 20, 24 en 30 met de daar voorziene straffen wordt bestraft.

Inbreuken op alle andere regelingen in dit hoofdstuk VIII zouden derhalve onder artikel 36 vallen, wat betreft de strafmaatregelen. »

In het ontwerp werden alle inbreuken op de bepalingen van hoofdstuk VIII ondergebracht in artikel 36, 4<sup>e</sup>. De wijziging van de artikelen 35 en 36 door het Regeringsamendement brengt mede dat sommige misdrijven in artikel 35 worden ingeschreven; het is derhalve aangewezen de overige misdrijven in artikel 36 te laten.

Het amendement van de Regering en dus het 3<sup>e</sup> wordt in tweede lezing eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

Point 4<sup>o</sup> — Le 4<sup>o</sup> est adopté sans discussion par 11 voix contre 2.

Point 5<sup>o</sup> — Un membre demande si l'on pourra encore atteler un cheval à une charrue. On trouvera sans aucun doute des personnes qui s'indigneront devant cette pratique séculaire.

Un membre fait observer qu'il s'agit du même texte que celui de l'article 2, 2<sup>o</sup>, de la loi du 2 juillet 1975.

Un autre membre propose de préciser les mots « un travail dépassant manifestement ses forces », en écrivant « impose à un animal un travail dépassant manifestement ses capacités naturelles ». Il souligne que le fait d'imposer un travail douloureux sera considéré comme un acte de cruauté.

Ainsi sous-amendé, l'amendement est adopté par 11 voix contre 2.

Le point 6<sup>o</sup> est également adopté par 11 voix contre 2.

Point 7<sup>o</sup>. — Un membre fait observer que l'article 2, 4<sup>o</sup>, de la loi du 2 juillet 1975 prévoyait des dérogations qui pouvaient être accordées par le Roi.

La Commission décide, par 10 voix contre 2 et 1 abstention, de reprendre le texte de la loi du 2 juillet 1975.

Point 8<sup>o</sup> — Un membre demande si le fait de placer un animal dans une cage obscure, ce qui le rend ou risque de le rendre aveugle, constitue une infraction qui tombe sous le point à l'examen.

Le Gouvernement fait observer qu'il s'agit de la répétition du texte de l'article 2, 5<sup>o</sup>, de la loi de 1975. N'est puni que l'aveuglement artificiel de l'animal, et non l'acte passif commis par le membre, qui tombe éventuellement sous l'application du chapitre II. Le texte est donc d'interprétation stricte. Le but poursuivi n'est pas de punir les détenteurs actuels d'oiseaux.

Le point 8<sup>o</sup> est adopté par 8 voix contre 4.

Point 9<sup>o</sup> — Un membre demande ce qu'il faut entendre par dressage. Depuis des siècles, l'homme dompte et dresse des animaux dans un but déterminé. Cela est-il devenu punissable ?

Un membre relève que la dernière partie de la phrase est déterminante pour la nature de l'infraction : causer des douleurs, des souffrances ou des lésions.

Un membre constate donc que le dressage, etc., doit être en rapport avec la physiologie de l'animal. Dans le dressage et les activités du cirque, il y a une tradition dont on ne s'écarte pas.

Un porte-parole gouvernemental propose de compléter le point à l'examen par le mot « exagérés », parce que tout dressage peut s'accompagner à certains moments de souffrances plus ou moins importantes.

Cijfer 4<sup>o</sup> — Zonder verdere besprekking aangenomen met 11 stemmen tegen 2.

Cijfer 5<sup>o</sup> — Een lid vraagt of men een paard nog voor de ploeg mag spannen. Er zullen zeker personen gevonden worden die zich aan die eeuwenoude praktijk zullen ergeren.

Een lid doet opmerken dat hier dezelfde tekst staat als in de wet van 2 juli 1975, artikel 2, 2<sup>o</sup>.

Een lid stelt voor dat de woorden « kennelijk te zware arbeid laat verrichten » beter bepaald moet worden door te schrijven : « een dier arbeid laat verrichten die kennelijk zijn natuurlijke krachten te boven gaat », erop wijzend dat pijnlijke arbeid opleggen als een daad van wreedheid zal worden aangezien.

Het aldus gesubamendeerd amendement wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

Het cijfer 6<sup>o</sup> wordt eveneens aangenomen met 11 tegen 2 stemmen.

Cijfer 7<sup>o</sup>. — Een lid laat opmerken dat artikel 2, 4<sup>o</sup>, van de wet van 2 juli 1975 in afwijkingen voorzag die de Koning kon toestaan.

De Commissie beslist met 10 tegen 2 stemmen, bij 1 ontbinding, dezelfde tekst als die uit de wet van 2 juli 1975 aan te nemen.

Cijfer 8<sup>o</sup> — Een lid vraagt of het plaatsen van een dier in het donker hok, waardoor het blind wordt of kan worden, een misdrijf uitmaakt dat onder het 8<sup>o</sup> valt.

De Regering doet opmerken dat hier de tekst van artikel 2, 5<sup>o</sup>, van de wet van 1975 is herhaald. Alleen wordt gestraft de kunstmatige blindmaking van het dier, niet de passieve handeling door het lid aangehaald die eventueel onder hoofdstuk II valt. De tekst moet dus op zijn engst worden uitgelegd. Het ligt niet in de bedoeling de huidige houders van vogels te bestraffen.

Het cijfer 8<sup>o</sup> wordt aangenomen met 8 tegen 4 stemmen.

Cijfer 9<sup>o</sup> — Een lid vraagt wat door dressage moet worden verstaan. Sedert eeuwen temt de mens dieren en richt die af voor een bepaald doel. Is dat nu strafbaar geworden ?

Een lid wijst erop dat het laatste zinsdeel bepalend is voor de aard van het misdrijf : pijn, lijden of letsel berokkenen.

Een lid stelt dus vast dat de africhting enz. in verhouding tot de fysiologie van het dier moet staan. Bij het africhten en bij de werkzaamheden in een circus bestaat een traditie waarvan niet wordt afgeweken.

Een Regeringswoordvoerder stelt voor tussen de woorden « tot » en « pijn » het woord « onevenredige » in te voegen (in het Frans « exagérés »), daar elke africhting op zekere ogenblikken met een meer of minder belangrijk lijden gepaard kan gaan.

Ainsi sous-amendé, le 9<sup>e</sup> est adopté par 12 voix contre 1.

Point 10<sup>e</sup> — Un membre suppose qu'en l'occurrence, on entend par animal principalement l'oie. Comme il est rédigé, ce point est susceptible de toutes les interprétations.

Il propose que, pour les méthodes d'élevage particulières, le Roi détermine quels sont les établissements qui échappent à la réglementation prévue au 10<sup>e</sup>; le Roi déterminera également les conditions auxquelles ces établissements doivent satisfaire en tenant notamment compte des règles appliquées dans les pays voisins afin de ne pas créer des distorsions économiques entre producteurs.

Le point 10<sup>e</sup> ainsi sous-amendé est adopté par 12 voix contre 1.

Point 11<sup>e</sup> — Un membre souhaite d'autant plus obtenir des précisions concernant ce point 11<sup>e</sup> qu'il est également question de l'administration de substances au point 2<sup>e</sup>.

Le Gouvernement déclare qu'il ne s'agit pas ici des expériences sur les animaux mais bien de pratiques générales consistant à administrer délibérément à l'animal des substances dangereuses telles que des produits toxiques, des objets coupants, etc.

Un amendement tendant à remplacer les mots « réalisées suivant le » par les mots « définies au chapitre VIII », est adopté par 12 voix contre 1.

Le point 11<sup>e</sup> ainsi sous-amendé est adopté par le même nombre de voix.

Point 12<sup>e</sup> — Un membre demande si la distribution de poussins aux enfants, à l'époque de Pâques, tombe sous le coup de cet article.

La réponse du Gouvernement est affirmative.

L'amendement tendant à insérer les mots « ou acquiert » entre les mots « cède » et « des animaux » est rejeté par 12 voix contre 1.

Le point 12<sup>e</sup> est adopté par 10 voix contre 3.

Point 13<sup>e</sup> — L'amendement subsidiaire tendant à supprimer le mot « vertébré » est adopté. Le point 13<sup>e</sup> est adopté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

Point 14<sup>e</sup> — Cette disposition sanctionne le fait d'exposer des animaux vertébrés à l'étalage à des fins publicitaires ou décoratives.

La Commission constate qu'il existe de nombreuses pratiques qui n'entraînent pas le moindre mal ou dommage pour l'animal et que certaines d'entre elles lui sont même bénéfiques. D'autre part, l'utilisation abusive d'un animal peut être considérée comme un manque de soins, voire un acte de cruauté, et une pratique répréhensible peut être sanctionnée sur d'autres bases.

Het aldus gesubamendeerd cijfer 9<sup>e</sup> wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Cijfer 10<sup>e</sup> — Een lid neemt aan dat hier met dier voornameijk de gans wordt bedoeld. Aldus gesteld kan dit punt op allerlei wijzen worden geïnterpreteerd.

Hij stelt voor dat voor bijzondere teeltmethodes de Koning zou bepalen welke bedrijven aan de in 10<sup>e</sup> gestelde regeling ontsnappen; de Koning moet eveneens bepalen aan welke voorwaarden die bedrijven moeten voldoen, met inachtneming van onder meer de regels die in de buurlanden worden toegepast ten einde geen economische wanverhoudingen tussen producenten te doen ontstaan.

Het aldus gesubamendeerd cijfer 10<sup>e</sup> wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Cijfer 11<sup>e</sup> — Een lid vraagt om nadere toelichting bij dit cijfer, te meer daar men het in punt 2<sup>e</sup> ook over het toedienen van stoffen gaat.

De Regering verklaart dat het hier niet om dierproeven gaat maar wel om algemene praktijken die bestaan in het moedwillig toedienen van voor het dier nadelige stoffen, zoals gifstoffen, scherpe voorwerpen, enz.

Een amendement om de woorden « uitgevoerd volgens » te vervangen door « bepaald in » wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Het aldus geamendeerd cijfer 11<sup>e</sup> geeft aanleiding tot dezelfde stemming.

Cijfer 12<sup>e</sup> — Een lid vraagt of het uitdelen van paaskuikens aan kinderen onder dit artikel valt.

De Regering antwoordt bevestigend.

Het amendement strekkend om de woorden « of koopt van » in te voegen vóór het woord « personen », wordt verworpen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Het cijfer 12<sup>e</sup> wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen.

Cijfer 13<sup>e</sup> — Het subsidiair amendement tot schrapping van het woord « gewerveld » wordt aangenomen. Het cijfer 13<sup>e</sup> wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem, bij 1 onthouding.

Cijfer 14<sup>e</sup> — Hierbij wordt strafbaar gesteld het in een uitstalraam tentoonstellen van gewervelde dieren met reclame of decoratieve oogmerken.

De Commissie stelt vast dat er vele praktijken bestaan die aan het dier niet de minste schade of nadeel berokkenen en dat sommige zelfs goed zijn voor het dier. Anderzijds kan misbruik van het dier als een gebrek aan zorg, eventueel als een wredeheid worden aangezien en kan een ongezonde praktijk op andere gronden bestraft worden.

A l'unanimité des 13 membres présents, la Commission décide de supprimer le point 14<sup>o</sup>.

Point 15<sup>o</sup> — Le Gouvernement propose un texte au contenu identique mais respectant l'ordre de numérotation des articles.

Le point 15<sup>o</sup> est adopté par 12 voix contre 1.

Point 16<sup>o</sup> (nouveau). — Deux sénateurs déposent un amendement subsidiaire tendant à insérer un point 16<sup>o</sup> (nouveau), rédigé comme suit :

*« 16<sup>o</sup> (nouveau) : offre comme prime à l'achat ou comme prix pour des jeux de hasard, jeux, loterie, concours ou publicité, des animaux de compagnie, sauvages ou domestiques agricoles; »*

Selon les auteurs, ces infractions étaient déjà prévues et sanctionnées dans la législation antérieure.

Le Gouvernement considère que la disposition proposée va trop loin, du moins si les autres dispositions du projet sont respectées. On ne voit pas pourquoi il devrait être interdit d'offrir comme prime à l'achat des animaux détenus dans des conditions acceptables. L'affirmation contenue dans la justification n'est d'ailleurs pas conforme à la réalité.

L'amendement est rejeté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'amendement gouvernemental sous-amendé ainsi que l'article 36, sont adoptés en première comme en seconde lecture à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 37

Cette disposition est adoptée à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 37bis (nouveau)

Deux sénateurs déposent l'amendement suivant :

*« Insérer un article 37bis (nouveau), libellé comme suit :*

*« Les délits prévus par la présente loi existent dès qu'il y a commencement d'exécution. »*

Aux termes de la justification, il importe de préciser, comme dans la législation précédente, que le délit existe dès qu'il a commencement d'exécution.

Selon le Gouvernement, cet article n'a jamais été utilisé en droit dans le passé et les principes qu'il énonce se trouvent contenus dans le Code pénal.

L'amendement est retiré par ses auteurs.

#### Article 38

Cette disposition est adoptée par les 12 membres présents.

De Commissie besluit bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden het cijfer 14<sup>o</sup> te schrappen.

Cijfer 15<sup>o</sup> — De Regering stelt een tekst voor met dezelfde inhoud maar waarin de opeenvolging in de nummering van de artikelen wordt geëerbiedigd.

Het cijfer 15<sup>o</sup> wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

Cijfer 16<sup>o</sup> (nieuw). — Twee senatoren dienen een subsidair amendement in tot invoeging van een cijfer 16<sup>o</sup> (nieuw), luidende :

*« 16<sup>o</sup> (nieuw) : gezelschapsdieren, wilde dieren of huisdieren aanbiedt als aankooppremie of als prijs bij kansspelen, spelen, loterijen, wedstrijden of als reclame; »*

Volgens de auteurs voorziet de vroegere wetgeving reeds in die misdrijven en in sancties.

Volgens de Regering gaat de voorgestelde bepaling te ver, ten minste indien de andere bepalingen van het ontwerp worden nageleefd. Het is niet duidelijk waarom het zou moeten verboden worden dieren die in aanvaardbare omstandigheden worden gehouden, aan te bieden als aankooppremie. Overigens, hetgeen in de verantwoording wordt gezegd, stemt niet overeen met de werkelijkheid.

Het amendement wordt bij eenparigheid verworpen door de 13 aanwezige leden.

Het gesubamendeerd Regeringsamendement en dus artikel 36 wordt zowel in eerste als in tweede lezing eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 37

Eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

#### Artikel 37bis (nieuw)

Twee senatoren dienen volgend amendement in :

*« Een artikel 37bis (nieuw) in te voegen, luidende :*

*« De in deze wet bedoelde misdrijven bestaan zodra er een begin van uitvoering is. »*

Volgens hun verantwoording is het van belang te bepalen, zoals dat in de vorige wetgeving is gebeurd, dat het misdrijf bestaat zodra er een begin van uitvoering is.

Volgens de Regering werd in rechte in het verleden nooit van het artikel gebruik gemaakt en zijn de principes van dit artikel in de strafwetgeving opgenomen.

Het amendement wordt door de auteurs ingetrokken.

#### Artikel 38

Eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

**Article 39**

Cet article est adopté par 10 voix contre 2.

**Article 40**

Un membre estime que cette sanction est superflue.

Le Gouvernement réplique que le but de cet article est de sanctionner les actes de véritable sadisme commis sur des animaux. En pareil cas, on doit pouvoir interdire la détention d'animaux. Cette disposition s'inscrit d'ailleurs dans la ligne de l'évolution actuelle du droit pénal.

L'article 40 est adopté par 9 voix contre 4.

**Article 41**

Cet article est adopté sans discussion par 12 voix contre 1.

**Article 42**

Un membre estime que l'article 42 doit être lu avec la plus grande attention. Pour celui qui en est victime, la saisie constitue une peine réelle appliquée avant même que le juge ne se soit prononcé sur la culpabilité. Il faut dès lors se montrer prudent, surtout lorsque le fonctionnaire est tenu de saisir des animaux.

Le Gouvernement déclare que la saisie est une conséquence directe de l'infraction. Il reconnaît que la saisie obligatoire doit rester l'exception et que l'autorité verbalisante doit pouvoir juger lors de la constatation de l'infraction si cette mesure est nécessaire ou non pour le bien-être de l'animal. Il estime en l'occurrence qu'il convient de supprimer au § 1<sup>er</sup>, alinéa deux, où il est question de saisie obligatoire, la référence à l'article 36, 3<sup>o</sup>, et d'insérer cette référence au premier alinéa du même paragraphe, ce qui aura pour effet de ne plus imposer l'obligation de saisir un animal en cas de violation de l'article 36, 3<sup>o</sup>.

Un membre aimerait savoir pourquoi aucune saisie n'est prévue à l'article 36, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>. Il lui est répondu qu'il ne s'agit pas ici d'infractions ayant l'animal pour objet. Ces points traitent de l'administration de nourriture ou de substances à des animaux et dans le cas prévu par le 12<sup>o</sup> de l'article 36, ce n'est pas celui qui détient mais celui qui aliène l'animal qui fait l'objet de poursuites.

A la suite de la modification apportée en seconde lecture aux articles 35 et 36, l'article 42, § 1<sup>er</sup>, est également adapté en seconde lecture.

Les amendements visant à remplacer le § 1<sup>er</sup> sont rejetés à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article 42, § 3, prévoit notamment que les frais d'intervention du Service vétérinaire sont évalués par le tribunal et font partie des dépens.

**Artikel 39**

Aangenomen met 10 stemmen tegen 2.

**Artikel 40**

Een lid vindt dit een overbodige strafbepaling.

De Regering merkt op dat men met dit artikel de gevallen van echt sadisme tegenover de dieren wil straffen. In zulke gevallen moet het mogelijk zijn het houden van dieren te verbieden. De bepaling ligt trouwens in de lijn van de huidige ontwikkeling van het strafrecht.

Het artikel 40 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

**Artikel 41**

Dit artikel wordt zonder verdere besprekking aangenomen met 12 stemmen tegen 1 stem.

**Artikel 42**

Een lid meent dat artikel 42 met de grootste aandacht moet worden gelezen. De inbeslagneming is voor hem die ze ondergaat een werkelijke straf die toegepast wordt vooral de rechter over de schuld uitspraak heeft gedaan. Voorzichtigheid is derhalve geboden in het bijzonder daar waar de ambtenaar verplicht wordt dieren in beslag te nemen.

De Regering zegt dat de inbeslagneming een rechtstreeks gevolg is van het misdrijf. Zij is het ermede eens dat de verplichte inbeslagneming uitzondering moet zijn en dat de verbaliserende overheid moet kunnen oordelen bij het vaststellen van het misdrijf of die maatregel al dan niet nodig is voor het welzijn van het dier. Zij meent in casu dat het nodig is in § 1, tweede lid, waar er sprake is van verplichte inbeslagneming, de verwijzing naar artikel 36, 3<sup>o</sup>, te schrappen en die in te schrijven in het eerste lid van dezelfde paragraaf waardoor de verplichting om een dier in beslag te nemen bij overtreding van artikel 36, 3<sup>o</sup>, niet meer wordt opgelegd.

Een lid vraagt waarom er voor artikel 36, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, geen inbeslagneming is voorzien. Er wordt geantwoord dat het hier gaat om overtredingen die niet het dier tot voorwerp hebben. Die punten handelen over het toedienen van voedsel of stoffen aan dieren en in het geval van artikel 36, 12<sup>o</sup>, is het niet de houder wel de vervreemder van dieren die wordt vervolgd.

Ingevolge de wijziging welke aan de artikelen 35 en 36 in tweede lezing werden aangebracht, wordt ook artikel 42, § 1, in tweede lezing aangepast.

De amendementen om § 1 te vervangen worden eenparig verworpen door de 13 aanwezige leden.

In artikel 42, § 3, wordt o.m. bepaald dat de kosten van tussenkomst van de diergeneeskundige Dienst door de rechtbank worden begroot en deel uitmaken van de gerechtskosten.

Un membre propose que les frais d'intervention des refuges pour animaux soient évalués de la même manière et acceptés par le tribunal comme dépens. La Commission se rallie à cette proposition par 12 voix contre 1, mais comme il est demandé que les zoos et les parcs d'animaux interviennent également, ces établissements sont aussi ajoutés dans le texte de l'amendement.

L'article 42 amendé est adopté en première lecture par 11 voix contre 1. En seconde lecture, le même article est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

#### Article 43

Cet article est adopté sans discussion par 11 voix contre 1.

#### Article 44

Les amendements prévoyant la consultation du Conseil du bien-être des animaux sont rejetés à l'unanimité des 12 membres présents.

L'article 44 est adopté à la même unanimité.

#### Articles 45 et 46

Ces deux articles sont adoptés à l'unanimité des 12 membres présents.

\*\*

L'ensemble du projet amendé a été adopté en seconde lecture à l'unanimité des 12 membres présents.

\*\*

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

*Le Rapporteur,  
A. VAN NEVEL.*

*Le Président,  
J. SONDAG.*

Een lid stelt voor dat de kosten van tussenkomst van dierenasielen op dezelfde wijze zouden begroot worden en door de rechtbank als gerechtskosten zouden aangenomen worden. De Commissie treedt dit voorstel bij, met 12 stemmen tegen 1 stem, maar daar ook om de tussenkomst van de zoo's en de dierparken wordt gevraagd, voegt zij ook deze instellingen toe aan het amendement.

Het geamendeerd artikel 42 wordt in eerste lezing aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem. In tweede lezing wordt hetzelfde artikel met eenparigheid der 12 aanwezigen aangenomen.

#### Artikel 43

Zonder bespreking aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem.

#### Artikel 44

De amendementen om de Raad van dierenwelzijn te raadplegen worden eenparig verworpen door de 12 aanwezige leden.

Artikel 44 wordt met dezelfde eenparigheid aangenomen.

#### Artikelen 45 en 46

Beide artikelen worden eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

\*\*

Het geamendeerd ontwerp in zijn geheel wordt in tweede lezing eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

\*\*

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 12 aanwezige leden.

*De Verslaggever,  
A. VAN NEVEL.*

*De Voorzitter,  
J. SONDAG.*

**IV. TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION****CHAPITRE I****But - Définitions****ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Nul ne peut se livrer sciemment à des actes non visés par la présente loi, qui ont pour but de faire périr inutilement un animal ou de lui causer inutilement une mutilation, une lésion ou des souffrances.

**ART. 2**

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, les animaux sont répartis en cinq catégories : les animaux domestiques agricoles, les animaux de compagnie, les animaux sauvages, les animaux d'agrément et les animaux d'expérience.

**§ 2. Il faut entendre par :**

1. Animal domestique agricole : animal qui est détenu habituellement comme animal de rente ou de rapport pour la production de lait, de viande, de laine, de fourrure, d'œufs, de plumes, de peaux ou de miel.

Sont toujours considérés comme animaux domestiques agricoles : les chevaux, les ânes, les mulets, les bardots, les bovins, les moutons, les chèvres et les porcs.

Sont également considérés comme animaux domestiques agricoles, s'ils sont détenus dans le but défini à l'alinéa premier : les lapins, les visons, les chinchillas, les poules, les dindons, les cailles, les pintades, les canards, les oies, les faisans, les pigeons, les abeilles, les poissons et les écrevisses en pisciculture et les escargots de Bourgogne en élevage.

2. Animal de compagnie : animal qui vit en compagnie et pour le contentement de son maître, sous sa garde, dans son habitation ou ses dépendances.

Sont considérés comme animaux de compagnie : les chiens, les chats, les cobayes, les hamsters dorés, les souris blanches, les oiseaux de cage et de volière et les poissons d'aquarium;

3. Animal sauvage : animal n'appartenant pas à une des deux catégories précédentes, qui a été soustrait à son biotope naturel ou est né en captivité et qui est détenu dans un milieu artificiel ;

4. Animal d'agrément : animal sauvage qui, en application de la présente loi, peut être détenu par chacun dans son habitation ou ses dépendances ;

5. Animal d'expérience : animal utilisé ou destiné à être utilisé à des expériences visées à l'article 3, 15 ;

§ 3. Le Roi peut modifier les listes du § 2, n°s 1 et 2. Il peut fixer une liste d'animaux d'agrément et préciser quels oiseaux

**IV. TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****HOOFDSTUK I****Doel - Begripsbepalingen****ARTIKEL 1**

Niemand mag wetens handelingen plegen die niet door deze wet zijn voorzien en die tot doel hebben dat een dier nutteloos omkomt of nutteloos een vermindering, een letsel of pijn ondergaat.

**ART. 2**

§ 1. Voor de toepassing van deze wet worden de dieren ingedeeld in vijf categorieën : de landbouwhuisdieren, de gezelschapsdieren, de wilde dieren, de sierdieren en de proefdieren.

**§ 2. Er wordt verstaan onder :**

1. Landbouwhuisdier : dier dat gewoonlijk als opbrengst of als nutsdier gehouden wordt voor de productie van melk, vlees, wol, pels, eieren, pluimen, huiden of honing.

Worden steeds beschouwd als landbouwhuisdieren : paarden, ezels, muilezels, muildieren, runderen, schapen, geiten en varkens.

Worden ook beschouwd als landbouwhuisdieren, indien ze worden gehouden met het doel bepaald in het eerste lid : konijnen, nertsen, chinchilla's, kippen, kalkoenen, kwartels, parelhoenders, eenden, ganzen, fazanten, duiven, bijen, vissen en rivierkreeften in visteelten en wijngaardslakken in kwekerijen.

2. Gezelschapsdier : dier dat in gezelschap en tot voldoening van zijn meester onder diens hoede in diens woning of aanhangelijkheden leeft.

Worden beschouwd als gezelschapsdieren : honden, katten, cavia's, goudhamsters, witte muizen, kooi- en volièrevogels en aquariumvissen;

3. Wild dier : dier niet behorend tot één van de twee vorige categorieën, dat aan zijn natuurlijke biotoop werd onttrokken of in gevangenschap werd geboren en in een kunstmatig milieu wordt gehouden ;

4. Sierdier : wild dier dat in toepassing van deze wet, door een ieder in zijn woning of aanhangelijkheden mag worden gehouden ;

5. Proefdier : dier dat gebruikt wordt of bestemd is om te worden gebruikt bij de in artikel 3, 15, bedoelde proeven ;

§ 3. De Koning kan de lijsten wijzigen onder § 2, nr. 1 en 2. Hij kan een lijst van sierdieren vastleggen en bepalen

sont considérés comme oiseaux de cage et de volière et quels poissons sont considérés comme poissons d'aquarium au sens de la présente loi.

### ART. 3

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1. Chenil : établissement où sont détenues pour la reproduction, dans un but lucratif ou culturel, au minimum deux chiennes et où ne sont commercialisés que des chiens provenant de cet élevage ;

2. Elevage de chats : établissement où sont détenues pour la reproduction, dans un but lucratif ou culturel, au minimum trois chattes et où ne sont commercialisés que des chats provenant de cet élevage ;

3. Refuge pour animaux : établissement public ou non, qui dispose d'installations adéquates pour assurer à des animaux perdus, abandonnés ou négligés, un abri et les soins nécessaires ;

4. Pension pour animaux : établissement où des animaux, confiés par leur propriétaire, sont soignés et hébergés pendant un temps limité et moyennant rémunération ;

5. Etablissement commercial pour animaux : établissement, à l'exception de l'exploitation agricole, accessible ou non au public, où sont détenus des animaux dans le but de les commercialiser ;

6. Marché : lieu officiellement reconnu où des rassemblements d'animaux sont tenus en vue de les commercialiser ;

7. Exposition : rassemblement d'animaux organisé dans le but de comparer et de juger les qualités des animaux ou de les présenter dans un but éducatif et dont l'objectif principal n'est pas commercial ;

8. Commercialiser : mettre dans le commerce, acquérir, offrir et exposer en vente, vendre, livrer, céder à titre gratuit ou onéreux ;

9. Zoo : établissement accessible au public où, sans but lucratif, on détient et expose des animaux de pratiquement chaque classe du règne animal, et dont l'objectif scientifique, culturel et éducatif est assuré par un personnel scientifique à formation universitaire et qui dispose d'une ou de plusieurs réserves destinées et aménagées pour l'isolement des animaux ;

10. Parc d'animaux : domaine accessible au public, aménagé pour la détention et l'exposition d'animaux sauvages, avec ou sans autres animaux, pour des motifs d'éducation ou de divertissement du public ;

11. Collection privée : la détention, sans but lucratif, d'un ou de plusieurs animaux sauvages dans une propriété privée non accessible au public ;

12. Etablissement récréatif : établissement accessible au public pour le divertissement de l'homme, réalisé notamment par des prestations physiques de l'animal ;

welke vogels als kooi- en volièrevogels en welke vissen als aquariumvissen, in de zin van deze wet, beschouwd worden.

### ART. 3

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1. Kennel : instelling waarin, met een winstgevend of cultureel oogmerk, ten minste twee teven voor de kweek worden gehouden en waar slechts in het bedrijf zelf gekweekte honden worden verhandeld;

2. Kattenkwekerij : instelling, waarin met winstgevend of cultureel oogmerk, ten minste drie kattinnen voor de kweek worden gehouden en waar slechts in het bedrijf zelf gekweekte katten worden verhandeld;

3. Dierenasiel : al dan niet openbare instelling die beschikt over de gepaste inrichting om onderdak en nodige zorgen te verschaffen aan verloren, achtergelaten of verwaarloosde dieren ;

4. Dierenpension : instelling waar gedurende beperkte tijd en tegen vergoeding, onderdak en nodige zorgen aan door hun eigenaar toevertrouwde dieren worden verleend ;

5. Handelszaak voor dieren : instelling, met uitzondering van het landbouwbedrijf, al dan niet toegankelijk voor het publiek, waar dieren worden gehouden met het doel ze te verhandelen ;

6. Markt : officieel erkende plaats waar verzamelingen van dieren worden gehouden met het doel die te verhandelen ;

7. Tentoonstelling : verzameling van dieren gehouden met het doel de eigenschappen der dieren te laten beoordelen en vergelijken of ze ten edukatieve titel voor te stellen en waarvan het hoofddoel niet van handelsaard is;

8. Verhandelen : in de handel brengen, verwerven, ten verkoop aanbieden en tentoonstellen, verkopen, leveren, ten kosteloze of bezwarende titel afstaan ;

9. Zoo : instelling toegankelijk voor het publiek waar, zonder winstoogmerk, dieren van praktisch elke klasse van het dierenrijk worden gehouden en tentoongesteld en waarvan het wetenschappelijk, cultureel en edukatief doel verzekerd wordt door wetenschappelijk personeel met universitaire vorming en die over één of meer reservaten bestemd en uitgerust voor de afzondering der dieren, beschikt ;

10. Dierenpark : domein toegankelijk voor het publiek, ingericht voor het houden en tentoonstellen van wilde dieren al dan niet met andere dieren, met het doel het publiek te vormen of te verstrooien ;

11. Private verzameling : het zonder winstoogmerk houden van een of meer wilde dieren in een private, niet voor het publiek toegankelijke eigendom ;

12. Recreatieve instelling : voor het publiek toegankelijke instelling tot recreatie van de mens onder meer door fysieke prestaties van het dier ;

13. Mise à mort : tout acte par lequel il est mis fin volontairement à la vie d'un animal ;

14. Abattage : mise à mort d'un animal domestique agricole en vue de la consommation ;

15. Expérience sur animaux : toute intervention ou observation sur un animal vivant et ayant pour but de vérifier une hypothèse scientifique, de recueillir des informations, de tester ou de récolter certains produits, de conserver des souches de micro-organismes ou des souches tumorales, de constater les réactions d'un animal, d'effectuer une démonstration pour l'enseignement ou d'assurer la formation de personnes ;

16. Laboratoire : établissement ou endroit où l'on procède à des expériences sur animaux ;

17. Directeur de laboratoire : toute personne qui dirige un laboratoire ;

18. Maître d'expérience : toute personne qui dirige une expérience sur animaux.

## CHAPITRE II

### Détention d'animaux

#### ART. 4

§ 1<sup>er</sup>. Toute personne qui détient un animal, qui en prend soin ou doit en prendre soin, doit prendre les mesures nécessaires afin de procurer à l'animal une alimentation, des soins et un logement qui conviennent à sa nature, à ses besoins physiologiques et éthologiques, à son état de santé et à son degré de développement, d'adaptation ou de domestication.

§ 2. Aucune personne qui détient un animal, en prend soin, ou doit en prendre soin, ne peut entraver sa liberté de mouvement de sorte à l'exposer à des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables.

Un animal habituellement ou continuellement attaché ou enfermé doit pouvoir disposer de suffisamment d'espace et de mobilité, conformément à ses besoins physiologiques et éthologiques.

§ 3. L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la ventilation, la circulation d'air et les autres conditions ambiantes du logement des animaux doivent être conformes aux besoins physiologiques et éthologiques de l'espèce.

§ 4. En exécution des §§ 2 et 3 et sans préjudice des dispositions du chapitre VIII, le Roi peut arrêter des règles complémentaires pour les différentes espèces et catégories d'animaux.

§ 5. Les agents de l'autorité visés à l'article 34 sont habilités à prendre ou à imposer les mesures nécessaires pour faire respecter sans délai les obligations découlant des §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4.

13. Doden : elke handeling waarbij opzettelijk een einde wordt gemaakt aan het leven van een dier;

14. Slachten : het doden van een landbouwhuisdier met het oog op het verbruik ;

15. Dierproef : elke ingreep of waarneming op een levend dier met het doel een wetenschappelijke hypothese te toetsen, inlichtingen te verzamelen, sommige produkten te oogsten of te testen, stammen van micro-organismen of van tumoren te bewaren, de reakties van de dieren na te gaan, aanschouwelijk onderwijs te geven of de opleiding van personen te verzekeren ;

16. Laboratorium : instelling of plaats waar dierproeven worden verricht ;

17. Laboratoriumdirecteur : ieder persoon die een laboratorium leidt ;

18. Proefleider : ieder persoon die de leiding heeft over een dierproef.

## HOOFDSTUK II

### Houden van dieren

#### ART. 4

§ 1. Ieder persoon die een dier houdt, verzorgt of te verzorgen heeft, moet de nodige maatregelen nemen om het dier een in overeenstemming met zijn aard, zijn fysiologische en ethologische behoeften, zijn gezondheidstoestand en zijn graad van ontwikkeling, aanpassing of domestikatie, aangepaste voeding, verzorging en huisvesting te verschaffen.

§ 2. Niemand mag de bewegingsvrijheid van het dier dat hij houdt, verzorgt of te verzorgen heeft, zodanig beperken dat het aan vermeidbare pijnen, lijden of letsel is blootgesteld.

Wanneer een dier gewoonlijk of voortdurend wordt vastgemaakt of opgesloten, moet het voldoende ruimte en bewegingsvrijheid krijgen, in overeenstemming met zijn fysiologische en ethologische behoeften.

§ 3. De verlichting, de temperatuur, de vochtigheidsgraad, de verluchting, de luchtcirculatie en de overige milieuvoorwaarden van het verblijf der dieren moeten overeenstemmen met de fysiologische en ethologische behoeften van de soort.

§ 4. Ter uitvoering van §§ 2 en 3, en onvermindert de bepalingen van hoofdstuk VIII kan de Koning voor de verschillende soorten en categorieën van dieren nadere regelen stellen.

§ 5. De in artikel 34 bedoelde overheidspersonen zijn gemachtigd de nodige maatregelen te treffen of op te leggen om de verplichtingen voortvloeiend uit de §§ 1, 2, 3 en 4 onverwijld te doen naleven.

**ART. 5**

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la législation sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, l'exploitation de chenils, élevages de chats, refuges pour animaux, pensions et établissements commerciaux pour animaux, marchés, zoos, parcs d'animaux, collections privées et établissements récréatifs est soumise à l'agrément du Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe les conditions d'agrément des établissements visés au § 1<sup>er</sup>, en fonction de la nature de l'établissement, des espèces animales détenues et de leur nombre. Ces conditions concernent leur équipement et aménagement, l'hygiène, la sécurité et l'identification des animaux, ainsi que le contrôle et la guidance vétérinaire.

Le Roi peut pour l'agrément de zoos, parcs d'animaux et collections privées, fixer ces conditions sur avis d'un comité d'experts créé par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

§ 3. Pour toutes les agréments le service vétérinaire, assisté ou non d'experts, procède préalablement à une enquête aux frais des demandeurs.

§ 4. Sans préjudice de la législation relative aux espèces animales menacées, le Roi peut, en vue du bien-être des animaux, désigner les espèces qui ne peuvent pas être détenues dans des parcs d'animaux et des collections privées.

**ART. 6**

Le Roi peut, selon les catégories et les espèces d'animaux exposés, prescrire des mesures pour assurer leur bien-être pendant les expositions.

**ART. 7**

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre des mesures pour identifier certaines catégories d'animaux de compagnie et pour éviter leur surpopulation.

**ART. 8**

La détention d'animaux sauvages, autres qu'animaux d'agrément, est interdite sauf dans les zoos, les parcs d'animaux, les collections privées, les cirques et dolfinaria.

Les animaux sauvages élevés dans les zoos, parcs d'animaux et collections privées ne peuvent être cédés qu'à d'autres zoos, parcs d'animaux et collections privées agréés ou cirques et dolfinaria ou bien exportés vers des établissements analogues.

**ART. 5**

§ 1. Onverminderd de wetgeving op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven is voor de uitbating van kennels, kattenkwekerijen, dierenasielen, dierenpensions, handelszaken voor dieren, markten, zoo's, dierenparken, private verzamelingen en recreatieve instellingen een erkenning vereist van de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

§ 2. De Koning stelt, afhankelijk van de aard van de inrichting, van de gehouden diersoorten en van het aantal gehouden dieren, de voorwaarden vast van de erkenning van de in § 1 bedoelde inrichtingen, met betrekking tot hun aanleg en uitrusting, de hygiëne, veiligheid en identificatie der dieren, evenals de diergeneeskundige controle en begeleiding.

De Koning kan voor de erkenning van zoo's, dierenparken en private verzamelingen die voorwaarden vaststellen op advies van een door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort opgericht comité van deskundigen.

§ 3. Voor alle erkenningen wordt door de diergeneeskundige dienst, al dan niet door deskundigen bijgestaan, op kosten van de verzoekers vooraf een onderzoek ingesteld.

§ 4. Onverminderd de wetgeving op de bedreigde diersoorten kan de Koning, met het oog op het welzijn van dieren, diersoorten aanduiden die niet mogen worden gehouden in dierenparken en private verzamelingen.

**ART. 6**

De Koning kan, al naargelang van de categorieën en soorten der tentoongestelde dieren, maatregelen voorschrijven om hun welzijn tijdens tentoonstellingen te verzekeren.

**ART. 7**

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, maatregelen treffen voor het identificeren van en voor het voorkomen van overbevolking bij sommige categorieën gezelschapsdieren.

**ART. 8**

Het houden van wilde dieren, andere dan sierdieren, is verboden, tenzij in zoo's, dierenparken, private verzamelingen, circussen en dolfinaria.

Wilde dieren die in zoo's, dierenparken en private verzamelingen worden gekweekt, mogen slechts afgestaan worden aan erkende zoo's, dierenparken en private verzamelingen, of circussen en dolfinaria of uitgevoerd worden ter bestemming van gelijkaardige instellingen.

## ART. 9

§ 1<sup>er</sup>. Toute personne qui recueille un animal errant, perdu ou abandonné est tenu de le confier, dans les quatre jours, à l'administration communale de l'endroit où il a trouvé l'animal ou de laquelle il dépend.

L'administration communale confie l'animal sans délai et, selon le cas, à une personne qui assure des soins et un logement appropriés, à un refuge pour animaux, à un zoo ou à un parc d'animaux.

L'administration communale peut désigner un refuge pour animaux auquel les animaux peuvent être directement confiés par les personnes qui les ont recueillis. L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplie dès lors que l'animal est remis à un refuge pour animaux désigné par l'administration communale. Le refuge informe immédiatement l'administration communale de la réception de l'animal.

§ 2. L'animal confié à un refuge pour animaux, à un zoo ou à un parc d'animaux ne peut être tué; il doit être tenu à la disposition du propriétaire pendant minimum quinze jours après le placement.

Au cas où l'animal est confié par l'administration communale ou par le refuge à une personne, celle-ci est obligée de le garder à la disposition de son propriétaire précédent au moins pendant quarante-cinq jours à dater du jour où il a été remis à l'autorité communale.

Ces délais passés, le détenteur en devient propriétaire de plein droit.

Lorsque le propriétaire réclame la restitution de l'animal avant l'expiration de ces délais, il est redevable des frais de placement, d'entretien et de garde, jusqu'au bout de la restitution.

§ 3. Les délais dont la motivation doit être consignée pour chaque cas dans un procès verbal, fixés au § 2 ne doivent pas être respectés lorsqu'un médecin vétérinaire estime que la mise à mort de l'animal est nécessaire.

§ 4. Lorsque l'animal ne peut être placé au sens du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le bourgmestre peut décider de le faire mettre à mort conformément aux instructions du Service vétérinaire, dans les mêmes conditions qu'au § 3.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un animal de boucherie, il est procédé, à la diligence de l'Administration de la Taxe sur la valeur ajouté, de l'Enregistrement et des Domaines, à la vente par adjudication au marché le plus proche.

Le produit de la vente, dont sont prélevés les frais de l'administration communale et les frais de vente taxés par la même Administration, est versé à la Caisse des dépôts et consignations.

§ 5. Le propriétaire de l'animal ne peut faire valoir un droit à indemnisation.

## ART. 9

§ 1. Ieder persoon die een zwervend, verloren of achtergelaten dier opvangt, is verplicht dit binnen de vier dagen toe te vertrouwen aan het gemeentebestuur van de plaats waar hij het dier heeft opgevangen of dat van zijn woonplaats.

Het gemeentebestuur vertrouwt het dier zonder verwijl en naargelang van het geval, toe aan een persoon die een behoorlijke verzorging en huisvesting verzekert, aan een dierenasiel, zoo of dierenpark.

Het gemeentebestuur kan een dierenasiel aanwijzen, waaraan de dieren rechtstreeks kunnen worden toevertrouwd door hen die ze hebben opgevangen. Aan de in het eerste lid gestelde verplichting is voldaan wanneer het dier aan een door het gemeentebestuur aangewezen dierenasiel wordt toevertrouwd. Dat asiel stelt onmiddellijk het gemeentebestuur in kennis van de ontvangst van het dier.

§ 2. Het dier toevertrouwd aan een dierenasiel, zoo of dierenpark mag niet worden gedood; het moet ten minste vijftien dagen na de besteding ter beschikking van de eigenaar worden gehouden.

Indien het dier door het gemeentebestuur of door het asiel toevertrouwd of afgestaan wordt aan een persoon, moet deze er zich toe verbinden het ten minste vijfenvijftig dagen, te rekenen vanaf het ogenblik dat het aan het gemeentebestuur werd toevertrouwd, ter beschikking te houden van zijn vroegere eigenaar.

Na het verstrijken van die termijnen wordt de houder er van rechtswege eigenaar van.

Wanneer de eigenaar het dier terugeist vóór het verstrijken van die termijnen is hij vergoeding verschuldigd voor de opname-, de verzorgings- en de hoedekosten tot de dag van de terugname.

§ 3. De in § 2 gestelde termijnen, waarvan de beweegredenen voor elk geval afzonderlijk moeten worden vermeld in een proces-verbaal, moeten niet in acht worden genomen wanneer een dierenarts oordeelt dat het dier moet worden gedood.

§ 4. Wanneer het dier niet besteed kan worden in de zin van § 1, 2e lid, kan de burgemeester beslissen het te laten doden overeenkomstig de richtlijnen van de diergeneeskundige Dienst, onder dezelfde voorwaarden als bepaald in § 3.

Als het echter een slachtdier betreft, wordt er door de zorg van de Administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, der Registratie en Domeinen overgegaan tot de veiling ervan op de naastgelegen markt.

De opbrengst van de verkoop wordt, na aftrek van de kosten van het gemeentebestuur en van de verkoop door datzelfde Bestuur begroot, in de Deposito- en Consignatiekas gestort.

§ 5. De eigenaar van het dier kan geen recht op vergoeding laten gelden.

**CHAPITRE III****Commerce d'animaux****ART. 10**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut imposer les conditions afférentes à la commercialisation des animaux domestiques agricoles dans le but de les protéger et d'assurer leur bien-être.

§ 2. Le Roi peut fixer les conditions sous lesquelles les animaux de compagnie et d'agrément peuvent être commercialisés dans les chenils, les élevages de chats, les établissements commerciaux pour animaux et les marchés.

Ces conditions ne peuvent se rapporter qu'à l'âge des animaux mis en vente, leur identification, les garanties pour l'acheteur et les certificats y afférents, le traitement préventif contre les maladies, le conditionnement, la présentation et l'exposition à la commercialisation.

**ART. 11**

La commercialisation d'animaux de compagnie et d'agrément sur les marchés est interdite, sauf pour des personnes disposant d'un établissement agréé visé à l'article 5.

**ART. 12**

Il est interdit de céder à titre gratuit ou onéreux des animaux à des personnes âgées de moins de 16 ans, sans autorisation expresse des personnes qui exercent sur eux la puissance paternelle ou la tutelle.

**CHAPITRE IV****Transport d'animaux****ART. 13**

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, selon l'espèce ou le groupe d'animaux, leur état physique, la nature des moyens de transport et du conditionnement, les nature, durée et circonstances du transport, fixer les conditions se rapportant :

1. aux moyens de transport ou parties de ceux-ci et aux emballages;
2. au transport, chargement et emplacement des animaux dans les moyens de transport et dans les emballages, ainsi qu'au déchargement des animaux ;
3. à l'accompagnement et aux soins aux animaux durant leur transport.

§ 2. Le Roi peut autoriser le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions ou son délégué, à accorder, dans des cas particuliers, des dérogations ou des dispenses et assortir ces dérogations ou dispenses d'obligations ou restrictions.

**HOOFDSTUK III****Handel in dieren****ART. 10**

§ 1. De Koning kan voorwaarden opleggen aan de verhandeling van landbouwhuisdieren met het doel hen te beschermen en hun welzijn te verzekeren.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden bepalen waaronder gezelschapsdieren en sierdieren mogen worden verhandeld in kennels, kattenkwekerijen, handelszaken voor dieren en op markten.

Deze voorwaarden mogen slechts betrekking hebben op de leeftijd van de te koop aangeboden dieren, de identificatie, de waarborgen aan de koper en de getuigschriften in verband hiermede, de preventieve behandeling tegen ziekten, de verpakking, de aanbieding en de tentoonstelling voor de verhandeling.

**ART. 11**

Het verhandelen van gezelschapsdieren en sierdieren op markten is verboden tenzij voor personen die beschikken over een in artikel 5 bedoelde erkende inrichting.

**ART. 12**

Het is verboden dieren af te staan onder kosteloze of bezwarende titel aan personen minder dan 16 jaar zonder de uitdrukkelijke toelating van de personen die over hen de ouderlijke macht of de voogdij uitoefenen.

**HOOFDSTUK IV****Vervoer van dieren****ART. 13**

§ 1. De Koning kan, al naargelang van de soorten of groepen van dieren, hun fysieke toestand, de aard van de vervoermiddelen en de verpakkingen, de aard, de duur en de omstandigheden van het vervoer, voorwaarden stellen met betrekking tot :

1. de vervoermiddelen of delen ervan en de verpakkingen ;
2. het vervoer, het laden en de berging van dieren in vervoermiddelen en verpakkingen, evenals het lossen van dieren ;
3. de begeleiding en de verzorging van de dieren tijdens het vervoer.

§ 2. De Koning kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort of zijn gemachtigde machtigen om in bijzondere gevallen ontheffingen of vrijstellingen te verlenen, en om aan die ontheffingen of vrijstellingen verplichtingen of beperkingen te verbinden.

## CHAPITRE V

## Importation - Transit

## ART. 14

§ 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la protection et du bien-être des animaux, le Roi peut déterminer les conditions pour l'importation et le transit des animaux, notamment celles relatives à l'espèce des animaux, à leur nombre, aux conditions de délivrance des autorisations, au contrôle aux frontières, aux mesures à prendre au moment de l'arrivée pour la prise de livraison, les soins et l'hébergement temporaire, eu égard à l'état physique des animaux, ainsi que les rétributions dues à cet effet par les personnes qu'il désigne.

§ 2. En application de conventions internationales, ou, dans des cas particuliers, le Roi peut autoriser le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions à accorder, selon le cas, conjointement avec le Ministre des Affaires économiques ou le Ministre des Finances ou leurs délégués, des dérogations ou des dispenses, et à assortir ces dérogations ou dispenses d'obligations ou de restrictions.

## CHAPITRE VI

## Mise à mort d'animaux

## ART. 15

Un vertébré ne peut être mis à mort que par une personne ayant les connaissances et les capacités requises, et suivant la méthode la moins douloureuse. Sauf cas de force majeure ou de nécessité, il ne peut être mis à mort sans anesthésie ou étourdissement.

Lorsque la mise à mort sans anesthésie ou étourdissement d'un vertébré est tolérée dans le cadre de la pratique de la chasse ou de la pêche ou en vertu d'autres pratiques légales, ou lorsqu'elle rentre dans le cadre de la législation de lutte contre les organismes nuisibles, la mise à mort peut seulement être pratiquée par la méthode la plus sélective, la plus rapide et la moins douloureuse pour l'animal.

## ART. 16

§ 1<sup>er</sup>. L'abattage ne peut se pratiquer qu'après étourdissement de l'animal ou, en cas de force majeure, suivant la méthode la moins douloureuse.

Le Roi détermine les conditions particulières pour la pratique des abattages rituels.

§ 2. Le Roi peut déterminer les méthodes d'étourdissement et d'abattage en fonction des circonstances de l'abattage et de l'espèce animale.

## HOOFDSTUK V

## Invoer - Doorvoer

## ART. 14

§ 1. In het raam van de bescherming en het welzijn der dieren kan de Koning de voorwaarden voor de in- en doorvoer van dieren bepalen inzonderheid betreffende de diersoorten, hun aantal, de afleveringsvoorwaarden van de vergunningen en de controle aan de grenzen, de maatregelen te treffen op het ogenblik van de aankomst met het oog op de afhaling, verzorging en tijdelijke onderbrenging gelet op de fysieke toestand van de dieren, evenals de vergoedingen hiervoor verschuldigd door de door hem aangewezen personen.

§ 2. In toepassing van internationale verdragen of in bijzondere gevallen kan de Koning de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort machtigen al naargelang van het geval samen met de Minister van Economische Zaken of de Minister van Financiën, of hun gemachtigden, afwijkingen of ontheffingen te verlenen en aan die afwijkingen of ontheffingen verplichtingen of beperkingen te verbinden.

## HOOFDSTUK VI

## Doden van dieren

## ART. 15

Een gewerveld dier mag slechts worden gedood door een persoon die daarvoor de nodige kennis en bekwaamheid heeft en volgens de minst pijnlijke methode. Tenzij in geval van heirkraft en noodzaak mag het enkel ter dood gebracht worden onder verdoving of bedwelming.

Is het doden van een gewerveld dier zonder verdoving of bedwelming volgens de gebruiken van de jacht of de visvangst of op grond van andere rechtsvoorschriften toegelaten, of gebeurt dit in het kader van de wetgeving ter bestrijding van schadelijke organismen, dan mag het doden enkel verricht worden volgens de meest selectieve, de snelste en de voor het dier minst pijnlijke methode.

## ART. 16

§ 1. Het slachten mag slechts na bedwelming van het dier of, in geval van heirkraft, volgens de minst pijnlijke methode plaatshebben.

De Koning bepaalt de bijzondere voorwaarden waarin rituele slachtingen mogen plaatshebben.

§ 2. De Koning kan de methoden van slachten en bedwelmen bepalen volgens de omstandigheden van het slachten en de diersoort.

**CHAPITRE VII****Interventions sur les animaux****ART. 17**

Les dispositions du présent chapitre ne sont pas d'application pour les expériences sur animaux visées au chapitre VIII.

**ART. 18**

§ 1<sup>er</sup>. Aucune intervention douloureuse sur un vertébré ne peut être effectuée sans anesthésie.

L'anesthésie d'un animal à sang chaud doit être effectuée par un médecin vétérinaire.

§ 2. L'anesthésie n'est pas requise :

1. lorsqu'on procède sans anesthésie à des opérations semblables sur des êtres humains ;
2. lorsque dans un cas particulier, de l'avis du médecin vétérinaire, elle n'est pas réalisable.

§ 3. En dérogation aux dispositions du § 1<sup>er</sup>, le Roi peut déterminer les interventions pour lesquelles, sous certaines conditions, l'anesthésie n'est pas requise, ainsi que les méthodes à utiliser.

**ART. 19**

L'amputation totale ou partielle de parties du corps d'un animal est interdite, sauf lorsque, dans un cas particulier, elle s'avère nécessaire sur indication vétérinaire.

Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer les amputations qui sont autorisées pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la prolifération de certaines espèces animales.

**CHAPITRE VIII****Expériences sur animaux****ART. 20**

§ 1<sup>er</sup>. Toute expérience sur animaux qui ne répond pas à l'article 3, 15, est interdite.

§ 2. Les arrêtés royaux se rapportant en tout ou en partie aux animaux d'expérience sont délibérés en Conseil des Ministres.

**ART. 21**

§ 1<sup>er</sup>. Tout directeur de laboratoire qui utilise des vertébrés ou en détient en vue d'expériences, est tenu d'en faire la déclaration au Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

**HOOFDSTUK VII****Ingrepren op dieren****ART. 17**

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de in hoofdstuk VIII bedoelde dierproeven.

**ART. 18**

§ 1. Geen enkele pijnlijke ingreep mag bij een gewerveld dier verricht worden zonder verdoving.

De verdoving van een warmbloedig dier moet uitgevoerd worden door een dierenarts.

§ 2. Een verdoving is niet noodzakelijk :

1. wanneer bij vergelijkbare ingrepren bij mensen geen verdoving plaatsheeft;
2. wanneer ze in een bijzonder geval, volgens het oordeel van de dierenarts, niet uitvoerbaar is.

§ 3. In afwijking van de bepalingen van § 1 kan de Koning de ingrepren waarvoor verdoving onder bepaalde voorwaarden niet noodzakelijk is, evenals de daarbij te gebruiken methoden, vaststellen.

**ART. 19**

De volledige of gedeeltelijke amputatie van lichaamsdelen van dieren is verboden, tenzij wanneer zij in een bijzonder geval, op diergeneeskundige indicatie noodzakelijk is.

De Koning kan echter bij een in Ministerraad overlegd besluit, de amputaties bepalen die voor het ntsgebruik van het dier toegelaten zijn of ter beperking van de voortplanting van sommige diersoorten.

**HOOFDSTUK VIII****Dierproeven****ART. 20**

§ 1. Elke dierproef die niet beantwoordt aan artikel 3, 15, is verboden.

§ 2. De koninklijke besluiten die volledig of ten dele betrekking hebben op proefdieren, worden in Ministerraad overlegd.

**ART. 21**

§ 1. Ieder laboratoriumdirecteur die gewervelde dieren gebruikt of houdt met het oog op dierproeven, is verplicht hiervan aangifte te doen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

§ 2. Chaque laboratoire qui effectue sur un animal des expériences qui peuvent provoquer des douleurs, des souffrances ou des lésions, est soumis à une agréation préalable par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

§ 3. Le Roi détermine les conditions de la déclaration visée au § 1<sup>er</sup> et de l'agréation visée au § 2.

Il peut en outre prescrire des conditions complémentaires relatives à la destination des animaux une fois les expériences terminées.

#### ART. 22

Les exploitations où sont élevés et commercialisés des animaux d'expérience sont soumises à une agréation préalable délivrée par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions. L'article 23 est d'application à ces exploitations.

#### ART. 23

§ 1<sup>er</sup>. Les animaux d'expérience doivent être détenus conformément à l'article 4.

En outre, le Roi peut déterminer des conditions particulières pour la détention d'animaux d'expérience des différentes catégories et prescrire les règles permettant de contrôler leur provenance.

Toutefois les chiens et les chats doivent être inscrits dans un registre avec mention de leur provenance.

§ 2. Les laboratoires qui utilisent des chevaux, des chiens, des chats, des porcs, des ruminants et des primates, doivent désigner un vétérinaire chargé de la protection de la santé et du bien-être de ces animaux.

#### ART. 24

1. Les expériences sur animaux doivent être limitées au strict nécessaire.

2. Les expériences ne peuvent être effectuées que si les objectifs poursuivis ne peuvent être atteints par d'autres méthodes.

3. Les expériences sur animaux qui provoquent des douleurs, des souffrances ou des lésions ne peuvent être pratiquées que si celles-ci sont indispensables au but poursuivi.

4. Les expériences sur animaux qui provoquent des douleurs, des souffrances ou des lésions, doivent être pratiquées sous anesthésie, sauf si la douleur, les souffrances ou les lésions qui résultent de l'anesthésie sont plus importantes que celles provoquées par l'expérience elle-même.

Cette disposition n'est pas d'application si une motivation scientifique exclut l'anesthésie. L'éventualité d'une telle expérience doit être mentionnée dans la déclaration prévue à l'article 21, § 1<sup>er</sup>. En pareil cas, l'animal ne peut plus être

§ 2. Elk laboratorium waar dierproeven worden uitgevoerd die pijn, lijden of letsel kunnen veroorzaken, is onderworpen aan een voorafgaandelijke erkenning door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

§ 3. De Koning bepaalt de voorwaarden van de aangifte bedoeld in § 1 en van de erkenning bedoeld in § 2.

Hij kan daarenboven bijkomende voorwaarden voorschrijven met betrekking tot de bestemming van dieren eenmaal de proeven zijn beëindigd.

#### ART. 22

Bedrijven waar proefdieren worden gekweekt en verhandeld zijn onderworpen aan een voorafgaandelijke erkenning afgeleverd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort. Artikel 23 is op die bedrijven van toepassing.

#### ART. 23

§ 1. De proefdieren moeten gehouden worden overeenkomstig artikel 4.

De Koning kan daarenboven bijzondere voorwaarden bepalen met betrekking tot het houden van proefdieren van de verschillende categorieën en de regelen voorschrijven die de controle naar hun herkomst moeten toelaten.

Honden en katten moeten echter in een register worden ingeschreven, met de vermelding van hun herkomst.

§ 2. De laboratoria die gebruik maken van paarden, honden, katten, varkens, herkauwers en primaten, moeten een dierenarts aanduiden belast met de bescherming van de gezondheid en het welzijn van die dieren.

#### ART. 24

1. De dierproeven dienen beperkt te worden tot het strikt noodzakelijke.

2. De dierproeven mogen maar gedaan worden als de beoogde resultaten niet door andere methoden kunnen bereikt worden.

3. De dierproeven mogen alleen dan maar pijn, lijden of letsel veroorzaken, als deze voor het beoogde doel onvermijdelijk zijn.

4. De dierproeven die pijn, lijden of letsel veroorzaken, mogen alleen onder de nodige verdoving gebeuren, tenzij de pijn, het lijden of het letsel verbonden aan de ingreep geringer is dan deze voortvloeiend uit de verdoving.

Deze bepaling is niet van toepassing in geval een wetenschappelijke verantwoording de verdoving uitsluit. De evenwelheid van dergelijke dierproeven moet vermeld worden in de aangifte bedoeld in artikel 21, § 1. In dit geval mag het

utilisé pour une expérience similaire, à moins que la répétition soit nécessaire pour atteindre le but final de l'expérience.

5. Lorsqu'un animal ne peut survivre que dans la douleur et la souffrance après une expérience, il doit être mis à mort d'une manière indolore. Si l'animal doit être conservé en vie pour les besoins de l'expérience, il faut lui prodiguer tous les soins nécessaires.

#### ART. 25

Le directeur du laboratoire est responsable de l'exécution des conditions d'agrément et de la transmission de renseignements administratifs et statistiques fixés par le Roi et requis par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

#### ART. 26

§ 1<sup>er</sup>. Le maître d'expérience est responsable des expériences sur animaux qu'il réalise. Il doit être titulaire d'un diplôme universitaire délivré par une faculté de médecine, de médecine vétérinaire, de sciences agronomiques, de sciences zoologiques, de pharmacie ou d'autres diplômes déterminés par le Roi.

Il doit dans chaque cas posséder les connaissances et qualifications indispensables à la conduite des expériences sur animaux.

§ 2. Le maître d'expérience est responsable de l'application des mesures relatives aux soins postexpérimentaux des animaux.

Lorsqu'il utilise des chevaux, des chiens, des chats, des porcs, des ruminants ou des primates, il fait, à cet effet, appel à un médecin vétérinaire.

#### ART. 27

Le Roi définit la nature et la forme des documents que tient à jour le maître d'expérience, ainsi que la manière de les rédiger.

#### ART. 28

Le Roi désigne un comité d'experts qui a pour mission d'étudier les problèmes déontologiques en rapport avec les expériences sur les animaux. Il détermine sa composition et son fonctionnement. Les milieux de la recherche scientifique et médicale doivent y être représentés. Les membres du comité sont tenus par le secret professionnel.

#### ART. 29

Le Roi peut définir les critères de qualification du personnel technique mis à la disposition du maître d'expérience pour la conduite des expériences sur animaux.

dier niet opnieuw worden gebruikt voor een gelijkaardige proef, tenzij een herhaling noodzakelijk is om het uiteindelijke doel van de proef te bereiken.

5. Wanneer het dier een dierproef slechts kan overleven in pijn of lijden, moet het pijnloos gedood worden. Moet het daarentegen omwille van de proef in leven blijven, dan verstrekt men het alle nodige zorgen.

#### ART. 25

De laboratoriumdirecteur is verantwoordelijk voor de uitvoering van de voorwaarden van de erkenning en voor het verstrekken van de administratieve en statistische inlichtingen door de Koning vastgesteld en gevraagd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

#### ART. 26

§ 1. De proefleider is verantwoordelijk voor de dierproeven die hij uitvoert. Hij moet beschikken over een universitair diploma afgeleverd door een faculteit van geneeskunde, diergeneeskunde, landbouwwetenschappen, wetenschappen departement dierkunde, artsenijsbereidkunde of andere diploma's door de Koning te bepalen.

Hij moet in elk geval de kennis en bekwaamheid bezitten die nodig zijn voor het uitvoeren van de dierproeven.

§ 2. De proefleider is verantwoordelijk voor het treffen van de maatregelen in verband met de nazorg der dieren.

Wanneer hij gebruik maakt van paarden, honden, katten, varkens, herkauwers of primaten, doet hij hiertoe beroep op een dierenarts.

#### ART. 27

De Koning bepaalt de aard en de vorm van de bescheiden die de proefleider bijhoudt, evenals de wijze van opmaken.

#### ART. 28

De Koning richt een comité van deskundigen op dat tot taak heeft de deontologische problemen in verband met dierproeven te bestuderen. Hij bepaalt de samenstelling en de werking ervan. De middens van het wetenschappelijk en medisch onderzoek moeten erin vertegenwoordigd zijn. De leden van het comité zijn door het beroepsgeheim gebonden.

#### ART. 29

De Koning kan de criteria bepalen voor de kwalificatie van het technisch personeel dat ter beschikking staat van de proefleider voor het uitvoeren der dierproeven.

## ART. 30

§ 1<sup>er</sup>. Les expériences sur animaux réalisées dans un but didactique, ne sont autorisées que dans l'enseignement supérieur et pour autant qu'elles soient indispensables à la formation des étudiants et ne puissent être remplacées par d'autres méthodes didactiques équivalentes. Elles doivent être réalisées sous la direction d'un personnel enseignant compétent.

§ 2. Le Roi peut définir les conditions de réalisation des expériences sur animaux en vue de la formation d'un personnel spécialisé dans les laboratoires.

## CHAPITRE IX

## Le Conseil du bien-être des animaux

## ART. 31

Il est institué, auprès du Ministère de l'Agriculture, un Conseil du bien-être des animaux. Le Roi détermine la composition du Conseil et son fonctionnement. En feront partie notamment les représentants des associations nationales ou régionales de protection animale, de la recherche scientifique et médicale et des éleveurs.

## ART. 32

Le Conseil a pour mission d'étudier les problèmes en rapport avec la protection et le bien-être des animaux. Il donne son avis sur les affaires dont l'examen lui est confié par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions et peut lui soumettre toute proposition.

## CHAPITRE X

## Associations protectrices des animaux

## ART. 33

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi peut fixer les conditions auxquelles le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut agréer des associations nationales et régionales comme représentatives de la protection et du bien-être des animaux. Il peut prescrire que, pour être agréée, une association doit avoir la personnalité juridique.

§ 2. Le Roi peut fixer les modalités de la collaboration des associations agréées et de leurs préposés avec les agents de l'autorité qu'il désigne.

## ART. 30

§ 1. Dierproeven van didaktische aard zijn slechts toegestaan in het hoger onderwijs en voor zover ze onmisbaar zijn voor de vorming van de studenten en niet door andere evenwaardige didaktische methoden kunnen worden vervangen. Ze moeten plaatshebben onder leiding van bevoegd onderwijzend personeel.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor het ondernemen van dierproeven met het oog op de opleiding van gespecialiseerd personeel in de laboratoria.

## HOOFDSTUK IX

## De Raad voor dierenwelzijn

## ART. 31

Bij het Ministerie van Landbouw wordt een Raad voor dierenwelzijn opgericht. De Koning bepaalt de samenstelling van die Raad en zijn werking. Onder meer de afgevaardigden van de nationale of regionale verenigingen voor dierenbescherming, van het wetenschappelijk en medisch onderzoek en van de kwekers maken er deel van uit.

## ART. 32

De Raad heeft tot taak aangelegenheden in verband met de bescherming en het welzijn van dieren te bestuderen. Hij geeft advies over de zaken waarvan het onderzoek hem wordt opgedragen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort en kan aan deze voorstellen doen.

## HOOFDSTUK X

## Verenigingen voor dierenbescherming

## ART. 33

§ 1. De Koning kan de voorwaarden bepalen volgens welke de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort, nationale en regionale verenigingen kan erkennen als representatief voor de bescherming en het welzijn der dieren. Hij kan bepalen dat om erkend te worden een vereniging de rechtspersoonlijkheid moet bezitten.

§ 2. De Koning kan de wijze van de samenwerking van de erkende verenigingen en hun aangestelden met de door hem aangewezen overheidspersonen bepalen.

## CHAPITRE XI

## Dispositions pénales

## ART. 34

Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires des parquets, la gendarmerie, la police communale ou rurale, les inspecteurs vétérinaires, les vétérinaires agréés chargés du contrôle à la frontière et autres agents désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

Toutefois, les inspecteurs vétérinaires ont seuls compétence pour rechercher et constater les infractions commises dans les laboratoires.

Les procès-verbaux établis par les agents de l'autorité visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est envoyée dans les quinze jours de la constatation, aux auteurs de l'infraction.

Ils ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès à tous établissements ou tous locaux où sont détenus ou utilisés des animaux vivants. La visite de locaux servant d'habitation n'est permise qu'entre 5 heures du matin et 9 heures du soir et il ne peut y être procédé qu'avec l'autorisation du juge du tribunal de police. Cette autorisation est aussi requise pour la visite en dehors desdites heures, des locaux qui ne sont pas accessibles au public.

## ART. 35

Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 26 francs à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui :

1<sup>o</sup> se livre sciemment à des actes non visés par la présente loi, qui ont pour but de faire périr inutilement un animal ou de lui causer inutilement une mutilation, une lésion ou des souffrances;

2<sup>o</sup> organise des combats d'animaux ou organise des exercices de tir sur animaux, y participe avec ses animaux, y prête son concours d'une manière quelconque ou organise des paris sur leurs résultats;

3<sup>o</sup> abandonne un animal avec l'intention de s'en défaire;

4<sup>o</sup> se livre à des interventions douloureuses en violation des prescriptions de l'article 18;

5<sup>o</sup> commet des amputations interdites par l'article 19;

6<sup>o</sup> se livre à des expériences dans des conditions contraires aux articles 20, 24 et 30.

## HOOFDSTUK XI

## Strafbepalingen

## ART. 34

Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de rijkswacht, de gemeentelijke of veldpolitie, de inspecteurs-dierenartsen, de aangenomen dierenartsen gelast met het toezicht aan de grenzen en andere ambtenaren aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun taak nodig achten en overgaan tot alle nuttige vaststellingen.

Evenwel zijn alleen de inspecteurs-dierenartsen bevoegd om de misdrijven gepleegd in de laboratoria op te sporen en vast te stellen.

De processen-verbaal opgemaakt door de in het eerste lid bedoelde overheidspersonen, hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift daarvan wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling aan de overtreders toegezonden.

In de uitoefening van hun opdracht mogen ze alle bedrijven of lokalen waar levende dieren gehouden of gebruikt worden, betreden. Het bezoek van lokalen die tot woning dienen is slechts toegestaan van 5 uur 's morgens tot 9 uur 's avonds en met verlof van de rechter in de politierechtbank. Dit verlof is eveneens vereist voor het bezoek, buiten die uren, van lokalen die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

## ART. 35

Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot drie maanden en met een geldboete van 26 frank tot 1 000 frank of met een van die straffen alleen, hij die :

1<sup>o</sup> wetens handelingen pleegt die niet door deze wet zijn voorzien en die tot doel hebben dat een dier nutteloos komt of nutteloos een vermindering, een letsel of pijn ondergaat;

2<sup>o</sup> dierengevechten of schietoefeningen op dieren organiseert, er met zijn dieren aan deelneemt, eraan op enigerlei wijze medewerking verleent of over de uitslag ervan weddenschappen inricht;

3<sup>o</sup> een dier achterlaat met de bedoeling zich ervan te ontdoen;

4<sup>o</sup> pijnlijke ingrepen verricht in overtreding van de bepalingen van artikel 18;

5<sup>o</sup> amputaties verricht die verboden zijn door artikel 19;

6<sup>o</sup> proeven doet in omstandigheden die strijdig zijn met de artikelen 20, 24 en 30.

## ART. 36

Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de 26 francs à 1 000 francs celui qui :

1<sup>o</sup> excite la férocité d'un animal en le dressant contre un autre animal;

2<sup>o</sup> administre ou fait administrer à un animal des substances déterminées par le Roi, qui ont pour but d'augmenter artificiellement et temporairement ses prestations;

3<sup>o</sup> enfreint les dispositions de l'article 4, du chapitre IV ou du chapitre VIII, autres que celles visées à l'article 35, 6<sup>o</sup>, ou des arrêtés pris en exécution de ces dispositions;

4<sup>o</sup> ne se conforme pas aux mesures visées à l'article 4, § 5, et prescrites par les agents de l'autorité compétents ou rend inopérantes les mesures prises;

5<sup>o</sup> impose à un animal un travail dépassant manifestement ses capacités naturelles;

6<sup>o</sup> enfreint les dispositions du chapitre VI;

7<sup>o</sup> se sert de chiens comme bêtes de somme ou de trait, sauf les dérogations qui pourront être accordées par le Roi;

8<sup>o</sup> met en vente, vend, achète ou détient un oiseau aveuglé;

9<sup>o</sup> utilise un animal à des fins de dressage, de mise en scène d'un film, de publicité, ou à des fins similaires, dans la mesure où il est évident qu'il en résulte des douleurs, des souffrances ou des lésions exagérées;

10<sup>o</sup> nourrit ou abreuve de force un animal, sauf pour des raisons médicales ou pour des expériences réalisées suivant le chapitre VIII ou dans des élevages spécialisés déterminés par le Roi et aux conditions qu'il fixe;

11<sup>o</sup> donne à un animal une substance qui peut lui causer des souffrances ou des lésions, sauf pour des raisons médicales ou pour des expériences définies au chapitre VIII.

12<sup>o</sup> en infraction à l'article 12, cède des animaux à des personnes de moins de 16 ans;

13<sup>o</sup> expédie un animal contre remboursement;

14<sup>o</sup> se livre à une exploitation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, sans l'agrément exigé par cet article, détient des animaux contrairement à l'article 5, § 4, enfreint les dispositions d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 6 ou 7 et les obligations définies à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'article 9, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et aux articles 10 ou 11.

## ART. 37

Outre les peines prévues aux articles 35 et 36, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement du condamné pour une période de huit jours à un an.

## ART. 36

Onverminderd de toepassing, in voorkomend geval, van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek, wordt gestraft met een boete van 26 frank tot 1 000 frank, hij die :

1<sup>o</sup> de aanvalsdrift van een dier opdrijft door het op te hitsen tegen een ander dier;

2<sup>o</sup> aan een dier stoffen, bepaald door de Koning, toedient of doet toedienen met het doel zijn prestaties kunstmatig en tijdelijk te verhogen;

3<sup>o</sup> in overtreding wordt bevonden van de bepalingen van artikel 4, van hoofdstuk IV of van hoofdstuk VIII, andere dan deze bedoeld bij artikel 35, 6<sup>o</sup>, of van besluiten genomen in uitvoering van die bepalingen;

4<sup>o</sup> de door de bevoegde overheidspersonen voorgeschreven maatregelen bedoeld in artikel 4, § 5, niet nakomt of de getroffen maatregelen tenietdoet;

5<sup>o</sup> een dier arbeid laat verrichten, die kennelijk zijn natuurlijke krachten te boven gaat;

6<sup>o</sup> in overtreding van hoofdstuk VI wordt bevonden;

7<sup>o</sup> honden als last- en trekdiener gebruikt, behalve de afwijkingen welke door de Koning kunnen verleend worden;

8<sup>o</sup> een blind gemaakte vogel te koop stelt, verkoopt, koopt of houdt;

9<sup>o</sup> een dier gebruikt voor een africhting, filmopname, reclame of gelijkaardige doeleinden indien dit duidelijk leidt tot onevenredige pijn, lijden of letsel;

10<sup>o</sup> een dier onder dwang voeder of drinken toedient, behalve om medische redenen of voor dierproeven uitgevoerd volgens hoofdstuk VIII of in gespecialiseerde, door de Koning bepaalde kwekerijen en aan de door Hem gestelde voorwaarden;

11<sup>o</sup> een dier een stof toedient die het pijn of letsel kan berokkenen behalve om medische redenen of voor dierproeven bepaald in hoofdstuk VIII;

12<sup>o</sup> in overtreding van artikel 12, dieren afstaat aan personen van minder dan 16 jaar;

13<sup>o</sup> een dier onder reimbours verzendt;

14<sup>o</sup> een bedrijf bedoeld in artikel 5, § 1, zonder de erkenning vereist bij dit artikel uitbaat, dieren houdt in overtreding van artikel 5, § 4, de bepalingen van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 6 of 7 en de verplichtingen bepaald bij de artikelen 9, § 1, eerste lid, bij artikel 9, § 2, ledens 1 en 2, en bij de artikelen 10 of 11 overtreedt.

## ART. 37

Naast de straffen voorzien in de artikelen 35 en 36 kan de rechtbank daarenboven de sluiting bevelen van de inrichting van de veroordeelde voor een termijn van acht dagen tot één jaar.

## ART. 38

Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal y compris le chapitre VII et l'article 85 sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

## ART. 39

§ 1<sup>er</sup>. En cas de récidive dans les trois ans de la condamnation antérieure pour une des infractions prévues aux articles 35 et 36, les peines d'emprisonnement et d'amende peuvent être portées au double.

§ 2. Le tribunal peut en outre ordonner, dans ce cas, la fermeture définitive ou pour une période d'un mois à deux ans de l'établissement du condamné.

## ART. 40

Le tribunal peut, accessoirement à une condamnation du chef d'une infraction définie par la présente loi, interdire définitivement ou pour une période d'un mois à trois ans la détention d'animaux d'une ou plusieurs espèces.

## ART. 41

Les infractions aux dispositions de la présente loi ou aux arrêtés pris en vertu de celle-ci, qui ne sont pas reprises aux articles 35 et 36 sont punies d'une amende d'un franc à vingt-cinq francs.

## ART. 42

§ 1<sup>er</sup>. Dans les cas visés à l'article 35, 1<sup>o</sup>, et à l'article 36, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>, les agents de l'autorité visés à l'article 34 peuvent saisir l'animal.

Dans les cas visés à l'article 35, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et à l'article 36, 8<sup>o</sup>, ils saisissent immédiatement l'animal.

§ 2. L'animal vivant saisi est, sans appel, sur ordre du Service vétérinaire, compte tenu des impératifs de la santé publique et de la police sanitaire et selon le cas, soit restitué au propriétaire sous caution, soit mis à mort sans délai, soit vendu par l'Administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines ou par l'Administration des Douanes et Accises, soit confié à une personne qui assure les soins et le logement appropriés, à un refuge pour animaux, zoo ou parc d'animaux.

La caution ou la somme obtenue par la vente est déposée au greffe du tribunal, jusqu'au moment où il a été statué sur l'infraction. Cette somme tient lieu de l'animal saisi, tant en ce qui concerne la confiscation que la restitution éventuelle à l'intéressé.

## ART. 38

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op de in deze wet bepaalde misdrijven van toepassing.

## ART. 39

§ 1. Bij herhaling binnen drie jaar na de vorige veroordeling wegens één der misdrijven bepaald bij de artikelen 35 en 36, kunnen de gevangenisstraffen en geldboeten worden verdubbeld.

§ 2. De rechtbank kan daarenboven in dat geval de sluiting bevelen van de inrichting van de veroordeelde, definitief of voor een termijn van één maand tot twee jaar.

## ART. 40

De rechtbank kan, bijkomend aan de veroordeling wegens overtreding bepaald in deze wet, het recht ontzeggen definitief of voor een termijn van één maand tot drie jaar dieren van één of meer soorten te houden.

## ART. 41

Overtreding van bepalingen van deze wet of van krachtens deze genomen besluiten die niet in de artikelen 35 en 36 zijn bepaald, wordt gestraft met een geldboete van één frank tot vijfentwintig frank.

## ART. 42

§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 35, 1<sup>o</sup>, en in artikel 36, 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> en 14<sup>o</sup>, kunnen de in artikel 34 bedoelde overheidspersonen het dier in beslag nemen.

In de gevallen bedoeld in artikel 35, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, en in artikel 36, 8<sup>o</sup>, wordt het dier terstond door hen in beslag genomen.

§ 2. Het levende inbeslaggenomen dier wordt, zonder verhaal, op bevel van de diergeneeskundige Dienst, rekening gehouden met de volksgezondheid en de diergeneeskundige politie en al naargelang van het geval, hetzij aan de eigenaar tegen waarborgsom teruggegeven, hetzij zonder verwijl gedood, hetzij door de Administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, der Registratie en Domeinen of door het Bestuur der Douanen en Accijnzen verkocht, hetzij toevertrouwd aan een persoon die een behoorlijke verzorging en huisvesting verzekert, aan een dierenasiel, zoo of dierenpark.

De waarborg of de van de verkoop voortkomende som worden op de griffie van de rechtbank gedeponerd totdat over het misdrijf uitspraak is gedaan. Dit bedrag treedt in de plaats van de in beslag genomen dieren zowel wat de verbeurdverklaring als wat de eventuele teruggave aan de belanghebbende betreft.

Les frais de séquestration ou de mise à mort sont taxés par le tribunal et déduits de la somme à déposer.

Les frais de l'intervention du Service vétérinaire, des refuges, des zoos et des parcs d'animaux sont taxés par le tribunal et font partie des frais de justice.

§ 3. L'animal mort ou mis à mort sur ordre du Service vétérinaire est, aux frais du contrevenant, recueilli par l'usine de destruction compétente.

§ 4. Le propriétaire des animaux morts ou mis à mort sur ordre ne peut faire valoir un droit à indemnisation pour ces animaux.

#### ART. 43

Le tribunal peut, dans les cas de l'article 42, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, prononcer la confiscation.

La confiscation est toujours prononcée dans les cas visés à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa. Il en est de même en cas de combats ou de tirs d'animaux, pour les enjeux, le montant des droits d'entrée et les objets ou installations servant auxdits combats ou tirs.

### CHAPITRE XII

#### Dispositions finales

#### ART. 44

Le Roi peut déléguer au Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions l'exercice de certains de ses pouvoirs qu'il détermine spécialement.

Lorsque des mesures à prendre en exécution de la présente loi ne concernent pas exclusivement la protection et le bien-être des animaux, ces mesures sont proposées et exécutées conjointement par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions et le Ministre compétent en la matière.

#### ART. 45

La loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux est abrogée.

#### ART. 46

La présente loi entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 19, qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

De kosten van inbewaringstelling of doden worden door de rechbank begroot en van de te deponeren som afgehouden.

De kosten van tussenkomst van de diergeneeskundige Dienst, van de dierenasielen, de zoo's en de dierenparken worden door de rechbank begroot en maken deel uit van de gerechtskosten.

§ 3. Dode dieren of op bevel van de diergeneeskundige Dienst gedode dieren worden, op kosten van de overtreder, door het bevoegde destructiebedrijf afgehaald.

§ 4. De eigenaar van dode of op bevel gedode dieren kan geen recht op vergoeding voor die dieren laten gelden.

#### ART. 43

De rechbank kan in de gevallen van artikel 42, § 1, eerste lid, de verbeurdverklaring bevelen.

De verbeurdverklaring wordt steeds bevolen in de gevallen van artikel 42, § 1, tweede lid. Dit is eveneens het geval bij dierengevechten of -schietingen, wat de inzetten, het entreegeld en de voorwerpen of installaties betreft die voor die gevechten of die schietoefeningen worden gebruikt.

### HOOFDSTUK XII

#### Slotbepalingen

#### ART. 44

De Koning kan de uitoefening van deze van die machten welke hij inzonderheid aanwijst, aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort overdragen.

Wanneer maatregelen in uitvoering van deze wet te treffen niet uitsluitend betrekking hebben op de bescherming en het welzijn de dieren, worden die maatregelen gezamenlijk door de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort en door de terzake bevoegde Minister voorgedragen en uitgevoerd.

#### ART. 45

De wet van 2 juli 1975 op de dierenbescherming wordt opgeheven.

#### ART. 46

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de twaalfde maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, uitgezonderd artikel 19 dat in werking treedt op de door de Koning te bepalen datum.

**V. ANNEXE**

**Commentaire de l'article 14**  
**Rapport du groupe de travail sur l'importation**  
**et le transit d'animaux**

**A. Importation****1. Importation libre ou restrictions ?****— Animaux domestiques agricoles**

Pas de restrictions de l'importation, sauf pour des motifs sanitaires-vétérinaires ou zootechniques.

On a à faire à des animaux de rapport et les considérations d'ordre économique sont prépondérantes.

**— Animaux de compagnie**

Pas de restrictions à l'importation d'animaux de compagnie tels qu'ils ont été définis par le groupe de travail. Pour les catégories oiseaux de cage et de volière, les poissons d'aquarium et les animaux de terrarium, des restrictions doivent pouvoir être imposées sur base :

- de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 sur la protection des oiseaux (avifaune du Benelux);
- de la Convention de Washington;
- du droit de décision du Roi qui, pour des raisons sanitaires, écologiques, de protection de la nature et des animaux, et pour d'autres raisons encore, peut réglementer l'importation.

Ici également le principe général que les restrictions en matière de détention d'animaux doivent se répercuter par des restrictions à l'importation, et vice versa, doit s'appliquer.

**— Animaux d'agrément**

Pas de restrictions pour les espèces de tortues et de petits ruminants biongélites acceptés pour la détention comme animaux d'agrément.

**— Animaux sauvages**

Interdiction d'importation. Des exceptions sont seulement accordées pour l'approvisionnement des :

- zoos;
- parcs d'animaux agréés;
- collections privées agréées.

**— Animaux d'expérimentation**

Interdiction d'importation à l'exception des animaux destinés aux laboratoires d'expérimentation animale autorisés ou agréés par la loi du 2 juillet 1975.

L'agrément d'importateurs semble s'imposer pour cette catégorie d'animaux.

**2. Autorisation d'importation**

— Toute importation d'animaux vivants sera soumise à autorisation, quelle que soit la nature ou la destination des animaux. Cette prise de position entraîne des conséquences administratives importantes dont le groupe de travail se rend parfaitement compte.

Il faudra toutefois tenir compte de certaines exceptions :

- décisions Benelux ou C.E. libérant le trafic intérieur;
- situations particulières : trafic frontalier, animaux accompagnant leur propriétaire (chien dans la voiture), etc.

**V. BIJLAGE**

**Toelichting bij artikel 14**  
**Verslag van de Werkgroep over de invoer en doorvoer**  
**van dieren**

**A. Invoer****1. Vrije invoer of invoerbekeringen ?****— Landbouwhuisdieren**

Geen beperking van de invoer, tenzij om veterinaire-sanitaire of om zootechnische beweegredenen.

Men heeft hier te maken met opbrengstdieren, zodat het ekonomisch belang doorslaggevend is.

**— Gezelschapsdieren**

Geen invoerbeprekingen voor gezelschapsdieren zoals deze elders door de werkgroep werden gedefinieerd. Voor de groepen kooi- en volière-vogels, aquariumvissen en terrariumdieren moeten echter wel beperkingen kunnen opgelegd worden op grond van :

- het koninklijk besluit van 20 juli 1972 op de bescherming van de vogels (Benelux avifauna);
- de Overeenkomst van Washington;
- het beslissingsrecht van de Koning die omwille van sanitaire, ecologische, natuurbeschermende, dierenbeschermingsredenen en andere de invoer kan beperken.

Ook hier moet het algemeen principe gelden dat beperkingen bij het houden hun weerslag moeten vinden in beperkingen bij de invoer, en omgekeerd.

**— Sierdieren**

Geen invoerbeprekingen voor die soorten schildpadden en kleine spleethoevige herkauwers die als sierdieren mogen gehouden worden.

**— Wilde dieren**

Hier geldt een verbod van invoer. Uitzonderingen worden alleen toegestaan voor de bevoorrading van :

- zoo's;
- erkende dierenparken;
- erkende private dierenverzamelingen.

**— Proefdieren**

Ook hier geldt een verbod van invoer, met uitzondering van de dieren bestemd voor de krachtens de wet van 2 juli 1975 toegelaten of erkende laboratoria voor dierenproeven.

Een erkenning van invoerders van deze dierencategorie lijkt onontbeerlijk.

**2. Invoermachtiging**

— Elke invoer van levende dieren welke ook hun aard of bestemming zij, moet door een invoermachtiging gedekt zijn. Deze stellingname heeft belangrijke administratieve gevolgen waarvan de werkgroep zich terdege bewust is.

Overigens zal moeten rekening gehouden worden met uitzonderingen op grond van :

- Benelux of E.G.-beslissingen waardoor het intraverkeer vrijgesteld wordt;
- speciale toestand, bijvoorbeeld het grensverkeer, dieren die hun eigenaar vergezellen (hond in auto), enz.

— Des autorisations d'importation seraient délivrées par le Service vétérinaire, le cas échéant, après avis des Eaux et Forêts (protection des oiseaux par exemple).

La demande d'autorisation doit comporter :

- nom et adresse de l'importateur;
- nom et adresse du destinataire;
- dénomination exacte de l'espèce animale (pour animaux sauvages et oiseaux exotiques la dénomination en latin);
- le nombre de sujets par espèce;
- le pays de provenance;
- le moyen de transport;
- la date présumée d'importation;
- le bureau de douane à l'importation.

Pour les espèces tombant sous l'application de la Convention de Washington, les documents requis (autorisation d'exportation du pays de provenance) seront joints à la demande.

— La demande d'autorisation est examinée par le Service vétérinaire :

- sous l'angle de la réglementation sanitaire;
- sous l'angle de la protection des oiseaux (avifaune du Benelux);
- sous l'angle de la Convention de Washington.

— L'autorisation d'importation mentionne, outre l'autorisation proprement dite, les conditions sanitaires éventuelles, et, le cas échéant, des conditions spéciales supplémentaires imposées pour assurer le bien-être des animaux au cours du transport (par exemple pour des oiseaux, des poissons d'aquarium, des animaux de terrarium). L'obligation de retirer les animaux au plus tard trois heures après leur débarquement doit être clairement spécifiée.

— A l'exception des animaux domestiques agricoles, les autorisations d'importation seront délivrées par envoi et auront une durée de validité de trois mois.

### *3. Contrôle à l'arrivée à la frontière*

Il y a lieu de distinguer selon l'obligation ou non du contrôle sanitaire :

- si le contrôle sanitaire est de rigueur : un contrôle supplémentaire visant le bien-être de l'animal sera effectué;
- si le contrôle sanitaire n'est pas requis : contrôle du bien-être de l'animal.

Tous les animaux importés sont donc soumis au contrôle.

L'importateur est tenu d'informer le vétérinaire de contrôle 24 heures à l'avance. Il est souhaitable de restreindre le nombre de postes de douane afin d'augmenter l'efficacité du contrôle effectué.

Le vétérinaire de contrôle vérifie :

- les documents requis;
- l'état de santé et le bien-être des animaux;
- constate les infractions et dresse procès-verbal contre le responsable.

Il est absolument nécessaire de fixer des règles très claires au sujet des animaux morts, du sort des animaux malades ou blessés, ou non enlevés dans les délais prescrits, ou importés illégalement.

Il sera nécessaire de légiférer à ce sujet, surtout au sujet du désaisissement à effectuer par une procédure accélérée.

De invoermachtigingen worden afgeleverd door de diergeneeskundige Dienst, desgevallend na advies van Waters en Bossen (vogelbescherming bijvoorbeeld).

De aanvraag voor invoermachtiging moet vermelden :

- naam en adres van de invoerder;
- naam en adres van de bestemming;
- vermelding van de diersoort (voor wilde dieren en exotische vogels de Latijnse benaming);
- het aantal dieren per soort;
- het land van herkomst;
- het transportmiddel;
- de vermoedelijke invoerdatum;
- grenskantoor van invoer.

Voor diersoorten vallende onder de toepassing van de Overeenkomst van Washington zullen de vereiste documenten (uitvoertoelating vanwege de overheid van het land van herkomst) bij de aanvraag gevoegd worden.

— De aanvraag wordt door de diergeneeskundige Dienst onderzocht :

- onder oogpunt van de sanitaire wetgeving;
- onder oogpunt van de bescherming van de vogels (Benelux-avifauna);
- onder oogpunt van de Overeenkomst van Washington.

— De invoermachtiging vermeldt naast de eigenlijke toelating, de eventuele sanitaire voorwaarden en desgevallend bijzondere bijkomende voorwaarden opgelegd voor het verzekeren van het welzijn der dieren tijdens hun vervoer (bijvoorbeeld vogels, vissen, terrariumdieren). De verplichting de dieren uiterlijk drie uur na aankomst op te halen dient uitdrukkelijk vermeld.

— Met uitzondering van de landbouwhuisdieren worden de invoermachtigingen per zending afgeleverd en met een geldigheidsduur van drie maanden.

### *3. Controle bij aankomst aan de grens*

Hier wordt onderscheid gemaakt naargelang een sanitaire controle opgelegd is of niet :

- indien sanitaire controle : bijkomende controle op het welzijn der dieren;
- indien geen sanitaire controle : eveneens controle op het welzijn van de dieren.

Alle ingevoerde dieren zijn dus controleplichtig.

De invoerder moet 24 uren op voorhand het uur van aankomst der dieren mededelen aan de controledierenarts van de plaats van de grensoverschrijding. Het ware wenselijk het aantal controleposten te beperken om de efficiëntie van de controle zelf te kunnen verhogen.

De controledierenarts controleert :

- de vereiste documenten;
- de gezondheidstoestand en het welzijn der dieren;
- stelt de overtredingen vast en stelt desgevallend proces-verbaal op tegen de verantwoordelijken.

Het is absoluut noodzakelijk dat duidelijke regels vastgelegd worden met betrekking tot de dode dieren, het lot van de dieren die gekwetst of ziek zijn, of door de invoerder binnen de gestelde tijdsduur niet worden afgehaald, of die onwettig werden ingevoerd.

Het zal zeker nodig zijn hieromtrent te legifereren, voornamelijk om de buitenbezetting op snelle wijze te beslissen.

Le groupe de travail est d'avis que, à l'exception des animaux domestiques agricoles, le renvoi des animaux vers leur pays de provenance ne devrait pas être retenu comme seule solution.

### B. Transit

#### 1. Principe

Le groupe de travail est d'accord pour que, compte tenu de la définition même du transit, aucune restriction de principe ne soit introduite pour le transit d'animaux vivants.

Cette « neutralité » au sujet du transit n'exclut toutefois ni l'application d'une réglementation sanitaire ni l'application de la Convention de Washington, ni le souci du bien-être de l'animal.

#### 2. Autorisation de transit

Le transit d'animaux vivants sera toutefois soumis à l'obtention d'une autorisation de transit. Ce document sera délivré par le Service vétérinaire.

Les renseignements suivants doivent être fournis pour obtenir l'autorisation de transit :

- espèce animale (description exacte — nom en latin);
- nombre d'animaux par espèce;
- le moyen de transport;
- le pays d'origine;
- le pays de destination;
- date du transit;
- poste de douane à l'entrée et à la sortie;
- pour le transport aérien, numéro du vol par lequel le chargement quittera le pays;
- copie de l'autorisation d'importation du pays de destination.

#### 3. Contrôle

A l'arrivée au poste de douane d'entrée, un contrôle vétérinaire sera effectué. Celui-ci doit être demandé 24 heures à l'avance.

Le vétérinaire de contrôle aura, à côté du contrôle sanitaire éventuel, son attention attirée sur le bien-être des animaux et prendra toutes les mesures nécessaires jugées indispensables : enlèvement des cadavres, soins aux animaux malades ou blessés, etc.

Au cas où le transport est effectué par route, un contrôle sera effectué au poste de douane de sortie.

Il s'avère nécessaire de limiter le nombre de postes de douane d'entrée et de sortie pour animaux vivants.

### C. Importation et transit à Zaventem-National

Compte tenu de la place particulière occupée par l'aéroport de Zaventem au sujet du trafic international d'animaux vivants, le groupe de travail estime qu'une série de points particuliers y devraient être appliqués :

- les animaux devraient, à l'arrivée, être conduits tout de suite au motel pour animaux;
- le motel pour animaux est géré par la Régie des Voies aériennes ou par un concessionnaire (par exemple Sabena);

De werkgroep is van oordeel dat, met uitzondering van de landbouwhuisdieren, de terugzending naar het land van herkomst niet zou mogen weerhouden worden als enige oplossing.

### B. Doorvoer

#### 1. Principe

De groep stemt ermede in dat voor de doorvoer van levende dieren, gelet op de definitie zelf van het transitverkeer, geen principiële belemmeringen gesteld worden.

Deze « neutraliteit » in verband met het doorvoerverkeer sluit echter de toepassing niet uit van de sanitaire reglementering noch van de Overeenkomst van Washington en evenmin van de zorg om het welzijn van het dier.

#### 2. Doorvoermachtiging

De doorvoer van levende dieren zou echter afhankelijk gemaakt worden van het afleveren van een doorvoermachtiging. Dit document dient door de diergeeskundige Dienst aangeleverd te worden.

Bij de aanvraag van een doorvoer machtiging dienen volgende inlichtingen verstrekt te worden :

- diersoort (met juiste omschrijving — latijnse naam);
- aantal dieren per soort;
- het vervoermiddel;
- land van herkomst;
- land van bestemming;
- datum van doorvoer;
- grenskantoor van in- en van uitvoer;
- voor luchtvracht, nummer van de vlucht waarmee de zending het land verlaat;
- een kopij van de invoermachtiging van het land van bestemming.

#### 3. Controle

Bij de aankomst aan het grenskantoor van invoer wordt een vétinaire controle uitgevoerd. Deze moet 24 uren op voorhand aangevraagd worden.

De controledierenarts zal, naast de eventuele sanitaire controle, aandacht hebben voor het welzijn van de dieren en alle passende maatregelen treffen die noodzakelijk worden geacht : verwijderen van krenigen, verzorging van zieke of gekwetste dieren, enz.

Gebeurt de doorvoer over de weg, dan is eveneens een controle te voorzien aan de grensport langswaar de zending het land verlaat.

Het lijkt noodzakelijk de in- en uitvoerposten voor levende dieren te beperken.

### C. Invoer en doorvoer te Zaventem-National

Gelet op de speciale plaats die de luchthaven voor Zaventem inneemt met betrekking tot het internationaal vervoer van levende dieren, meent de werkgroep dat aldaar een reeks bijzondere punten dienen in acht genomen te worden :

- bij aankomst worden de dieren onmiddellijk overgebracht naar het dierenmotel van de luchthaven;
- het dierenmotel wordt beheerd door de Regie der Luchtwegen of door een concessionaris (Sabena bijvoorbeeld);

• l'exploitation du motel pour animaux doit faire l'objet d'une agrément par le Ministère de l'Agriculture. Cette agrémentation se fait sous forme d'une convention qui fixe les conditions, les droits et les devoirs réciproques;

• le motel pour animaux est seulement accessible aux membres du personnel, aux importateurs, aux personnes officiellement autorisées;

• à l'importation, les animaux doivent être enlevés au plus tard trois heures après leur débarquement; des sanctions doivent être prévues pour le cas où cette obligation ne serait pas respectée;

• en cas de transit, les animaux doivent être réembarqués au plus tôt avec le prochain vol (numéro du vol à indiquer sur l'autorisation de transit);

• pendant leur séjour au motel pour animaux, il y a lieu d'abreuver, de nourrir et de soigner les animaux. L'accompagnateur, le personnel du motel pour animaux s'en chargera;

• le vétérinaire de contrôle examine le bien-être des animaux, fait enlever les cadavres, fait soigner les animaux malades ou blessés, fait pratiquer au besoin l'euthanasie. Il s'assure que les cadavres soient enlevés par l'usine de destruction. Si un examen de laboratoire ou une autopsie s'avère nécessaire, il contacte l'I.N.R.V. (arrêté ministériel du 22 juin 1976);

• lorsque le vétérinaire de contrôle constate que les décès ou les perturbations dans l'état de santé ou du bien-être des animaux sont la conséquence de mauvaises conditions d'embarquement ou de transport, il dresse procès-verbal à charge de la personne physique ou morale responsable du transport.

• de exploitatie van het dierenmotel maakt het voorwerp uit van een erkenning door het Ministerie van Landbouw. Deze erkenning krijgt de vorm van een overeenkomst waarin de voorwaarden, verplichtingen en voorrechten worden vastgelegd;

• het dierenmotel is alleen toegankelijk voor de personeelsleden, de invoerders en de officieel toegelaten personen;

• bij invoer moeten de dieren ten laatste binnen de drie uren na hun aankomst worden afgehaald; sancties moeten worden voorzien bij niet-naleving van deze verplichting;

• bij doorvoer moeten de dieren zo snel mogelijk met een volgende vlucht worden doorgeweerd (nummer van de vlucht te vermelden op de doorvoertoelating);

• tijdens het ophoud in het dierenmotel dienen de dieren gedrenkt, gevoed en verzorgd te worden door de begeleider, en bij ontstentenis van deze, door het personeel van het dierenmotel;

• de controledierenarts onderzoekt het welzijn der dieren, laat de krenzen verwijderen, de gekwetste of zieke dieren verzorgen, laat desgevallend euthanasie toepassen. Hij zorgt ervoor dat de krenzen door het destruktiebedrijf worden opgehaald. Indien laboratoriumonderzoek of lijkshouwing noodzakelijk is schakelt hij het N.I.D.O. in (ministerieel besluit van 22 juni 1976);

• stelt de controledierenarts vast dat sterfte of stoornissen in de gezondheidstoestand of welzijn der dieren het gevolg zijn van slechte omstandigheden bij inlading of vervoer, dan stelt hij proces-verbaal op ten laste van de fysische of rechtspersoon die voor het vervoer heeft ingestaan.